

Conseil municipal du 27 avril 2026

Délibération

PRESS/DF/MR

Rapporteur : M. Theurier M.

DCM 2026-110 - Finances - Budget principal - Budgets annexes - Budgets primitifs pour l'exercice 2026

EXTRAIT DU REGISTRE DES DÉLIBÉRATIONS

La séance est ouverte à 17h01.

Présents : Mme Appéré N. Maire, M. Hervé M., Mme Rougier G., M. Travers D., Mme Andro R., M. Fouillère C., Mme Brière L., M. Nadesan Y., Mme Koch L., M. Beauvils L., Mme Dera Illa Salifou N., M. Theurier M., Mme Tonon S., M. Poujol R., Mme Birault Souchez C., M. Morel C., Mme Kerauffret V., M. Sémeril S., Mme Pellerin I., M. Depeige P., Mme Papillion C., M. Monnier J., Mme Hakni-Robin B., M. Le Bougeant D., M. Puil H., M. Paulet R., Mme Casacuberta Palmada M., M. Chapellon D., Mme Duffaud L., Mme Faucheux V., M. Desmots X., M. Amiot J., M. Stephan A., M. Roullier O., M. Brossard L., Mme Boukhenoufa F., Mme Zamord P., Mme Sahbi Tollemmer M., Mme Le Borgne H., M. Groseil M., Mme Aïch A., Mme Lénée-Corrèze M., Mme Sonnet C., M. Montabord G., Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C., Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin-Queyrard L..

Le quorum s'élève à 31 et est atteint.

M. Hervé M. est nommé secrétaire de séance.

Le Conseil constate que les dispositions législatives concernant la convocation en date du 21 avril 2026 et la note explicative de synthèse sur les affaires soumises à délibération ont bien été remplies.

La séance est levée à 23h26

Vu la délibération 2026-103 du 7 avril 2026 relative au Débat d'Orientations Budgétaires pour 2026 ;

EXPOSÉ

Le présent rapport et les annexes réglementaires budgétaires annexées ont pour objet de soumettre à l'examen le budget primitif pour l'exercice 2026, du budget principal et ses budgets annexes. La présentation générale du budget et ses annexes sont conformes aux règles définies par l'instruction comptable M57 et M4.

Le budget principal et les budgets annexes listés ci-après sont soumis au vote par chapitre budgétaire tant en section de fonctionnement qu'en section d'investissement.

Par ailleurs, il est proposé à l'occasion du vote de ces budgets, d'autoriser Madame la Maire

à procéder à des mouvements de crédits de chapitre à chapitre (hors dépenses de personnel), au sein de la section d'investissement et de la section de fonctionnement, dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de chacune de ces sections. L'autorisation de procéder à des virements de crédits entre chapitres est accordée pour l'exercice en cours.

La liste des budgets est la suivante :

- Budget principal (M57),
- Budgets annexe production énergie photovoltaïque (M4),
- Budget annexe de Zone d'Aménagement Concerté ZAC Opérations d'aménagement (M57).

➤ Le budget principal

La section de fonctionnement s'équilibre en dépenses et en recettes budgétairement à 379 723 822,41 €, dont en dépenses 337 703 052,40 € de mouvements réels, et 42 020 770,01 € de mouvements d'ordre, et en recettes 378 017 822,41 € de mouvements réels et 1 706 000 € de mouvements d'ordre.

La section d'investissement s'équilibre en dépenses et en recettes budgétairement à 185 464 801,82 € dont en dépenses 157 528 801,82 € de mouvements réels dont 551 794,35 € de restes à réaliser et 27 936 000,00 € de mouvements d'ordre et en recettes 117 214 031,81 € de mouvements réels dont 2 564 780,19 € de restes à réaliser et 68 250 770,01 € de mouvements d'ordre.

Le budget primitif principal 2026 est soumis au vote, par nature et par chapitre selon le détail ci-après, s'établit ainsi, en mouvements budgétaires :

Section de Fonctionnement	Dépense	Recettes
011 - Charges à caractère général	59 345 354,40	
012 - Charges de personnel et frais assimilés	201 163 200,00	
014 - Atténuations de produits	922 045,00	
65 - Autres charges de gestion courante	69 767 037,00	
6586 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus	333 716,00	
66 - Charges financières	6 001 700,00	
67 - Charges spécifiques	170 000,00	
023 - Virement à la section d'investissement	19 033 770,01	
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	22 987 000,00	
002 - Résultat de fonctionnement reporté		11 975 168,41
013 - Atténuations de charges		5 213 000,00
70 - Produits des services, du domaine et ventes diverses		31 598 323,00
73 - Impôts et taxes		20 800 203,00
731 - Fiscalité locale		208 215 721,00
74 - Dotations et participations		85 690 607,00
75 - Autres produits de gestion courante		14 439 800,00
76 - Produits financiers		55 000,00
77 - Produits spécifiques		30 000,00
042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections		1 706 000,00

Section d'investissement	Dépense	Recettes
001-Solde d'exécution de la section d'investissement reporté	20 164 101,99	
13 - Subventions d'investissement	738 000,00	
16 - Emprunts et dettes assimilées	36 310 000,00	
20 - Immobilisations incorporelles	7 319 969,97	
204 - Subventions d'équipement versées	20 675 854,61	
21 - Immobilisations corporelles	19 228 943,18	
23 - Immobilisations en cours	51 224 137,72	
27 - Autres immobilisations financières	351 000,00	
4581251 - Prairies de Rennes (ex St Martin) - aménagts	593 726,18	
4581271 - Voirie primaire ZAC Normandie Saumurois - RM	9 864,97	
458176 - Portes Mordelaises - Secteur 2 et 3 - Rennes Métropole	213 203,20	
458192 - Coulée verte Patton - Rennes Métropole - Dépenses	700 000,00	
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections	1 706 000,00	
041 - Opérations patrimoniales	26 230 000,00	
024 - Produits des cessions d'immobilisations		1 805 000,00
10 - Dotations, fonds divers et réserves		25 543 035,11
13 - Subventions d'investissement		7 356 306,08
16 - Emprunts et dettes assimilées		68 764 568,80
27 - Autres immobilisations financières		12 877 750,00
4582251 - Prairies de Rennes (ex St Martin) - aménagements		687 371,82
458276 - Portes Mordelaises - Secteur 2 et 3 – RM - rbsmt		180 000,00
021 - Virement de la section de fonctionnement		19 033 770,01
040 - Opérations d'ordre de transfert entre sections		22 987 000,00
041 - Opérations patrimoniales		26 230 000,00

Les budgets annexes

Les budgets primitifs des budgets annexes 2026 soumis au vote s'établissent ainsi en mouvements budgétaires :

	Dépense	Recette
PRODUCTION ENERGIE PHOTOVOLTAIQUE	196 026,57	196 026,57
Fonctionnement	75 094,53	75 094,53
Ordre	62 694,53	0,00
Réel	12 400,00	75 094,53
Investissement	120 932,04	120 932,04
Ordre	0,00	62 694,53
Réel	120 932,04	58 237,51
ZAC OPERATIONS D'AMENAGEMENT	59 000 374,23	59 000 374,23
Fonctionnement	27 847 640,15	27 847 640,15
Ordre	16 040 297,40	4 830 430,93

Réel	11 807 342,75	23 017 209,22
Investissement	31 152 734,08	31 152 734,08
Ordre	4 722 850,93	15 932 717,40
Réel	26 429 883,15	15 220 016,68

Annexes

Rapport budgétaire

Présentation générale du budget et ses annexes

Le Conseil décide :

- d'approuver les budgets primitifs 2026 du budget principal et de ses budgets annexes ;

Budget principal

- Section de Fonctionnement

o Dépenses

011- Charges à caractère général

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 011

012 - Charges de personnel et frais assimilés

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 012

014 - Atténuation de produits

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 014

65 - Autres charges de gestion courante

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 65

6586 - Frais de fonctionnement des groupes d'élus

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 6586

66 - Charges financières

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 66

67 - Charges spécifiques

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 67

023 - Virement à la section d'investissement

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 023

042 - Opérations d'ordre de transfert entre sections

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,

Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 042

○ **Recettes**

002 – Résultat de fonctionnement reporté

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 002

013- Atténuations de charges

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 013

70- Produits des services, du domaine et ventes diverses

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 70

73- Impôts et taxes

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 73

731- Fiscalité locale

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,

M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 731

74- Dotations et participations

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 74

75- Autres produits de gestion courante

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 75

76- Produits financiers

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 76

77- Produits spécifiques

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 77

042 - Opérations d'ordre de transferts entre sections

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 042

- **Section d'investissement**

- **Dépenses**

001 – Solde d'exécution de la section d'investissement reporté

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 001

13 - Subventions d'investissement

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 13

16 - Emprunts et dettes assimilées

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 16

20 - Immobilisations incorporelles (sauf 204)

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 20 (sauf 204)

204 - Subventions d'équipement versées

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 204

21 - Immobilisations corporelles

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Fraslín E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 21

23- Immobilisations en cours

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Fraslín E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 23

27 - Autres immobilisations financières

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Fraslín E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 27

4581251--Opérations sous mandat Aménagement des Prairies de Rennes (ex. Saint Martin)

Par 50 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Fraslín E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

- approuve le chapitre 4581251

4581271 -- Opérations sous mandat -- Voirie primaire ZAC Normandie Saumurois

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Fraslín E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 4581271

458176 - Opérations sous mandat – Portes Mordelaises – Secteur 2 et 3 – Rennes Métropole

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 458176

458192 – Opérations sous mandat – Coulée verte Patton

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 458192

040 – Opération d'ordre de transferts entre sections

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 040

041 - Opérations patrimoniales

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 041

- **Section d'investissement**

○ **Recettes**

024 - Produits des cessions d'immobilisation

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 024

10 - Dotations, fonds divers et réserves

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 10

13 - Subventions d'investissement

Par 50 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

- approuve le chapitre 13

16 - Emprunts et dettes assimilées

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 16

27 - Autres immobilisations financières

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 27

4582251 – Opérations sous mandat - Aménagement des Prairies de Rennes (ex. Saint Martin)

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D.,
Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J.,
M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L.,
Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 4582251

458276 - Opérations sous mandat – Portes Mordelaises – Secteur 2 et 3 – Rennes Métropole

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 458276

021 - Virement de la section de fonctionnement

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 021

040 - Opérations d'ordre de transferts entre sections

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 040

041 - Opérations patrimoniales

Par 44 voix pour

11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C.

6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L.

- approuve le chapitre 041

Les budgets annexes

/	Dépense	Recette
PRODUCTION ENERGIE PHOTOVOLTAIQUE	196 026,57	196 026,57
Fonctionnement	75 094,53	75 094,53
Ordre	62 694,53	0,00
Réel	12 400,00	75 094,53
Investissement	120 932,04	120 932,04

Ordre	0,00	62 694,53
Réel	120 932,04	58 237,51
Par 55 voix pour 6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L. - approuve le budget primitif du budget annexe 2026 de production d'énergie photovoltaïque		

/	Dépense	Recette
ZAC OPERATIONS D'AMENAGEMENT	59 000 374,23	59 000 374,23
Fonctionnement	27 847 640,15	27 847 640,15
Ordre	16 040 297,40	4 830 430,93
Réel	11 807 342,75	23 017 209,22
Investissement	31 152 734,08	31 152 734,08
Ordre	4 722 850,93	15 932 717,40
Réel	26 429 883,15	15 220 016,68
Par 44 voix pour 11 voix contre : Mme Le Gall J., M. Ruiz H., Mme Compain B., M. Benoist D., Mme Frasin E., M. Cressard A., M. Compagnon C., Mme Dhalluin A., M. Lemaitre J., M. Boucher N., Mme Gandon C. 6 abstentions : Mme Komokoli R., M. Bayard V., Mme Mesmeur M., M. Amiot L., Mme Grignard T., M. Guénin--Queyrard L. - approuve le budget primitif du budget annexe 2026 de la ZAC Opération d'aménagement		

- d'autoriser Madame la Maire à procéder à des virements de crédits de chapitre à chapitre (hors chapitre 012) au sein de la même section dans la limite de 7,5 % des dépenses réelles de la section de fonctionnement et de la section d'investissement des budgets proposés au vote.

Publiée conformément aux dispositions des articles L 2121-25 et L 2131-1 du Code Général des Collectivités Territoriales sur le site metropole.rennes.fr .

Le Secrétaire de séance,
Marc HERVE
Elu Premier adjoint
Signé le : 30 avr. 2026

Pour La Maire et par délégation,
La Directrice Générale des Services
Laurence QUINAUT
Directrice Générale des
Services
Signé le : 30 avr. 2026

Marc HERVÉ

Laurence QUINAUT

2026

BUDGET PRIMITIF

Envoyé en préfecture le 06/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 035-213502388-20260427-DCM_2026_110-DE

SOMMAIRE

PREAMBULE	3
-----------	---

SYNTHESE BUDGETAIRE	3
---------------------	---

GLOSSAIRE	31
-----------	----

PRESENTATION DES ACTIONS 2026 PAR POLITIQUES PUBLIQUES ET SECTEURS	32
--	----

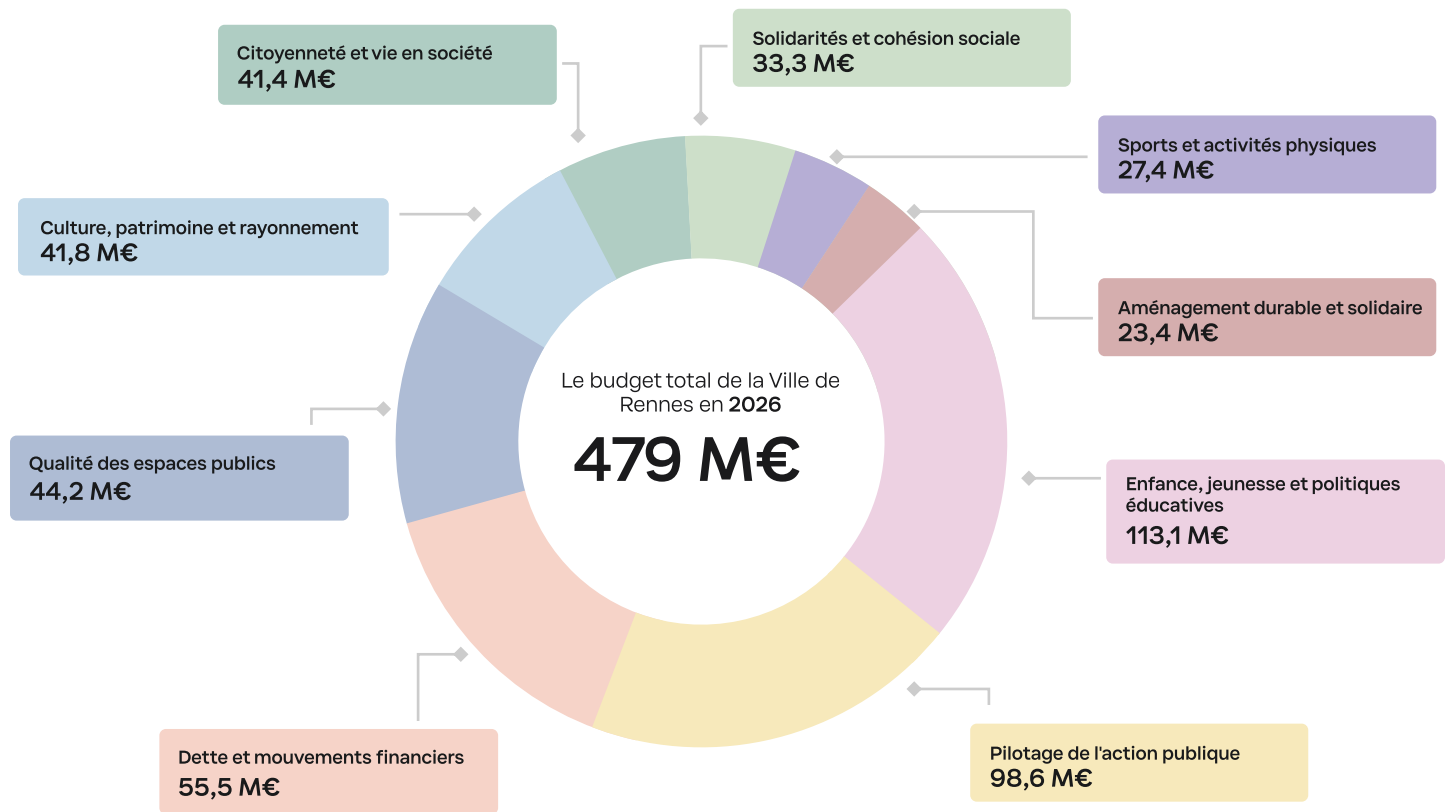
Envoyé en préfecture le 06/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

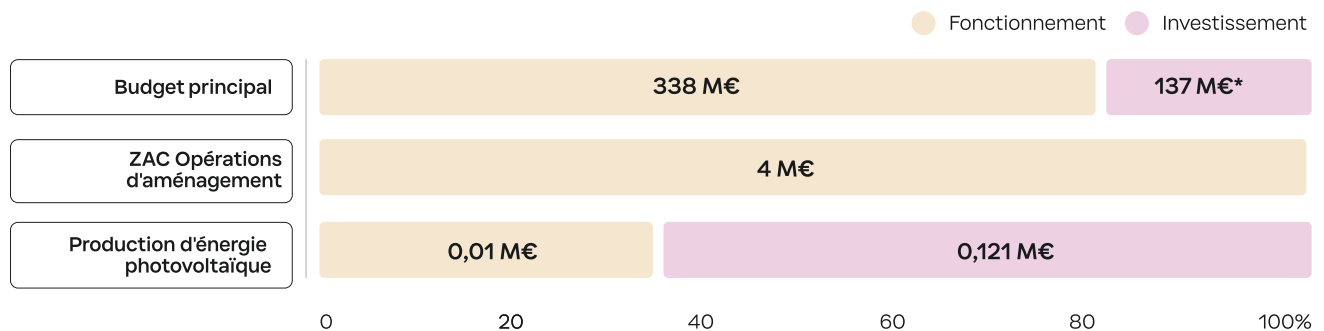
Publié le

ID : 035-213502388-20260427-DCM_2026_110-DE

LA RÉPARTITION DU BUDGET CONSOLIDÉ 2026

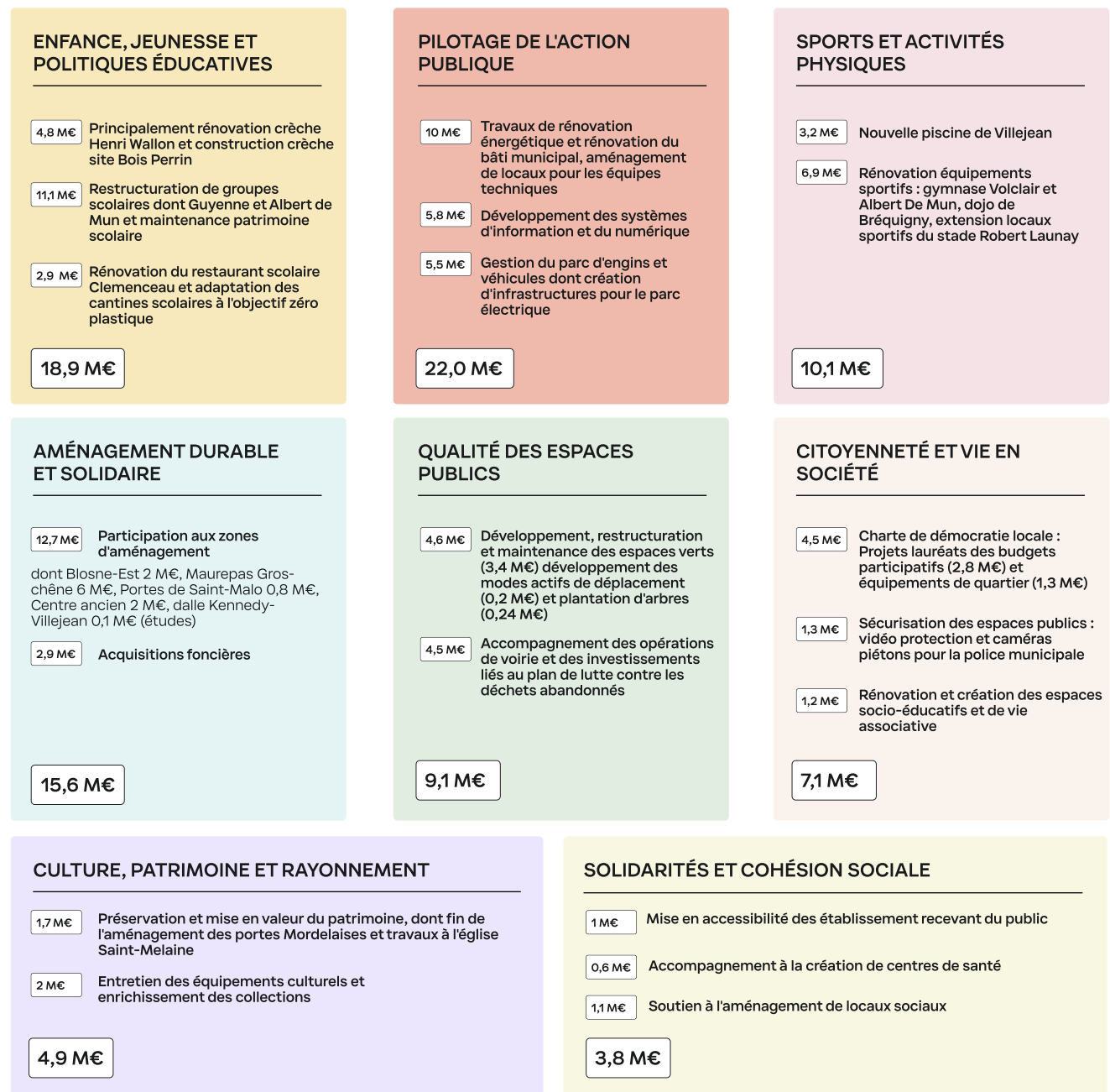


1 BUDGET PRINCIPAL, 2 BUDGETS ANNEXES



*hors lignes de trésorerie et reversement au budget principal excédent de ZAC

LES PRINCIPAUX INVESTISSEMENTS

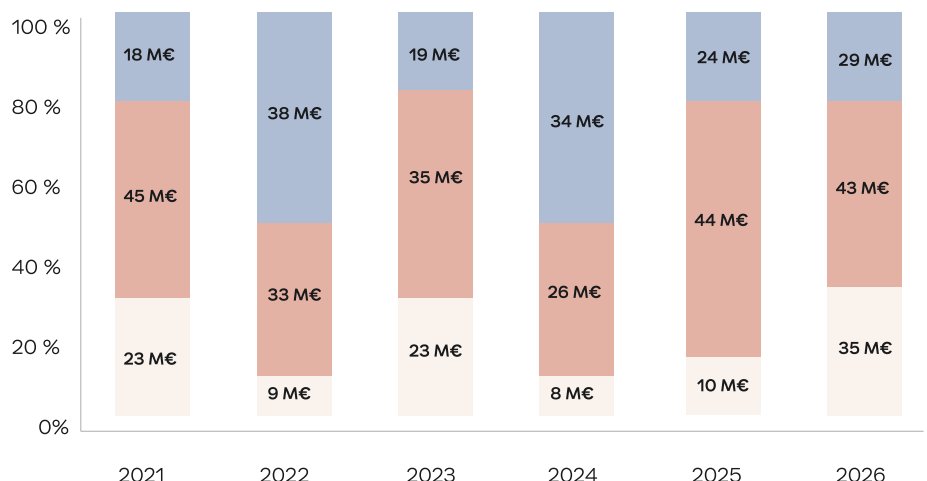


FINANCEMENT DE LA POLITIQUE D'INVESTISSEMENT (BUDGET PRINCIPAL)

Pour financer sa politique d'investissement,

la Ville de Rennes a principalement recours à l'emprunt, aux subventions et à l'épargne qu'elle dégage de sa section de fonctionnement

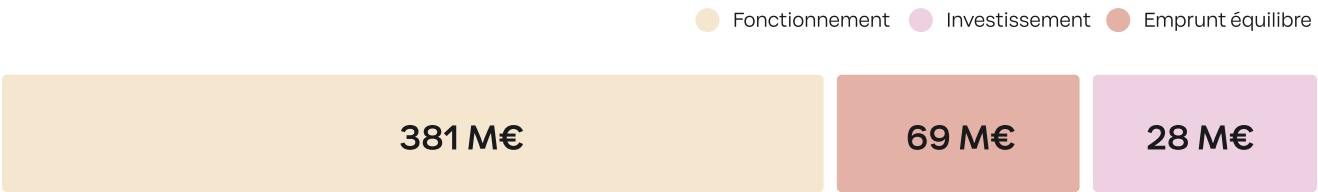
- Epargne*
- Emprunts*
- Ressources propres*



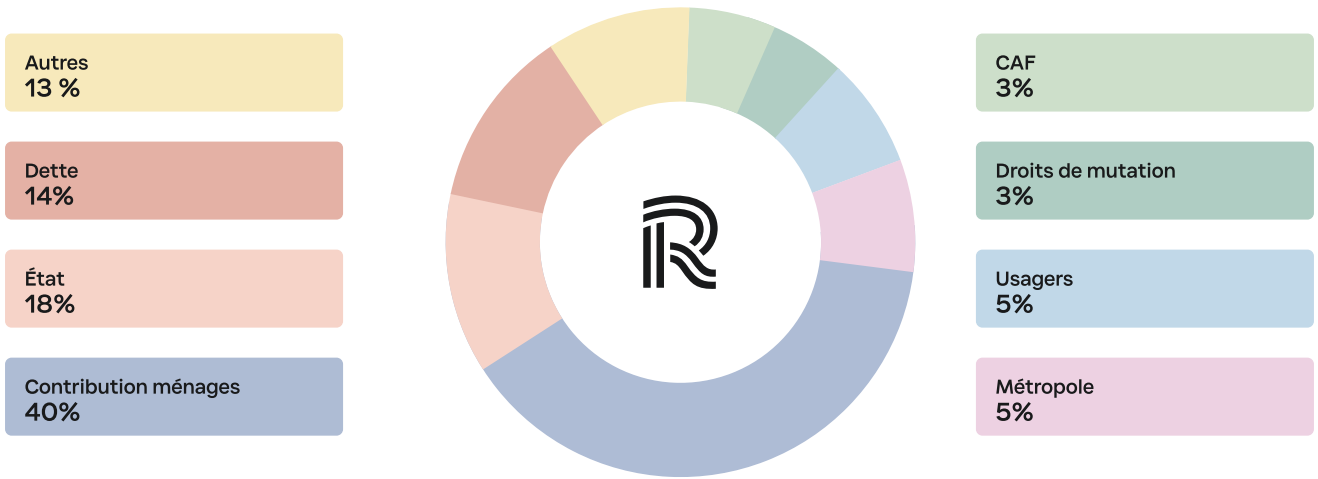
*Projections d'exécution en 2025 et 2026

478 M€ DE RECETTES INSCRITES AU BUDGET 2026

Budget principal et budgets annexes



D'OÙ VIENNENT LES RECETTES DE LA VILLE DE RENNES*



*recettes de fonctionnement et investissement

QUELQUES CHIFFRES CLÉS



227 830

habitants



19 405

élèves

dont 14 600 dans 89
écoles publiques



14 000

repas préparés chaque
jour par la cuisine centrale
de la Ville de Rennes



+7000

associations actives



233

équipements sportifs
(bâti et extérieurs)



500

espaces sportifs de
proximité



11

équipements culturels en
régie
(dont 6 métropolitains)



6

espaces sociaux
communs pour l'accueil
des usages dans les
quartiers



19

crèches municipales



Pour plus d'informations sur les budgets de la Ville de Rennes
dataviz.rennesmetropole.fr/budget

En savoir plus sur la Ville, ses compétences et ses actions
metropole.rennes.fr

Hôtel de ville place de la Mairie
CS 63126 35031 Rennes Cedex
02 23 62 10 10

Table des matières

Préambule.....	2
Budget consolidé.....	6
Budget principal	7
I. Section de fonctionnement	7
A. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE.....	7
1. Les charges de personnel (ch.012)	7
2. Les autres charges de gestion courante (ch.65).....	9
3. Les charges à caractère général (ch.011)	10
4. Les charges financières (ch.66)	12
5. Atténuations de produits, fonctionnement des groupes d'élu.es et charges spécifiques (ch.014, 6586, 67).....	13
B. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE	14
C. RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE	19
1. Fiscalité locale, impôts et taxes.....	19
2. Les dotations et les participations (ch.74).....	21
3. Les produits des services (ch.70)	23
4. Les autres produits de gestion courante (ch.75).....	24
5. Atténuations de charges – Produits financiers et spécifiques (ch.013,76,77). 24	
D. LA CHAÎNE DE L'EPARGNE	25
II. Section d'investissement.....	27
A. DEPENSES D'INVESTISSEMENT	27
B. Les dépenses d'équipements	27
C. RECETTES D'INVESTISSEMENT	32
III. Reprise anticipée des résultats 2025	34
Budgets annexes de ZAC gérées en régie	36
Budget annexe Production d'énergie photovoltaïque	37

Préambule

Premier budget du nouveau mandat, le BP 2026 a été élaboré dans un contexte de forte incertitude. En effet, le projet de loi de finances initial, présenté en octobre 2025, assignait aux collectivités territoriales un effort de 4,6 Mds € après celui de 2 Mds € consenti en 2025. Le PLF prévoyait notamment une extension des critères d'éligibilité du dispositif de reprise sur recettes appliqué en 2025, dit DILICO, mesure qui aurait eu, à elle seule, un impact de plus d'1 M€ pour la Ville de Rennes.

La discussion parlementaire sur le budget de l'État n'ayant pas permis de dégager un consensus sur la loi de Finances, le Gouvernement a finalement eu recours à l'article 49.3 le 30 janvier 2026, pour faire adopter un texte de compromis, lequel prévoit un effort moindre que celui envisagé au départ, à savoir 2,2 Mds€ à l'échelle des collectivités. Pour la Ville de Rennes qui est concernée par 2 mesures relatives à la minoration ou la suppression de compensations fiscales, le manque à gagner se chiffre à 0,9 M€.

Il faut toutefois relativiser ces concessions. En effet, cette ponction vient s'ajouter à l'impact significatif de la hausse des cotisations retraites patronales CNRACL décidée en 2025 et étalée sur 4 ans. Pour la seule année 2026, cette mesure se traduit par une dépense supplémentaire de 2,5 M€. À l'issue des 4 ans, la baisse structurelle de notre capacité d'autofinancement induite par cette hausse dépassera les 10 M€, alors même que la Ville de Rennes a déjà vu ses marges de manœuvre amenuisées par les crises qui se sont succédées lors du précédent mandat (COVID 19, crise des prix de l'énergie suivie par une flambée de l'inflation) et les décisions nationales imposées la plupart du temps de manière unilatérale (revalorisation du point d'indice et du SMIC, mesures catégorielles, prime pouvoir d'achat).

Cette mise à contribution des collectivités, disproportionnée au regard de leur poids dans la dette publique, intervient, qui plus est, dans un contexte de ralentissement de la dynamique des recettes comme en témoignent les prévisions inscrites au BP 2026. L'effet de ciseau qui en résulte vient percuter la stratégie financière responsable qui a guidé notre action tout au long du précédent mandat et nous a permis de concilier la mise en œuvre des orientations validées par les Rennaises et les Rennais (renforcement du service public de proximité et des solidarités, accélération des investissements en faveur de la transition écologique) avec le maintien d'une trajectoire financière soutenable sur le moyen long terme. Cette gestion responsable a été régulièrement soulignée par l'agence de notation Moody's qui, en novembre 2025, a maintenu la note de la Ville au niveau de celle de l'État (Aa3, perspective négative), soulignant « *des résultats financiers solides, soutenus par des pratiques de gestion et de gouvernance jugées saines* ».

La crise des finances de l'État cumulée aux chocs successifs depuis 2020 vient aujourd'hui fragiliser l'équilibre entre ambition politique et sérieux budgétaire qui caractérise la Ville de Rennes et qui est le fruit d'efforts de gestion constants. Dans cette perspective, le budget primitif 2026 constitue un budget de transition. Il permet à la fois

de poursuivre les actions engagées, d'initier les premières mesures issues du programme municipal, et de se donner le temps nécessaire pour intégrer à notre stratégie financière les contraintes et incertitudes actuelles afin de pouvoir déployer, de manière sereine et déterminée, le projet de ce nouveau mandat.

Beaucoup de choses ont été accomplies lors des six années passées, sur des sujets qui touchent à la vie quotidienne des Rennaises et des Rennais : construction de 10 700 logements, déploiement du bio dans les cantines, augmentation des effectifs de la police municipale, ouverture d'équipements structurants répondant aux exigences de qualité environnementale (4 nouveaux groupes scolaires, 2 crèches, piscine de Villejean, musée des Beaux-arts de Maurepas, nouvel Antipode, 2 maisons de santé), végétalisation des espaces publics, élargissement de l'accès à la carte Sortir !... Un cap a été fixé. Face à l'ampleur des défis à venir, des attentes exprimées ces derniers mois, il nous appartient aujourd'hui de prolonger nos ambitions en matière de transformations sociales et écologiques.

Dans un contexte contraint, la Ville de Rennes fait donc le choix de l'action, de l'innovation et de la responsabilité pour continuer à répondre aux attentes des habitantes et des habitants. Plus que jamais, le service public local demeure au cœur du projet municipal, comme levier de solidarité et de transition écologique.

Une ville qui répond aux besoins du quotidien et aux enjeux de la transition écologique

Le projet du nouveau mandat prévoit d'agir prioritairement sur les sujets qui sont aujourd'hui au cœur des préoccupations des Rennaises et des Rennais qui tiennent à ce que leur ville reste une ville apaisée, ouverte, où chacun puisse construire sereinement son projet de vie. Il s'agit notamment :

- De travailler en lien étroit avec la Métropole pour renforcer l'offre de logements accessibles et de lutter contre la précarité énergétique ;
- De réaliser les nouveaux projets urbains comme Bois Perrin, Haut Sancé, Coteaux de l'Ille, Bernard Duval... ;
- De contribuer à l'amélioration du pouvoir d'achat des Rennaises et des Rennais et de lutter contre la précarité à travers une pluralité d'action : renforcement des gratuités et des tarifs solidaires à l'image du dispositif Sortir ! qui rencontre un succès incontesté, développement de solutions d'accueil et d'hébergement adaptées aux besoins des personnes les plus vulnérables ;
- De développer l'offre de mobilité en lien avec la Métropole : mise en service progressive de 4 lignes de trambus, augmentation des dessertes de bus et de la fréquence de la ligne a du métro, maintien de la navette du centre-ville, finalisation du réseau express vélo et développement des stationnements dédiés aux vélos ;
- De verdir les espaces publics avec l'application sur toute la ville du principe "voir 3 arbres depuis sa fenêtre, habiter dans un quartier à 30% de canopée, vivre à 300 mètres d'un espace vert".
- De réaliser plusieurs aménagements ou réaménagements d'envergure tels les Quais de Vilaine et la place de la République, la dalle du Colombier et du Gros-Chêne, la

rénovation et la revitalisation de bâtiments emblématiques (Palais du commerce, Palais Sainte-Melaine, Chapelle Saint-Yves, Hôtel-Dieu) ;

- D'améliorer le cadre de vie dans les quartiers avec la volonté réaffirmée de renforcer les services publics et les équipements de proximité ;
- De soutenir les commerces indépendants et de proximité et l'animation commerciale avec une volonté de favoriser l'accès aux circuits courts et aux produits locaux et bio.

Une ville d'égalité, qui protège à tous les âges

Pour que chacun puisse trouver sa place, il faut une ville qui protège, qui accompagne les parcours de vie et qui lutte contre les inégalités et les discriminations. Cette aspiration, sans cesse renouvelée, à une ville inclusive, qui travaille sans relâche à plus d'égalité, de mixité et de justice sociale, sera à nouveau au cœur des priorités de ce mandat, à travers :

- La poursuite des politiques menées en faveur de la petite enfance et de l'enfance avec la création de nouvelles places de crèches dans les structures municipales, l'ouverture de la nouvelle école Trégain et la rénovation totale de plusieurs groupes scolaires, l'ouverture de la nouvelle cuisine centrale avec un objectif à la fin du mandat de 100% de produits bio dans les cantines et une sortie définitive du plastique, mais aussi le déploiement d'une politique volontariste en faveur de la santé physique et mentale des enfants (lutte contre les violences, prévention du harcèlement, sensibilisation aux écrans etc.) ;
- Une attention renouvelée à la jeunesse et au monde étudiant, avec notamment la création d'un guichet unique jeunes et d'un bouclier anti-exclusion pour les 16-25 ans en difficulté, le renforcement des dispositifs d'accès au travail et aux stages ;
- Une volonté réaffirmée de lutter efficacement contre les discriminations et les inégalités, d'apporter des réponses concrètes aux besoins de celles et ceux qui peuvent rencontrer des difficultés dans leur quotidien (poursuite de la politique d'accessibilité, offre de service en direction des seniors etc.) ;
- Le souhait de mener un plan d'action spécifique à l'adresse des familles monoparentales pour mieux les accompagner (garde d'enfants, accès au logement, droit au répit, accès aux loisirs et aux vacances...) ;
- De favoriser l'accès à une offre de soin de proximité avec notamment l'ouverture d'un nouveau pôle de santé sur la dalle Kennedy, l'installation de maisons de santé dans les quartiers et la création d'une offre de mutuelle municipale destinée aux personnes en situation de fragilité économique ;
- Le recrutement de 60 policiers municipaux supplémentaires pour porter l'effectif total à 175 pour élargir leur présence dans les quartiers ;
- Le financement de 25 nouveaux postes de médiateurs et éducateurs dans les quartiers pour atteindre le nombre de 175 postes afin de renforcer leur présence sur l'espace public.

Une ville qui émancipe et qui rassemble

Rennes s'est depuis longtemps affirmée comme une ville dynamique, caractérisée par la vitalité de son tissu associatif, la richesse de son offre culturelle et sportive. Le projet du prochain mandat vise à cultiver cette spécificité, qui contribue au vivre ensemble et à l'attractivité du territoire :

- En favorisant l'accès à la culture et à la création, avec la rénovation d'équipements emblématiques (Triangle, Musée des beaux-arts), l'ouverture de nouvelles bibliothèques à Maurepas et à Beauregard, mais aussi un soutien renouvelé aux initiatives portées par des acteurs culturels du territoire ;
- En poursuivant le plan d'éducation à la nature dans les écoles ;
- En lançant un vaste programme de rénovation des infrastructures et équipements sportifs (gymnases, terrains, piscines St Georges et Bréquigny) et en poursuivant la politique de soutien à la pratique sportive des femmes et des filles ;
- En favorisant la vitalité associative à travers un soutien renouvelé aux acteurs associatifs (subventions, aide à l'emploi associatif), la création de lieux de partage et de mutualisation permettant de nourrir cette dynamique ;
- En poursuivant et en approfondissant la politique engagée en matière de participation citoyenne, avec notamment le lancement d'une large concertation pour définir le futur projet urbain.
- En favorisant l'ouverture de lieux d'accueil des jeunes dans tous les quartiers pour permettre aux jeunes de se retrouver dans des espaces qui leur ressemblent.

Une ville construite avec et pour les habitants

La participation citoyenne irrigue l'ensemble de nos politiques publiques. Plus que jamais nous avons besoin d'une citoyenneté active et éclairée car il n'existe pas de démocratie vivante sans citoyens impliqués. Il revient dès lors à notre collectivité de prévoir les cadres de cette implication. Cela passe par :

- Une grande évaluation avec les citoyens des différents dispositifs de participation menés dans le cadre de la Fabrique citoyenne. Car en matière de participation, notre principe est de rechercher une amélioration continue des actions menées ;
- L'élargissement du recours aux jurys citoyens et aux conseils citoyens pour renforcer les dispositifs de participation citoyenne ;
- Une large concertation afin de définir le projet urbain de Rennes à l'horizon 2050 ;
- Le renouvellement du budget participatif en biennale avec une édition annualisée pour les enfants ;
- L'amélioration des assemblées de quartier dans leurs modes de fonctionnement et leur représentation, avec notamment la dotation d'un budget en fonctionnement et investissement permettant l'exercice réel d'une territorialisation de la démocratie locale dans le cadre du projet municipal.

Budget consolidé

	BP 2025			BP 2026			Évolution	
	Fonct.	Invest.	Total	Fonct.	Invest.	Total		
Budget consolidé	339,1	121,3	460,4	342,0	136,9	479,0	18,5	4,0%
Budget principal*	330,6	121,3	451,9	337,7	136,8	475,1	22,6	5,0%
Budgets de ZAC**	8,5		8,5	4,3		4,3	-4,2	-49,2%
Production énergie Photovoltaïque	0,01	0,02	0,03	0,01	0,12	0,13	0,10	292,2%

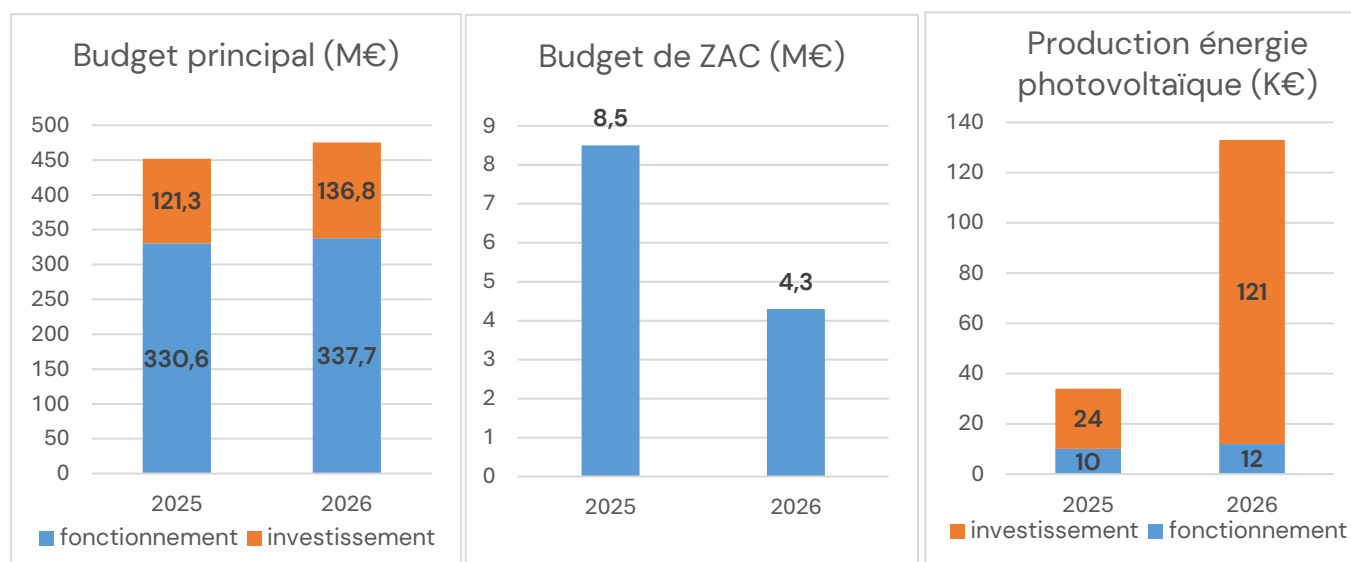
*hors crédits lignes de trésorerie

**hors reversement au budget principal de l'excédent clôture ZAC Atalante champeaux (7,5 M€)

Le budget primitif 2026 consolidé, qui recouvre le budget principal et les budgets annexes de ZAC et de production photovoltaïque **s'élève à 479 M€**.

L'évolution de 18,5 M€ recouvre une hausse des dépenses de 22,6 M€ sur le budget principal et une baisse de 4,2 M€ sur les budgets de ZAC (-50%).

La dynamique 2026 est portée par les dépenses d'investissement du budget principal avec une hausse de +13% (+15,5 M€) tandis que les dépenses de fonctionnement restent maîtrisées (+2,2%).

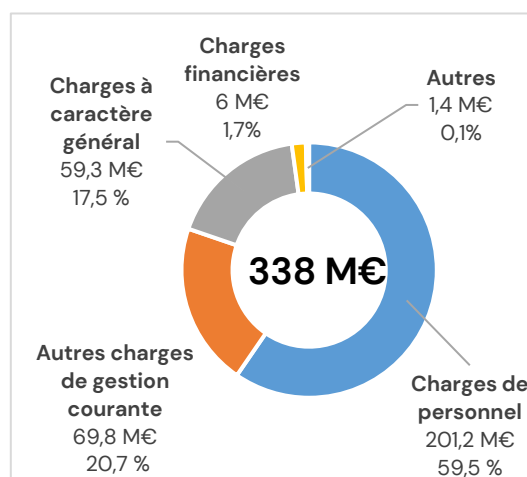


Budget principal

I. Section de fonctionnement

A. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Dépenses de fonctionnement	330,6	337,7	7,1	2,2%
Charges de personnel	194,9	201,2	6,3	3,2%
Autres charges de gestion courante	70,0	69,8	-0,2	-0,3%
Charges à caractère général	58,6	59,3	0,7	1,2%
Charges financières	5,8	6,0	0,2	4,3%
Atténuations de produits	0,9	0,9	0,0	5,2%
Fonctionnement des groupes d'élus	0,3	0,3	0,0	4,1%
Charges spécifiques	0,2	0,2	0,0	-10,5%



Les dépenses de fonctionnement progressent de manière modérée (+2,2%), dans un contexte de forte pression sur les dépenses de personnel liée à la hausse des cotisations patronales CNRACL étalée sur 4 ans, laquelle a un impact de 2,5 M€ pour la seule année 2026.

Hors charges de personnel, les dépenses sont maîtrisées présentant une évolution de 1,1 %¹ proche du taux d'inflation constaté en 2025 à savoir 0,9%.

1. Les charges de personnel (ch.012)

en M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Dépenses de personnel	194,9	201,2	6,3	3,2%

Les dépenses de personnel évoluent de +3,2%, sous l'effet principalement de la hausse des cotisations CNRACL.

Toutefois, après neutralisation des effets de cette mesure qui impacte fortement ce poste de dépenses, et du changement de périmètre lié au transfert du réseau FOR à la Métropole, **l'évolution respecte le cadrage de la prospective pluriannuelle fixé à 2% hors mesures gouvernementales ou réglementaires sur la période 2022-2026.**

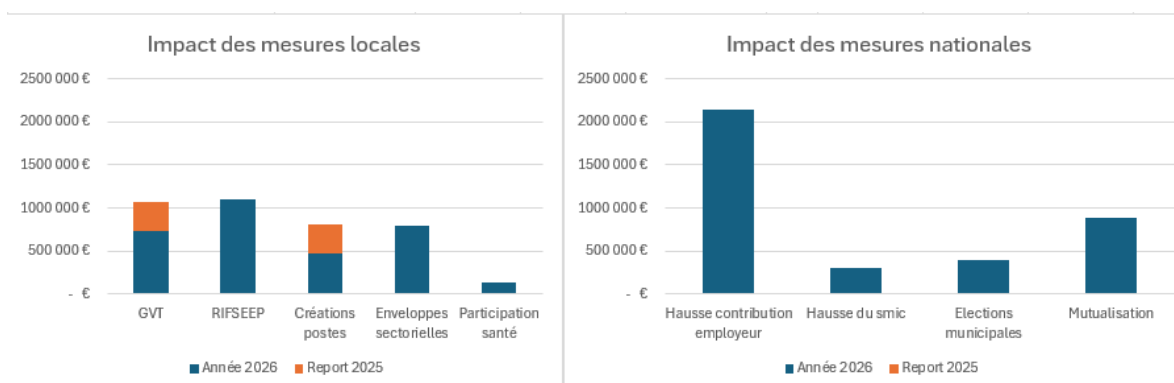
¹ Évolution calculée en retraitant au BP2025 les dépenses de gestion du réseau FOR (0,650 M€ hors charges de personnel et 0,455 M€ de charges de personnel) transféré à Rennes Métropole au 1^{er} janvier 2026, pour une comparaison à périmètre constant.

Impact des mesures nationales :

- Nouvelle hausse de 3 points des cotisations patronales CNRACL au 1er janvier et augmentation de la contribution mobilité de 0,15 point. L'impact de ces mesures est de 2,15 M€ sur les dépenses de masse salariale inscrite au chapitre 012, auxquels il convient d'ajouter une hausse de 0,4 M€ des remboursements versés à Rennes Métropole au titre de la mutualisation ;
- Revalorisation du SMIC de +1,18 % au 1er janvier 2026 qui a un impact de 0,3 M€.

Impact des évolutions et mesures locales :

- Glissement vieillesse technicité correspondant aux effets des évolutions de carrière des agent.es : +1,1 M€ ;
- Poursuite du processus de revalorisation du régime indemnitaire des agents fonctionnaires² (+0,7 M€) et refonte du régime indemnitaire des contractuels au 1er janvier 2026 (+0,4 M€) ;
- Revalorisation de la participation employeur au régime de protection sociale complémentaire santé à compter du 1^{er} janvier 2026 pour un coût supplémentaire évalué à 0,14 M€ ;
- 11 créations nettes de postes pour un montant de +0,68 M€³ ;
- Enveloppes sectorielles pour les contrats de remplacement et de renfort portées à 0,8 M€, avec une augmentation des crédits affectés à la direction petite enfance justifiée par la réouverture d'une crèche ;
- Coût de la tenue des élections municipales en 2026 estimé 0,4 M€ ;
- Évolution des remboursements liés à la mutualisation : +0,9 M€ dont 0,4 M€ au titre de la hausse des cotisations à la CNRACL.



² Revalorisation du RIFSEEP (+35 €/mois) pour les agents de catégorie A au 1er janvier 2026 et seconde phase d'augmentation du RIFSEEP (+35 €/mois) pour les agents de catégorie B et C au 1^{er} juillet 2026.

³ Un poste au sein de la direction Petite Enfance (nouvelle compétence de la Ville qui devient Autorité organisatrice du service public de la petite enfance), 4 à la direction Éducation Enfance (ASEM, AER et assistant comptable), 6 au sein de la Direction des Sports dans le cadre de l'ouverture de la nouvelle piscine à Villejean, ainsi que le recrutement de 4 assistantes maternelles supplémentaires (+0,13 M€) et d'un doctorant en CIFRE (Convention Industrielle de Formation par la Recherche).

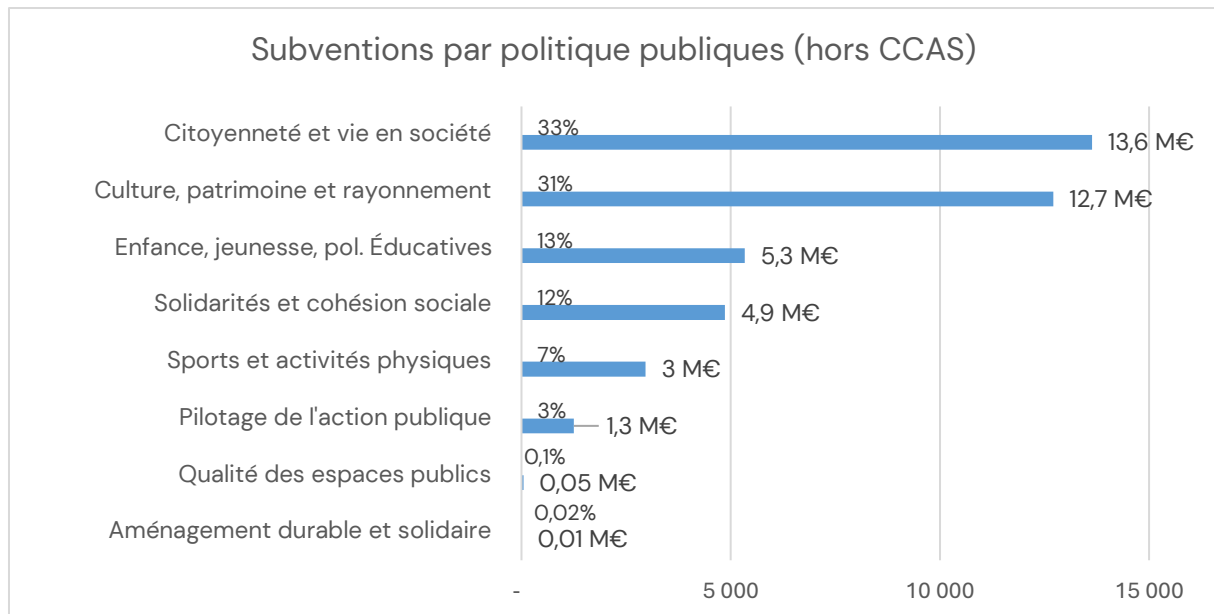
2. Les autres charges de gestion courante (ch.65)

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Autres charges de gestion courante	70,0	69,8	-0,2	-0,3%
Subventions	57,0	57,9	0,9	1,6%
CCAS	16,6	17,1	0,5	3,0%
Autres tiers privés et publics	40,4	40,8	0,4	1,0%
Contributions	6,19	6,32	0,13	2,0%
Indemnités élus	1,50	1,51	0,01	0,7%
Secours d'urgence	1,50	1,40	-0,10	-6,7%
Redevances concessions, DSP	1,08	0,98	-0,10	-9,1%
Autres	0,86	0,64	-0,23	-26,4%
Dépenses imprévues	1,80	1,00	-0,80	-44,4%

Les évolutions de ce chapitre budgétaire portent principalement sur les subventions aux tiers, les contributions obligatoires et l'action sociale.

- Les subventions aux tiers (40,8 M€) évoluent de +0,4 M€, soit +1%. La Ville de Rennes vient ainsi réaffirmer sa volonté de soutenir le secteur associatif confronté au désengagement d'autres partenaires ;
- La contribution obligatoire à l'enseignement privé, qui évolue en fonction des effectifs scolaires, est en progression de +0,13 M€ (soit +3,3%) pour un montant total de 3,96 M€ ;
- Le soutien au CCAS a été rehaussé de +0,5 M€ lors de la préparation budgétaire, portant la subvention 2026 à 17,1 M€ en vue de compenser l'impact de la hausse des cotisations CNRACL en 2026. La reprise anticipée des résultats 2025 dans le cadre du budget primitif du CCAS adopté en mars permettant d'absorber ce surcoût, la subvention sera ajustée et ramenée à un niveau proche du niveau 2025, à savoir 16,5 M€, dans le cadre du budget supplémentaire qui sera adopté en juin.
- Le passage en contrat de prestation de la gestion du tiers lieu 360 – Maison des associations – entraîne un transfert de crédits du chapitre 65 au chapitre 011 (passage d'une redevance annuelle versée dans le cadre d'une délégation de service public à un marché de prestation de service avec des inscriptions en dépenses et en recettes pour un coût net de 0,3 M€).

Les impacts de la loi de finances pour 2026 (0,9 M€) ayant pu être pris en compte dès le budget primitif, contrairement à 2025, le montant des dépenses imprévues est ramené à 1 M€, soit -0,8 M€ par rapport au BP 2025 qui incluait une réserve pour faire face aux impacts de la loi de finances pour 2025.



3. Les charges à caractère général (ch.011)

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Charges à caractère général*	58,0	59,3	1,4	2%
Fluides	9,2	10,1	1,0	11%
Gaz – Électricité	5,4	6,0	0,7	12%
Chauffage urbain	2,3	2,6	0,3	15%
Autres (eau, combustibles)	1,5	1,5	0,0	0%
Alimentation	6,6	7,8	1,2	18%
Autres	39,9	40,4	0,5	1%
Dépenses imprévues	2,3	1,0	-1,3	-57%
Réseau FOR	0,6			

*hors réseau FOR

Les charges à caractère général évoluent de 2% par rapport au BP 2025 pour atteindre 59,3 M€, portées par l'évolution des dépenses liées aux fluides et à l'approvisionnement en denrées alimentaires des cantines qui représentent 30% des dépenses inscrites à ce chapitre budgétaire. Les autres postes de dépenses sont maîtrisées avec une évolution proche de celle de l'inflation 2025 (+1%).

La forte hausse des **dépenses de fluides** (+1 M€, soit +11%) s'explique en grande partie par la hausse du prix global de l'électricité qui découle de l'évolution du tarif d'utilisation du réseau d'électricité (TURPE), de l'ACCISE et de la TVA sur la part abonnement qui a été portée à 20% dans le cadre de la loi de finances pour 2025.

La hausse des **dépenses affectées aux denrées alimentaires** pour les cantines et les crèches de BP à BP s'explique par l'augmentation de l'approvisionnement en produits bio pour atteindre l'objectif de 50% en 2026 (+0,3 M€), la hausse de la fréquentation (+0,1 M€), l'inflation (0,03 M€) ainsi que par une prévision budgétaire insuffisante au BP 2025,

laquelle avait été ajustée lors de la décision modificative de décembre 2025 pour coller au plus près des besoins constatés.

L'évolution des autres postes de dépenses (+0,5 M€) recouvre :

- L'impact du nouveau contrat de prestations pour la gestion du tiers lieu 360 – Maison des associations (+0,6M€ en année pleine : cf. explication ci-dessus) pour partie compensé par des recettes, soit un coût net de 0,3 M€ ;
- Le coût (hors RH) de l'organisation des élections municipales : +0,1 M€ ;
- La prestation de gestion technique « air-eau » pour la nouvelle piscine de Villejean (+0,33 M€) qui permettra une optimisation des consommations énergétiques. Celles-ci devraient rester au même niveau que celles de l'ancienne piscine pour une surface 2,4 fois plus importante ;
- La hausse des prix du marché relatif aux transports collectifs pour les sorties scolaires et périscolaires (+0,27 M€) ;
- La baisse des primes d'assurance, dont le montant peut varier en fonction du rythme de réalisation des chantiers (-0,39 M€) ;
- La fin de la participation versée au Département au titre de la vaccination en milieu scolaire suite à l'arrêt du dispositif (-0,25 M€).

Comme au chapitre 011, les impacts de la loi de finances ayant pu être inclus dès le budget primitif, il n'est pas nécessaire de prévoir une réserve dédiée, contrairement à ce qui a été fait en 2025. Le montant des dépenses imprévues inscrites au chapitre 65 a donc été ramené à 1 M€ contre 2,3 M€ au BP 2025.

La petite enfance, au cœur des priorités de la Ville

La Ville de Rennes mène une politique volontariste en matière de petite enfance afin de répondre aux besoins des familles et de garantir un accueil de qualité pour les enfants de moins de trois ans. Cette politique vise à favoriser l'égalité d'accès aux modes d'accueil, soutenir la parentalité et faciliter l'articulation entre vie familiale et vie professionnelle.

La collectivité s'appuie pour cela sur une offre diversifiée associant crèches municipales, structures associatives et accueil chez les assistantes maternelles. En 2026, le territoire rennais compte ainsi **près de 5 000 places d'accueil, tous modes d'accueil confondus** dont 2 400 places en crèches, représentant un taux de couverture de 76%. À elles seules, les 19 crèches municipales accueillent près de 1100 enfants.

Pour conforter cette offre, 279 places nouvelles ont été créées sur le mandat 2020-2026, avec notamment l'ouverture du pôle éducatif Simone Veil en 2022, de la nouvelle crèche de plein air dans le quartier de la Bellangerais en janvier 2024 et de la crèche familiale des Longs Prés en septembre 2024, qui est venue compléter l'offre d'accueil familial au Nord de la ville. À cela s'ajoutent les 120 places supplémentaires déjà engagées (22 en septembre 2026 et 103 d'ici fin 2027).

Dans un contexte de forte attractivité du territoire, la Ville va poursuivre cette politique dans le cadre du nouveau mandat, à travers plusieurs projets d'extension ou de création de crèches (Maurepas, Gayeulles, Kennedy, Eurorennes, crèche municipale de plein air Bois-Perrin) et la poursuite du soutien apporté aux structures innovantes pour les jeunes enfants.

Depuis le **1er janvier 2025**, la Ville Rennes est également devenue **autorité organisatrice du service public de la petite enfance**. À ce titre, elle planifie le développement de l'offre, coordonne les acteurs du secteur et émet un avis préalable sur les projets de création ou d'extension de structures d'accueil du jeune enfant associatives et privées.

4. Les charges financières (ch.66)

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Charges financières	5,8	6,0	0,3	4%
Intérêts dette à long terme	5,3	5,4	0,1	2%
Intérêts gestion trésorerie	0,5	0,6	0,2	35%

Au budget primitif 2026, les frais financiers sont prévus à hauteur de 6 M€ contre 5,75 M€ en 2025. Ils sont majoritairement constitués des intérêts de la dette à long terme qui évoluent de 0,1 M€ en raison de la hausse de l'encours. De fait, après une année 2025 marquée par une hausse des marges bancaires, dans un contexte d'instabilité politique, les conditions globales de financement se sont stabilisées.

5. Atténuations de produits, fonctionnement des groupes d'élus et charges spécifiques (ch.014, 6586, 67)

<i>En M€</i>	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Autres chapitres 014-6568-67	1,39	1,43	0,04	3%
Atténuations de produits	0,88	0,92	0,05	5%
Frais de fonctionnement des groupes d'élus	0,32	0,33	0,01	4%
Charges spécifiques	0,19	0,17	-0,02	-11%

Les atténuations de produits correspondent aux versements de produits dont :

- Les dégrèvements fiscaux pour 0,54 M€ ;
- Le versement à l'État des recettes versées par la CAF au titre du bonus territoire pour les places réservées pour ses personnels dans les crèches municipales et pour lesquelles ce dernier paye à la Ville une compensation.

B. DEPENSES DE FONCTIONNEMENT PAR POLITIQUE PUBLIQUE⁴

Solidarités et cohésion sociale : 24,9 M€

Soit +248 K€ / BP 2025

Programme Hospitalité (2 M€) : continuité des actions avec un nombre de places stabilisé dans le parc hôtelier et des actions renforcées en matière de gestion de la sécurité et de la salubrité sur les sites d'accueil.

Politique de la Ville (1,3 M€) : hausse du recours au dispositif Sortir ! visant à favoriser l'accès aux loisirs (+52 K€).

Santé publique et handicap (1,2 M€) :

- Fin de la participation réglementaire versée au Département pour la vaccination en milieu scolaire suite à l'arrêt du dispositif (-280 K€) ;
- Renforcement des actions liées à la prévention et à la réduction des risques en matière de consommation de produits psychoactifs ;
- Actions de sensibilisation dans le cadre du projet de distribution de paniers bio pour femmes enceintes.

Soutien au CCAS (17,1 M€) : augmentation de la subvention annuelle de 3 %, soit +500 K€, pour compenser la hausse des cotisations patronales à la CNRACL.

Culture, patrimoine et rayonnement : 17,6 M€

Soit +132 K€/BP 2025

Soutien à la vie culturelle (14 M€) : maintien du budget global de soutien aux acteurs culturels de la Ville de Rennes.

Équipements culturels (2,5 M€) : maintien des budgets et actions en intégrant les hausses relatives aux postes de dépenses contraints (fluides, maintenance, sécurité etc.)

Patrimoine (0,5 M€) : subvention à Skeuden Bro Roazhon pour l'organisation de l'Ar Redadeg, course de relais solidaire et festive ; maintenance du Belvédère Bouroullec et des œuvres d'art installées sur des espaces publics.

⁴ Les montants présentés regroupent les charges à caractère général (ch. 011) et autres charges de gestion courante (ch. 65). Les dépenses de personnel ne sont pas incluses.

Citoyenneté et vie en société : 17,3 M€

Soit +672 K€ / BP 2025

Vie associative de proximité (13,2 M€) :

- Tiers-lieu 360 – Maison des associations : la délégation de service public qui touchait à sa fin est remplacée par une prestation de gestion immobilière confiée à Citedia (coût net de 0,3 M€ en année pleine), l'animation du site étant assurée par l'association Benenova ;
- Maintien des subventions aux associations et équipements de proximité.

Tranquillité publique (1,5 M€) :

- Vidéo protection : augmentation des dépenses de maintenance en lien avec l'évolution du nombre de caméras ;
- Création d'une réserve communale de sécurité civile.

Démocratie locale et vie des quartiers (1,3 M€) :

- Reconduction du périmètre d'illumination de fin d'année.

Prestations citoyennes (0,24 M€) :

- Organisation des élections municipales : +0,1 M€.

Commerce de proximité et action commerciale (0,73 M€) :

- Maintien du soutien aux associations de commerçants ;
- Maintien de l'enveloppe de subvention pour les animations commerciales ;
- Réalisation d'un guide pratique à destination des commerçants et porteurs de projet ; campagne de communication sur l'offre commerciale du centre-ville et son accessibilité en partenariat avec Destination Rennes.

Sports et activités physiques : 6,2 M€

Soit +434 K€ / BP 2025

Manifestations sportives et sport de haut niveau (3,9 M€) :

- Accompagnement financier des clubs en fonction des changements de division : + 76 K€ ;
- Hausse de la provision d'aide aux clubs de proximité (+30 K€).

Fonctionnement des équipements sportifs (1,8 M€) :

- Prestation de gestion technique (+368 K€) de la nouvelle piscine de Villejean avec un objectif d'optimisation des consommations d'énergie.

Manifestations sportives (0,6 M€).

Enfance, jeunesse et politique éducative : 11,8 M€

Soit +360 K€ / BP 2025

Petite enfance (1,9 M€) :

- **Financement de 17 places de crèches supplémentaires (+72 K€)** avec l'ouverture de la nouvelle crèche Poupig ;
- **Expérimentation des couches compostables (+4 K€)** dans 2 crèches, projet soutenu et cofinancé par la CAF.

Éducation (8,7 M€) :

- **Hausse des prix du marché de transport en car scolaire : +172 K€ ;**
- **Participation obligatoire aux écoles privées : + 126 K€** liés à l'augmentation des effectifs et à l'indexation annuelle prévue par la convention ;
- **Soutien aux Rencontres nationales de l'éducation**

Jeunesse (1,3 M€) : soutien renforcé aux dispositifs Rennes de la Nuit et Loisirs Innovation jeunes (+20 K€)

Qualité des espaces publics : 5,6 M€

Soit -273 K€/ BP 2025

Assurer la maintenance des espaces verts (1,8 M€) dont :

- Gardiennage des portes Mordelaises (+14K€) ;
- 2 nouveaux sites en éco-pâturage (+10,5K€) ;
- Suivi réglementaire de polluants éternels (PFAS) sur le site de la Prévalaye (+4 k€) ;
- Soutien agriculture urbaine (+1,5 K€).

Circulation et gestion du stationnement sur voirie (2,6 M€).

Propreté (1,1 M€) : renforcement des interventions sur les tags en hauteur (+26K€).

Promotion des mobilités douces (0,1 M€).

Aménagement durable et solidaire 0,2 M€

Soit -686 K€ / BP 2025

Poursuite de la dématérialisation de l'instruction des droits des sols.

Promotion de la qualité architecturale et urbaine : nouvelle charte Construction et citoyenneté.

Nouvelle fabrique de la ville : poursuite des études et réflexions sur le projet urbain rennais.

Pilotage de l'action publique : 39,9 M€

Soit 2 M€ / au BP 2025

Stratégie et gestion immobilière (15,7 M€) :

- **Gestion des fluides (10 M€) ;**
- **Maintenance, sécurité et optimisation du pilotage énergétique du bâti municipal (3,7 M€) ;**
- **Gestion immobilière (2 M€)** dont taxes foncières (1,2 M€) acquittées au titre du patrimoine municipal.

Logistique (14,3 M€) :

- **Restauration collective (8,6 M€) :** atteinte du 50% bio en 2026 et réduction du plastique dans les cantines municipales ;
- **Conditions matérielles de travail (2,8 M€) :** vêtements de travail et optimisation des fournitures consommables ;
- **Parcs d'engins et véhicules (2,1 M€) :** maîtrise des coûts de maintenance externalisée.

Communication (2,4 M€).

Ressources humaines (2,3 M€) : poursuite de la politique active de gestion des emplois et des compétences (marque employeur et autres dispositifs d'attractivité), dispositifs d'action sociale et d'insertion professionnelle.

Gestion des systèmes numériques (1,8 M€) : hébergement, maintenance et déploiement de solutions métiers, politique en faveur du numérique responsable (conseil numérique responsable et projet ITI FEDER), expérimentation IAG à partir de cas d'usage en partenariat avec l'université (RagaRenn).

Renforcer l'offre et l'accès aux soins de proximité

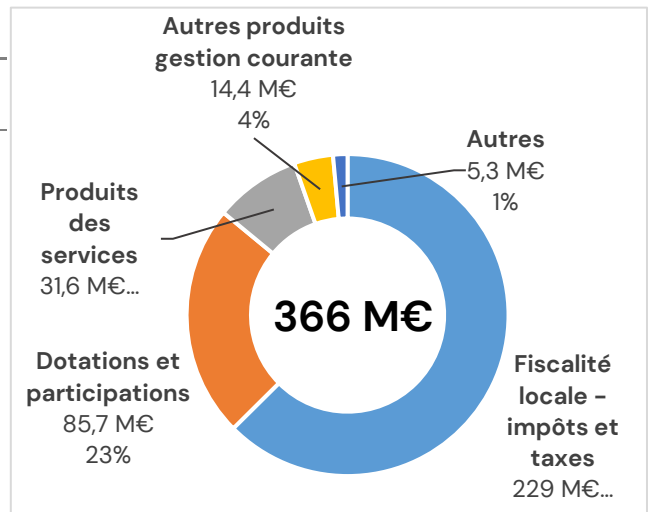
Dans un contexte national marqué par de fortes tensions sur la démographie médicale, l'accès facilité à une offre de soins de qualité et de proximité est une préoccupation partagée par beaucoup de Rennaises et de Rennais.

Pour répondre à ce besoin essentiel, la Ville de Rennes mène une politique volontariste visant à réduire les inégalités d'accès à la santé et à favoriser un maillage équilibré du territoire, notamment en soutenant la création et le développement de maisons et centres pluriprofessionnels de santé, qui regroupent médecins généralistes, infirmiers, sages-femmes, kinésithérapeutes et médiateurs en santé, comme à Villejean, Maurepas ou au Blosne. Dans la même optique, le nouveau projet de mandat prévoit la création d'un nouveau pôle de santé sur la dalle Kennedy ainsi que le soutien aux démarches d'aller-vers les publics éloignés du soin et de la prévention (développement d'équipes mobiles, renforcement des maraudes, expérimentation d'un bus itinérant conventionné avec plusieurs associations...). Toutes ces structures facilitent l'accès aux soins et le travail coordonné entre professionnels au profit des patients, contribuent à attirer de nouveaux praticiens et favorisent prévention et promotion de la santé.

Dans le même souci de renforcement de l'offre de soins, la municipalité accompagne l'implantation de cabinets médicaux dans les quartiers en développement et dans les zones où l'offre est plus limitée (par exemple dans le quartier de Beauregard et au centre-ville), et soutient des actions de prévention et de promotion de la santé, en lien avec les acteurs locaux (campagnes de vaccination, opérations de dépistage, journées santé à destination de publics fragiles...). Le nouveau projet de mandat prévoit également le déploiement d'une offre de mutuelle de santé municipale destinée aux personnes en situation de fragilité économique.

C. RECETTES DE FONCTIONNEMENT PAR CHAPITRE

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Recettes de fonctionnement	355,0	366,0	11,0	3,1%
Fiscalité locale	206,0	208,2	2,2	1,1%
Impôts et taxes	21,1	20,8	-0,3	-1,4%
Dotations et participations	85,0	85,7	0,7	0,9%
Produits des services	31,5	31,6	0,1	0,2%
Autres produits de gestion courante	6,1	14,4	8,3	136,6%
Atténuations de charges	5,2	5,2	0,0	0,0%
Produits financiers	0,1	0,1	0,0	-5,2%
Produits spécifiques	0,03	0,03	0,00	0,0%

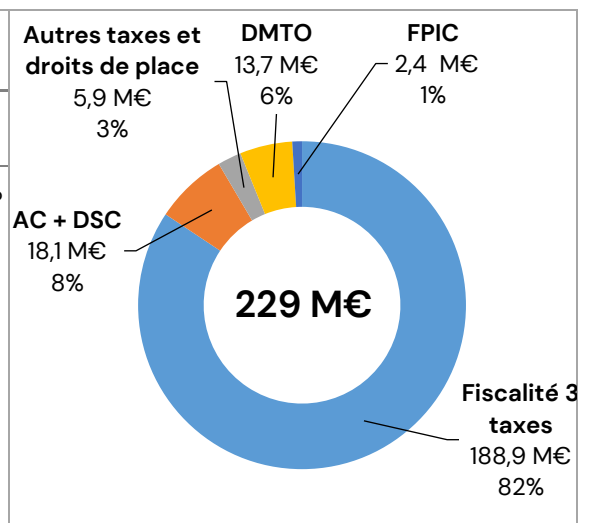


Les recettes de fonctionnement sont en évolution de 3,1% soit 11 M€ dont 7,5 M€ de reprise de l'excédent de clôture du budget annexe de ZAC Atalante Champeaux.

Après retraitement de cette recette exceptionnelle, l'évolution n'est que de 4 M€, soit à peine +1% du fait principalement de la faible dynamique de la fiscalité et des dotations qui représentent 86% des recettes de la Ville de Rennes. S'il se confirme, ce ralentissement de la dynamique des recettes, dans un contexte de forte pression sur les dépenses de personnel lié à la hausse des cotisations CNRACL, viendra accentuer l'effet de ciseau (charges progressant plus vite que les recettes) amorcé en 2023 avec la baisse significative des recettes liées aux Droits de Mutation à Titre Onéreux (DMTO).

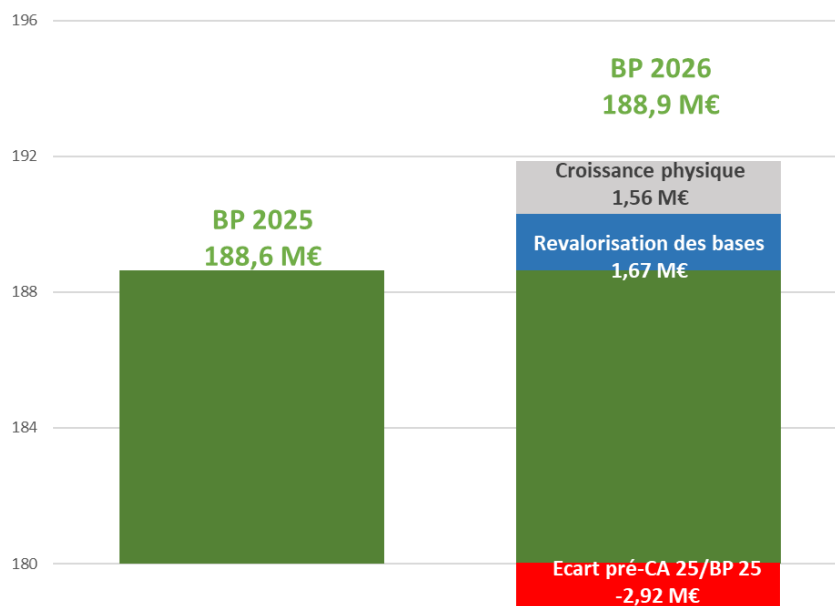
1. Fiscalité locale, impôts et taxes

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Fiscalité locale – impôts et taxes	227,1	229,0	1,9	0,8%
TH et taxes foncières*	188,6	188,9	0,3	0,2%
AC + DSC	18,0	18,1	0,1	0,3%
DMTO	12,0	13,7	1,7	14,1%
FPIC	2,8	2,4	-0,4	-12,7%
Autres taxes (dont TICFE)	5,7	5,9	0,2	3,4%
* hors rôles supplémentaires				



❖ Recettes de fiscalité directe

Le produit fiscal prévisionnel des trois taxes⁵ s'élève à 188,9 M€ au BP 2026 contre 188,6 M€ au BP 2025. Ce produit représente 83% des recettes fiscales totales prévues au BP 2026.



L'évolution du produit attendu, s'explique principalement par :

- La revalorisation forfaitaire des bases de valeurs locatives des locaux d'habitation et des locaux professionnels, pour un montant de +1,7 M€ ;
- Une hypothèse de croissance physique des bases d'imposition de +1% en 2026⁶, représentant une hausse totale de 1,6 M€ ;
- Un écart entre les prévisions faites au stade du BP 2025 et les bases définitives effectivement notifiés au titre de cette année. Celui-ci porte principalement sur le produit de taxe d'habitation sur les résidences secondaires qui a été inférieur de - 2,9 M€ par rapport aux anticipations. Cette baisse correspond à un nouvel ajustement des bases par l'État, suite aux nombreux dégrèvements accordés en 2024 du fait de la mise en œuvre de l'obligation de déclaration des locaux d'habitation qui s'était accompagnée de nombreuses erreurs. Elle est accentuée par le recentrage de la THRS sur les seuls locaux d'habitation⁷.

❖ Les autres recettes de fiscalité

⁵ Taxe d'habitation, taxe foncière sur les propriétés bâties et non bâties.

⁶ Taxe d'habitation et taxe sur le foncier bâti

⁷ Les résidences universitaires ou encore l'hébergement des personnes en difficulté sont désormais exclus des bases de THRS (cette mesure fait l'objet d'une compensation).

- **Taxe additionnelle sur les droits de mutation⁸ : 13,7 M€ inscrits au BP 2026 contre 12 M€ prévus au BP 2025 et 12,7 M€ effectivement réalisés.** La prévision du BP 2026 tient compte de la reprise du marché de l'immobilier observée en 2025.
- **Fonds national de péréquation des ressources intercommunales et communales : 2,4 M€.** Le BP retient l'hypothèse d'une perte d'éligibilité. Le dispositif de sortie progressive (sur 4 ans) prévoit un reversement de 90% du montant perçu en n-1 la première année.
- **Reversements de Rennes Métropole : +0,1 M€**
 - o L'attribution de compensation (AC) pour 2026 est en hausse (+0,7 M€) à 4,4 M€. Elle tient compte de l'évaluation définitive des transferts de l'Opéra et de la salle du MusikHALL à Rennes Métropole et de l'évaluation provisoire du transfert du réseau FOR et des infrastructures télécoms ;
 - o Le montant attribué au titre de la Dotation de solidarité communautaire (DSC) est quant à lui prévu en baisse à 13,68 M€ contre 14,34 M€ en 2025, principalement du fait de l'application du critère flux de l'enveloppe logements qui peut conduire à une variabilité de la répartition entre communes d'une année à l'autre en fonction du rythme de production des nouveaux logements.
- **Taxe intérieure sur la consommation finale d'électricité (TICFE) :** depuis 2023, la taxe communale sur la consommation finale d'électricité (TCCFE) est intégrée à la TICFE. La Ville de Rennes perçoit une fraction de cette dernière qui est assise sur la TCCFE perçue en 2022 et actualisée chaque année en fonction de l'évolution des prix à la consommation (IPCH) et de la part d'électricité fournie sur le territoire. Le produit prévisionnel 2026 est estimé à 3,64 M€.

2. Les dotations et les participations (ch.74)

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Dotations et Participations	85,0	85,7	0,7	1%
Dotations de l'État et compensations fiscales	64,2	66,1	1,9	3,0%
Enveloppe normée	62,8	65,1	2,3	3,7%
Dotation globale de fonctionnement	58,3	60,1	1,8	3,0%
<i>Dotation forfaitaire</i>	39,9	40,3	0,4	1,0%
<i>Dotation de solidarité urbaine (DSU)</i>	14,9	16,2	1,3	8,9%
<i>Dotation nationale de péréquation (DNP)</i>	3,5	3,5	0,0	0,9%
Compensation des exonérations taxes foncières	4,5	5,1	0,6	12,9%
Dotations hors enveloppe normée	1,4	1,0	-0,4	- 0,3
Participations	20,8	19,6	-1,2	-6%

⁸ La taxe additionnelle sur les DMTO porte sur les cessions à titre onéreux des locaux d'habitation et professionnels. Le produit dépend du nombre de mutations et des prix de vente.

❖ Dotations de l'État et compensations

La **dotation globale de fonctionnement (DGF)** comprend trois composantes :

- **La dotation forfaitaire : 40,3 M€ inscrits au BP 2026** contre 40,2 M€ effectivement perçus en 2025. Cette légère progression s'explique par l'augmentation estimée de la population ;
- **La dotation de solidarité urbaine (DSU) : 16,2 M€ inscrits au BP 2026** contre 15,3 M€ effectivement perçus en 2025. Cette hausse résulte de la réforme de la DSU introduite en loi de finances 2017 ;
- **La dotation nationale de péréquation (DNP) : 3,5 M€ inscrits au BP 2026**, soit un montant stable par rapport à 2025.

Les compensations fiscales concernent les exonérations de foncier bâti et non bâti, à hauteur de 3,3 M€, ainsi que les exonérations de taxe d'habitation sur les résidences secondaires et locaux vacants pour un montant de 1,8 M€. L'ensemble progresse de 0,6 M€ en 2026 du fait de deux nouvelles mesures aux effets opposés :

- La compensation du recentrage de la THRS sur les seuls locaux d'habitation qui augmente les recettes de 1,1 M€⁹ ;
- L'application à partir de 2026 d'une réfaction de 19,3% sur la compensation liée à la baisse de 50% de la valeur locative des locaux industriels, mesure inscrite dans la loi de finances 2026, pour un coût de 0,5 M€.

Les autres dotations diminuent quant à elles de 0,4 M€ du fait de la suppression des compensations de l'impôt sur les spectacles et des droits de mutation sur les cessions de fonds de commerce, elle aussi inscrite dans la loi de finances pour 2026.

❖ Les participations

Les recettes de participations s'élèvent à 19,6 M€ en 2026, en baisse de 1,2 M€ du fait de la poursuite du mouvement de désengagement de l'État (-0,58 M€) et d'une baisse des financements en provenance du Conseil départemental (-0,26 M€) lui aussi impacté par les mesures nationales et la baisse des recettes de DMTO depuis 2022. À cela s'ajoute un ajustement des aides de la CAF à l'accueil des enfants.

- **Enfance et petite enfance : 16,5 M€** dont 14,5 M€ au titre de la PSU¹⁰ et du bonus territoire versés la CAF pour l'accueil en crèche et sur le temps périscolaire, en baisse de 0,34 M€. L'État met par ailleurs fin au versement du fonds de soutien aux activités périscolaires mis en place lors de l'instauration du temps scolaire hebdomadaire à 4,5 jours (-0,72 M€) ;

⁹ Mise en place à compter de 2025, cette recette n'était pas prévue au précédent BP

¹⁰ PSU : Prestation de service unique versée par la CAF finançant le temps de garde des enfants à l'heure.

- **Solidarités et cohésion sociale : 1,6 M€** recouvrant principalement la participation de Rennes Métropole au programme « Hospitalité » dédié à l'hébergement des migrants (0,87 M€) et une contribution du Département pour le suivi médical en milieu scolaire (0,35 M€) ;
- **Culture : 0,67 M€** avec une baisse des participations au fonctionnement des équipements culturels en provenance de l'État (-0,07 M€) et du Département (-0,22 M€) qui impacte principalement le Conservatoire à rayonnement régional ;
- **Citoyenneté et vie en société : 0,53 M€** de financement de l'État dont 0,07 M€ au titre du projet « Limits » de prévention aux addictions auprès des jeunes et 0,45 M€ pour la gestion de la délivrance des titres sécurisés ;
- **Pilotage de l'action publique : 0,33 M€** recouvrant notamment la subvention annuelle FIPHFP¹¹, le co-financement de postes de chargé d'opération ANRU (0,19 M€) et de la politique de lutte contre la précarité alimentaire visant à permettre un accès à tous à une alimentation locale, saine et durable (0,11 M€).

3. Les produits des services (ch.70)

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Produits des services et du domaine (hors réseau FOR)	29,3	31,6	2,3	7,8%
Occupation du domaine public : stationnement sur voirie, marchés, fourrière...	9,5	10,6	1,1	11%
Périscolaire	7,6	8,6	1,0	13%
Accueil crèches	2,7	2,9	0,2	7%
Remboursements de frais CCAS, Rennes Métropole, autres organismes	3,2	3,3	0,2	5%
Équipements sportifs	2,5	2,6	0,1	4%
Équipements culturels	0,9	1,0	0,1	10%
Autres	2,9	2,5	-0,3	-11%
Réseau FOR	2,2			

Les produits des services s'élèvent à 31,6 M€. La hausse de 2,3 M€, soit +7,8 % par rapport au BP 2025, s'explique par des recettes perçues en 2025, plus élevées qu'anticipé au stade du BP 2025. Les prévisions de recettes pour 2026 sont alignées sur ce niveau de réalisation. Les produits des services regroupent principalement :

- Les recettes de stationnement sur voirie (horodateurs) pour 5,96 M€, en hausse de 0,76 M€, en cohérence avec l'extension du périmètre ;
- Les recettes d'occupation du domaine public et locations pour 3,8 M€ ;
- Les participations des familles à l'accueil des enfants pour 11,5 M€ dont :

¹¹ FIPHFP : Fonds pour l'insertion des personnes handicapées dans la Fonction publique.

- Crèches : 2,9 M€ soit +0,12 M€
- Accueil péri et extrascolaire : 8,6 M€ dont 6 M€ de recettes anticipées au titre de la pause méridienne (+0,47 M€). Les recettes correspondant à l'accueil périscolaire matin, soir et mercredi progressent de +0,23 M€, celles liées aux accueils pendant les vacances scolaires de +0,28 M€. Ces évolutions sont en cohérence avec le niveau de recette constaté en 2025, à savoir 8,5 M€.
- Les recettes liées aux équipements sportifs dont, à titre principal, les entrées dans les piscines prévues à hauteur de 2,7 M€ ;
- La participation au plan de lutte contre les déchets abandonnés prévue dans le cadre de la responsabilité élargie des producteurs de déchets pour 1,4 M€ ;
- Les remboursements de frais au CCAS (0,91 M€) et à Rennes métropole (1,99 M€) au titre notamment des prestations de gestion du forfait post stationnement pour 1,1 M€.

4. Les autres produits de gestion courante (ch.75)

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Autres produits de gestion courante	6,1	14,4	8,3	136,6%
Revenus des immeubles	5,4	5,6	0,2	3%
Redevances versées par les fermiers et concessionnaires	0,1	1,3	1,2	1574%
Excédents des budgets annexes à caractère administratifs		7,5	7,5	
Autres	0,6	0,1	-0,6	-90%

Les revenus des immeubles constituent la principale recette inscrite à ce chapitre budgétaire pour un montant de 5,6 M€, en hausse de 3%.

Une nouvelle concession de services a été conclue pour l'exploitation des planimètres présents sur l'espace public générant une redevance annuelle estimée à 1,2 M€ pour 2026 contre 0,6 M€ de produits en 2025.

Enfin, l'excédent constaté à la clôture de la ZAC Atalante Champeaux (7,5 M€) fait l'objet d'une reprise anticipée au budget principal.

5. Atténuations de charges – Produits financiers et spécifiques (ch.013,76,77)

Les atténuations de charges prévues à hauteur de 5,2 M€ en 2026 concernent les remboursements de charges de personnel (rémunération, charges sociales...) pour 2,2 M€ et la variation annuelle des stocks pour 3 M€.

D. LA CHAÎNE DE L'ÉPARGNE

En M€	CFU 2025	Estimation CFU 2026 (3)	Évolution
Dépenses de fonctionnement (1)	326,2	325,1	-0,4%
Recettes de fonctionnement (2)	366,7	366,0	-0,2%
Épargne de gestion	40,5	41,0	
Intérêts de la dette	5,5	5,7	5,2%
Épargne brute	35,0	35,2	
Amortissement de la dette (3)	24,9	36,3	
Épargne nette	10,2	-1,1	

(1) hors intérêts de la dette (2) Hors reports n-1 (3)

(3) hypothèse de taux de réalisation de 98% des dépenses et 100% des recettes

Au stade du budget primitif, l'épargne brute projetée en exécuté s'élève à 41 M€ en 2026 contre 40,5 M€ au CFU 2025¹². Cette stabilité s'explique par la maîtrise des dépenses de fonctionnement et la faible dynamique des recettes de fonctionnement. La charge de la dette est plus élevée en 2026 du fait du remboursement in fine de deux emprunts obligataires pour un montant de 20 M€.

¹² Montants arrêtés pour la reprise anticipée des résultats 2025

La Ville de Rennes récompensée pour sa politique d'accessibilité

La Ville de Rennes est fortement engagée en faveur de l'accessibilité afin de permettre à toutes et tous, quels que soient l'âge ou le handicap, d'accéder pleinement à l'espace, aux équipements et aux services publics. Cette démarche qui s'inscrit dans la volonté de construire une ville inclusive, facilitant la participation de chacun à la vie sociale, culturelle et citoyenne a été reconnue à l'échelle européenne, Rennes ayant obtenu la 3^e place des Access City Awards 2025, qui récompensent les villes engagées en faveur de l'accessibilité.

Cette politique se traduit par des investissements réguliers pour adapter les bâtiments municipaux et l'espace public. La Ville consacre ainsi environ 1 million d'euros par an à la mise en accessibilité des équipements recevant du public. Aujourd'hui, près de la moitié du patrimoine municipal est accessible et plus de 1561 places de stationnement sont réservées aux personnes à mobilité réduite. Des aménagements sont également réalisés dans l'espace public, en lien avec Rennes Métropole, pour faciliter les déplacements : cheminements adaptés, abaissement de trottoirs, signalétique accessible ou dispositifs favorisant la sécurité des traversées.

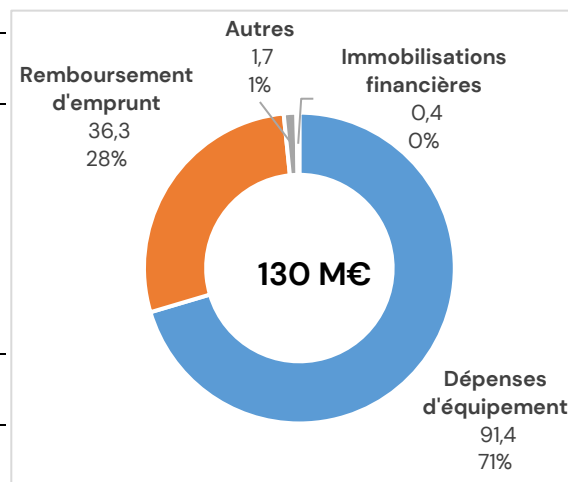
La Ville agit également pour rendre l'accès aux démarches et aux services municipaux plus accessibles, à travers notamment l'amélioration de l'accueil dans les équipements publics, l'adaptation des supports d'information et la formation des agents. Six conseillers numériques accompagnent en outre les habitants dans l'usage des outils numériques et l'accès aux services en ligne, contribuant à lutter contre les situations d'exclusion numérique. Cette politique est conduite en lien étroit avec les associations et les habitants, notamment au sein de la Commission communale pour l'accessibilité, qui permet de suivre les progrès réalisés et d'identifier les priorités d'action pour améliorer l'accessibilité dans tous les domaines de la vie quotidienne.

II. Section d'investissement

A. DEPENSES D'INVESTISSEMENT

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Dépense d'investissement	121,3	129,8	8,5	7,0%
Hors emprunt	96,3	93,5	2,8	-2,9%
Dépenses d'équipement *	95,2	91,4	-3,7	-3,9%
Immobilisations financières	0,4	0,4	0,0	0,1%
Autres*	0,8	1,7	0,9	114,9%
Remboursement d'emprunt *	25,0	36,3	11,3	45,2%

* hors réintégration d'avance en 2026 (7 M€), hors lignes de trésorerie en 2025 et hors report des Restes-à-réaliser



Les dépenses d'investissement inscrites au BP 2026 s'élèvent à 129,8 M€, en progression de 8,5 M€ (+7 %) par rapport à 2025. Les dépenses d'investissement recouvrent :

- **Les dépenses d'équipement (91,4 M€)**, en baisse de -3,9 %, l'évolution des crédits étant fortement corrélée au rythme de lancement des chantiers ;
- **Les immobilisations financières (0,4 M€)**, stables par rapport à 2025. Ces dépenses concernent les dépôts et cautionnements ;
- **Les autres dépenses d'investissement (1,7 M€)** qui recouvrent les travaux réalisés pour le compte de la Métropole et qui ont vocation à être intégralement remboursés ainsi que des régularisations comptables sur exercices antérieurs ;
- **L'amortissement de la dette en capital : 36,3 M€** sont inscrits au BP contre 25 M€ l'année dernière. Cette hausse ponctuelle résulte de l'arrivée à échéance de deux emprunts obligataires à remboursement in fine, pour un montant total de 20 M€.

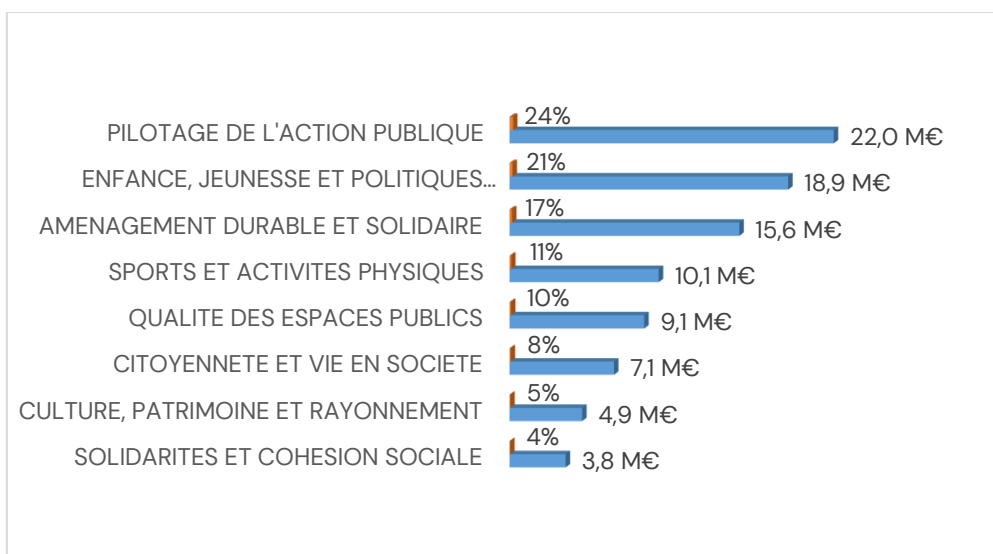
B. Les dépenses d'équipements

Les dépenses d'équipements sont gérées en autorisations de programme et crédits de paiement. Le détail présenté ci-après concernent les crédits de paiements annuels des investissements. Les ouvertures et actualisations des autorisations de programmes sont détaillées dans les annexes de la délibération proposée avant le vote du budget.

Répartition des dépenses d'équipement 2026 (en M€)

En M€	BP 2025	BP 2026
PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE	18,85	21,97
Communication	0,22	0,08
Gestion-développement du système de données territoriales	0,28	0,18
Gestion-développement du système d'information	4,77	5,62
Logistique	4,47	5,51
Prospective, évaluation et politiques temporelles	0,00	0,01
Ressources humaines	0,47	0,48
Stratégie et gestion immobilière	8,64	10,08
ENFANCE, JEUNESSE ET POLITIQUES EDUCATIVES	19,32	18,88
Accueil de la petite enfance	5,32	4,89
Temps extrascolaire	0,47	0,74
Temps périscolaire	0,97	2,15
Temps scolaire	12,56	11,09
AMENAGEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE	15,41	15,57
Aménagement urbain	14,55	15,57
Développement des réseaux Fibre Optique	0,86	-
SPORTS ET ACTIVITES PHYSIQUES	16,33	10,11
Animation sportive et soutien aux clubs	0,12	0,12
Équipements sportifs	16,22	9,99
QUALITE DES ESPACES PUBLICS	9,78	9,13
Gestion du domaine public et des espaces de circulation	1,67	3,43
Jardins et biodiversité	6,81	4,56
Propreté publique	1,31	1,14
CITOYENNETE ET VIE EN SOCIETE	6,74	7,08
Commerce de proximité et action commerciale	0,12	0,11
Démocratie locale et vie des quartiers	4,49	4,45
Prestations citoyenneté	0,01	0,01
Tranquillité publique et prévention des risques	1,40	1,31
Vie associative de proximité	0,73	1,21
CULTURE, PATRIMOINE ET RAYONNEMENT	5,46	4,92
Équipements culturels	0,51	1,32
Patrimoine	4,51	3,08
Soutien à la vie culturelle et artistique	0,43	0,52
SOLIDARITES ET COHESION SOCIALE	3,26	3,80
Action sociale et accompagnement des publics	1,54	1,61
Handicap et accessibilité	0,39	1,04
Politique de la ville, lutte contre les discriminations, égalité femmes-hommes et laïcité	0,77	0,53

Prévention et promotion de la santé	0,57	0,62
Total dépenses équipement gérées en APCP	95,16	91,45



Pilotage de l'action publique : 21,97 M€

- **Stratégie et gestion immobilière : 10,1 M€** dont 3,3 M€ pour les travaux de rénovation du bâti municipal et 2,2 M€ pour les travaux de rénovation énergétique des bâtiments communaux. Parmi les opérations majeures figurent le démarrage des projets de nouvelle cuisine centrale (2,18 M€) et de restructuration du Palais St Georges (0,65M€).
- **Gestion et développement des systèmes d'information et de gestion des données territoriales : 5,8 M€** qui se répartissent entre :
 - o La dotation en matériels informatiques (28%) ;
 - o Les projets de développement logiciels et applications (40%) ;
 - o Les infrastructures réseaux (27%) ;
 - o Les actions en faveur d'un numérique responsable dans le cadre du projet « ITI FEDER » financé par des fonds européens, et le développement du système d'information géographique.
- **Logistique : 5,5 M€** sont prévus incluant l'acquisition de matériel et de mobilier (1,1 M€) ainsi que pour le renouvellement du parc de véhicules et d'engins (4.4 M€), avec une priorité donnée aux véhicules à motorisation électrique lorsque c'est possible.

Enfance, jeunesse et politiques éducatives : 18,88 M€

- **Temps scolaire : 11,1 M€** sont consacrés aux infrastructures scolaires, avec notamment la restructuration des groupes scolaires Albert De Mun (3,2 M€) et Guyenne (2,8 M€) et des études pré-opérationnelles pour les groupes scolaires Trégain, Colombier et Chateaugiron. Par ailleurs, 1,3 M€ sont alloués aux travaux de maintenance du patrimoine scolaire. Enfin, 0,5 M€ sont dédiés, comme en 2025, à

la transformation des cours d'école pour les adapter aux enjeux du changement climatique et aux nouveaux usages.

- **Temps extrascolaire et périscolaire : 2,9 M€** dont 1,47 M€ pour la restructuration et l'extension du restaurant du groupe scolaire Clemenceau. Les acquisitions de matériel et de mobilier pour les cantines représentent 0,5 M€ (+341 K€ par rapport à 2025 pour l'achat de 4 stations de plonge) tandis que 0,1 M€ sont dédiés à l'étude en cours sur l'adaptation des restaurants scolaires à l'objectif zéro plastique.
- **Petite enfance : 4,8 M€** pour la construction de la crèche de la ZAC de Bois Perrin (3 M€) et les travaux de la crèche Henri Wallon (1,27 M€).

Sports et activités physiques : 10,1 M€

- **Piscines : 4,8 M€** dont 3,2 M€ pour la fin du chantier de la nouvelle piscine de Villejean et 1,5 M€ pour les études pré-opérationnelles relatives à la rénovation de la piscine de Bréquigny et de la piscine St Georges.
- **Rénovation du gymnase Volclair (1,27M€)** et du **Dojo de Bréquigny (0,45M€)** et études pré-opérationnelles pour le gymnase Albert De Mun et pour l'extension des locaux sportifs du stade Robert Launay.
- **Travaux de rénovation de différents équipements sportifs : 2,1 M€.**

Aménagement durable et solidaire : 15,57 M€

- **Aménagement urbain : 15,6 M€** dont 2,9 M€ pour la constitution de réserves foncières, 2 M€ pour une participation d'équilibre versée au budget annexe de la ZAC Blosne-Est, 0,8 M€ pour des études sur de nouveaux secteurs à aménager et 9,8 M€ de participations aux concessionnaires de zones d'aménagement réparties entre les opérations suivantes :
 - o Maurepas Gros-Chêne : 6 M€ ;
 - o Centre ancien : 2,03 M€ ;
 - o Portes de Saint-Malo : 0,83 M€ ;
 - o Dalle Kennedy-Villejean : 0,11 M€.

Qualité des espaces publics : 9,1 M€

- **Jardins et biodiversité : 4,56 M€** recouvrant principalement l'aménagement (1,9 M€) et la maintenance (1,5 M€) des espaces verts. Cela inclut notamment la poursuite des travaux des prairies de Rennes (0,75 M€), la plantation d'arbres (0,24 M€) et l'aménagement de liaisons pour les modes actifs de déplacement (0,24 M€).
- **Gestion du domaine public et des espaces de circulation : 3,4 M€** qui incluent comme l'an dernier l'achèvement des travaux d'aménagement de voirie secondaire de la ZAC Blosne Est (1,2 M€) et l'acquisition d'horodateurs pour 0,5 M€ ainsi que les aménagements paysagers liés aux opérations de voirie pour 1,6 M€ ;
- **Propreté publique : 1,1 M€** dédiés à l'entretien et au développement des sanitaires publics (0,94 M€) et à l'acquisition de mobilier urbain dans la cadre du plan de lutte contre les déchets abandonnés (0,2 M€).

Citoyenneté et vie en société : 7,1 M€

- **Démocratie locale et vie des quartiers : 4,5 M€** incluant une enveloppe de 2,8 M€ dédiée aux projets lauréats des budgets participatifs ainsi que 1,3 M€ pour le développement des équipements de quartier.
- **Tranquillité publique et prévention des risques : 1,3 M€** dont 1 M€ pour l'extension des installations de vidéoprotection et 0,3 M€ pour l'équipement des agents de la police municipale.
- **Développement de la vie associative de proximité : 1,2 M€** dont 0,5 M€ pour l'entretien des bâtiments et 0,5 M€ de subventions destinées aux équipements de quartier et aux fédérations.
- **Commerce de proximité et action commerciale : 0,1 M€** pour la rénovation-maintenance des halles et marchés.

Culture, patrimoine et rayonnement : 4,9 M€

- **Aménagement des jardins des portes Mordelaises : 1 M€.**
- **Modernisation des équipements culturels : 1,2 M€.**
- **Conservation et développement des collections du Musée des Beaux-arts : 0,8 M€** dont 0,5 M€ pour le chantier des réserves muséales.
- **Patrimoine : 0,5 M€** pour les travaux de relevage des orgues de l'église Saint-Germain et les études pour les orgues des églises Saint-Sauveur et Saint-Melaine.
- **Rénovation de l'église Saint-Melaine : 0,2 M€.**
- **Bibliothèques : 0,2 M€** dont 0,16M€ pour le Tiers-lieu de Maurepas et 30K€ pour l'achat de boîtes retour entre les champs libres et les bibliothèques de quartier.

Solidarités et cohésion sociale : 3,8 M€

- **Soutien aux actions partenariales : 1,1M€.**
 - o Maurepas : aide à l'aménagement des locaux associatifs situés en bas de la tour Sud Banane (0,57 M€) dont 0,1 M€ pour Carrefour 18 et 0,16 M€ pour la ludothèque ; cofinancement de l'ESC Maurepas (0,4 M€) ;
 - o Aide à la relocalisation au sein du « village alimentaire » de l'association Cœurs résistants (0,01 M€) et aide à la Croix rouge pour l'aménagement de leurs nouveaux locaux (0,035 M€) ;
 - o Transformation de la halte-garderie Ty Blosne en espace multi-accueil 0,08 M€.
- **Mise en accessibilité des établissements recevant du public : 1 M€.**
- **Accompagnement de l'aménagement de centres de santé : 0,6 M€.**

La transformation du centre commercial du Gros-Chêne

La Ville de Rennes a entamé en 2025 une transformation progressive du centre commercial du Gros-Chêne, au cœur du quartier de Maurepas. Cette opération s'inscrit dans le cadre du projet de renouvellement urbain du secteur pour lequel 76 M€ sont mobilisés, et vise à faire du centre un lieu de vie ouvert, attractif et convivial pour les habitants.

Elle prévoit la démolition d'une partie des bâtiments et de la dalle-parking actuelle pour créer une allée piétonne traversante, relier plus efficacement la place à l'avenue Patton et à la station de métro, et repenser l'articulation avec l'espace public. L'ambition est de remplacer les surfaces grises et fermées par un espace plus vert et ouvert, intégrant mobilier, plantations et nouveaux usages.

À terme, la place sera bordée d'environ quinze commerces et services de proximité (pharmacie, boucherie, restauration) et enrichie d'équipements publics : un tiers-lieu culturel et associatif, une ludothèque, une garderie et des locaux pour les associations du quartier. Ce renouveau du centre commercial s'inscrit en effet dans une vision plus large de requalification urbaine et sociale du quartier de Maurepas, en renforçant l'accessibilité, la vitalité commerciale et la qualité des espaces publics pour les habitants.

Les travaux seront réalisés par phases successives jusqu'à fin 2027 – début 2028, afin de maintenir l'activité commerciale et locale tout au long du chantier.

C. RECETTES D'INVESTISSEMENT

En M€	BP 2025	BP 2026	Évolution	
Total recettes d'investissement	96,9	85,9	-11	-11,3%
Recettes d'investissement hors emprunt*	19,4	20,7	1,3	6,7%
FCTVA	7,5	7,0	-0,5	
Immobilisations financières	0,5	5,9	5,4	
Subventions d'investissement	8,7	4,9	-3,8	
Produits des cessions d'immobilisations	2,0	1,8	-0,2	
Autres	0,7	1,2	0,5	
Emprunts *	77,5	65,2	-12,3	

* hors 2,2 M€ en 2025 afférents à des crédits de tirage de lignes de trésorerie infra-annuelles, hors réintégration d'avance en 2026 et hors report des restes-à-réaliser

Les recettes d'investissements hors emprunt s'élèvent à 20,7 M€ en 2026 et recouvrent :

- **Les subventions d'investissement (4,9M€)** dont la plus grosse partie en provenance de l'**État et de la CAF** :
 - o 2,5 M€ de soutien aux rénovations thermiques ou construction de bâti ;
 - o 0,62 M€ au titre du plan de relance fonds vert Maires bâtisseurs ;
 - o 0,54 M€ au titre des opérations ANRU ;
 - o 0,63 M€ de la CAF pour les équipements enfance et petite enfance.
- **Le FCTVA** qui est prévu à hauteur de 7 M€. Son montant a été estimé au regard des dépenses d'investissement 2026.
- **Les immobilisations financières** qui incluent le remboursement d'avances de trésorerie versées à des aménageurs dans le cadre de ZAC concédées à hauteur de 5,5 M€.

Compte tenu des prévisions de dépenses et de recettes d'investissement pour 2026, le recours à **l'emprunt est calibré à 65,2 M€ (hors lignes de trésorerie) au stade du budget primitif**. Comme chaque année, le montant effectivement souscrit sera ajusté en fonction de l'avancement réel des projets au cours de l'exercice et est estimé à 43 M€ dans les orientations budgétaires.

III. Reprise anticipée des résultats 2025

Le budget 2026 étant voté tardivement suite au renouvellement du conseil municipal¹³, les résultats de l'année budgétaire 2025 ont pu être fiabilisés en lien avec le comptable public. Leur reprise anticipée au BP 2026 est donc proposée dans l'attente de l'examen des comptes financiers uniques programmés en juin prochain.

Les résultats sont les suivants :

	RESULTAT DE L'EXERCICE			
	Mandats émis	Titres émis	Reprise résultats exercice antérieur	Résultat ou solde (A)
Investissement	114 476 399,42	118 723 355,95	-24 411 058,52	-20 164 101,99
Fonctionnement	349 113 058,81	367 277 812,45	11 961 530,92	30 126 284,56

	RESTES A REALISER		
	Dépenses	Recettes	Solde (B)
Investissement	551 794,35	2 564 780,19	2 012 985,84

	RESULTAT CUMULE =(A)+(B)
TOTAL	11 975 168,41
Investissement	-18 151 116,15
Fonctionnement	30 126 284,56

¹³ Article L1612-2 CGCT

Le besoin de financement d'investissement avec restes-à-réaliser est de 18,15 M€. Il est totalement couvert par l'autofinancement dégagée par l'excédent des recettes de fonctionnement sur les dépenses de fonctionnement de 30,13 M€.

Après couverture du besoin de financement d'investissement (autofinancement), le solde de l'excédent de fonctionnement de 11,975 M€ est reporté en recettes de fonctionnement en 2026.

La reprise des résultats au budget primitif 2026 est en conséquence la suivante :

- Fonctionnement/ Recettes : report de l'excédent de 11,975 M€ au chapitre 002 ;
- Investissement :
 - Dépenses : report du déficit de 20,16 M€ au chapitre 001 ;
 - Recettes : mise en réserve de l'autofinancement de 18,15 M€ (compte 1068) ;
 - Report des crédits des restes-à-réaliser :
 - 0,551 M€ en dépenses ;
 - 2,564 M€ en recettes.

Budgets annexes de ZAC gérées en régie

En 2026, les 8 Zones d'Aménagement Concertées (ZAC) gérées en régie sont regroupées au sein d'un budget annexe. L'année 2026 va acter la clôture de la ZAC Atalante Champeaux.

A l'instar du budget principal, une reprise des résultats 2025 est réalisé au budget primitif 2026.

En K€	Résultats anticipés 2025	Dépenses	Recettes*	Besoin de financement	Suréquilibre
BA ZAC Opérations d'aménagement					
ZAC Armorique	-559	460	3 928		2 909
ZAC Atalante Champeaux	7 566	7 566	0		
ZAC Blosne Est	-9 298	1 930	4 332	6 896	
ZAC Bois Perrin	-10 988	1 271	4 356	7 903	
ZAC Brasserie Saint-Hélier	-695	114	0	809	
ZAC Haut Sancé	-388	388	3 039		2 482
ZAC Ilot de l'Octroi	-1 525	93	0	1 618	
ZAC Plaisance	-3 181	203	0	3 385	
Total	-19 068	11 807	15 655	20 611	5 391

**hors recettes d'emprunts pour équilibre budgétaire*

Hors reprise anticipée des résultats 2025, le budget annexe consolidé présente des recettes plus importantes que les dépenses, portées par la poursuite de la commercialisation des ZAC Armorique, Blosne Est, Bois Perrin et Haut-Sancé.

❖ Dépenses

Le volume de dépenses s'élève à 11,8 M€ dont 7,5 M€ de reversement au budget principal de l'excédent de clôture de la ZAC Atalante Champeaux et 3,2 M€ sur deux opérations (Blosne Est et Bois Perrin), et se ventile comme suit :

- **Les travaux (3,4M€)** essentiellement de voirie, de viabilisation et de réseaux divers portés par les ZAC Armorique, Blosne Est, Bois Perrin ;
- **Les études (0,421 M€)** concernent principalement la ZAC Blosne Est ;
- **Les frais accessoires (0,267 M€)** intègrent des frais de concertation, de surveillance et de petits entretiens portés pour 86% par les ZAC Armorique, Blosne Est, Bois Perrin et Ilot de l'Octroi ;

- **Les acquisitions foncières**, poste en diminution par rapport à 2025, le foncier étant en très grande partie acquis. Seules demeurent les acquisitions foncières (parkings) prévues sur le secteur Blosne Est (0,08 M€).

❖ Recettes

Les prévisions de recettes sont évaluées à 15,6 M€ dont 11,7 M€ de cessions de charges foncières :

- **Les produits des cessions de charges foncières**, estimés en fonction des calendriers prévisionnels de commercialisation des programmes immobiliers, représentent les 3/4 des recettes. Des ventes sont prévues pour les opérations d'aménagement Armorique, Blosne Est, Bois Perrin et Haut Sancé ;
- **Des subventions ou participations (3,9 M€)** sont attendues essentiellement pour les ZAC Armorique et Haut-Sancé au titre des participations des promoteurs aux équipements publics (1,243 M€), ainsi que pour Blosne Est (subvention de l'ANRU à hauteur de 0,732 M€). À ceci s'ajoutent 2 M€ de participation par le budget principal à la couverture du déficit prévisionnel de la ZAC Blosne-Est.

Budget annexe Production d'énergie photovoltaïque

En €	BP 2025	BP 2026	Évolution
Exploitation			
Dépenses	10 000	12 400	2 400
Recettes	34 000	34 000	0
Investissement			
Dépenses	24 000	120 932	-18 000
Recettes	0	0	0

Le budget annexe suit uniquement les installations dont la production est revendue en totalité. En 2026, aucune nouvelle installation n'est prévue sous ce type de contrat. Les dépenses d'exploitation concernent la maintenance et le nettoyage des panneaux et l'investissement avec notamment le changement d'onduleurs. Les recettes de revente d'électricité sont stables, le prix contractuel étant fixe.

La reprise anticipée des excédents de fonctionnement (41 095 €) et d'investissement (58 238 €) conduit à prévoir pour l'équilibre budgétaire des crédits supplémentaires en investissement pour 99 322 €.

Les orientations en faveur du développement des énergies renouvelables sont actées par plusieurs textes réglementaires qui font notamment évoluer la gestion publique de ces installations. L'obligation de suivi de l'ensemble de la production d'énergie renouvelable, qualifiée de service public industriel et commercial (SPIC) en cas de revente de tout ou partie de la production, dans un budget annexe est levée. Une réflexion est menée pour clore ce budget en 2026 et réaliser un suivi de l'activité de production d'énergie photovoltaïque à compter de 2027 au sein du budget principal pour l'ensemble des installations qu'elles soient en autoconsommation totale, partielle ou en revente totale.

GLOSSAIRE

AC	Attribution de compensation
AP	Autorisation de programme
BP	Budget primitif
CA	Compte administratif
CCAS	Centre communal d'action sociale
CP	Crédit de paiement
DCRTP	Dotation de compensation de la réforme de la taxe professionnelle
DGD	Dotation générale de décentralisation
DGF	Dotation globale de fonctionnement
DM	Décision modificative
DMTO	Droits de mutation à titre onéreux
DOB	Débat d'orientation budgétaire
DRFiP	Direction régionale des finances publiques
DSC	Dotation de solidarité communautaire
DSP	Délégation de service public
DSU	Dotation de solidarité urbaine
FCTVA	Fonds de compensation de la Taxe sur la valeur ajoutée
FNGIR	Fonds national de garantie individuelle de ressources
FPIC	Fonds de péréquation des ressources communales et intercommunales
ROB	Rapport d'orientations budgétaires
SPIC	Service public industriel et commercial
SPL	Société publique locale
TA	Taxe d'aménagement
TFNB	Taxe foncière sur les propriétés non bâties
TFB	Taxe foncière sur les propriétés bâties
TH	Taxe d'habitation

Envoyé en préfecture le 06/05/2026

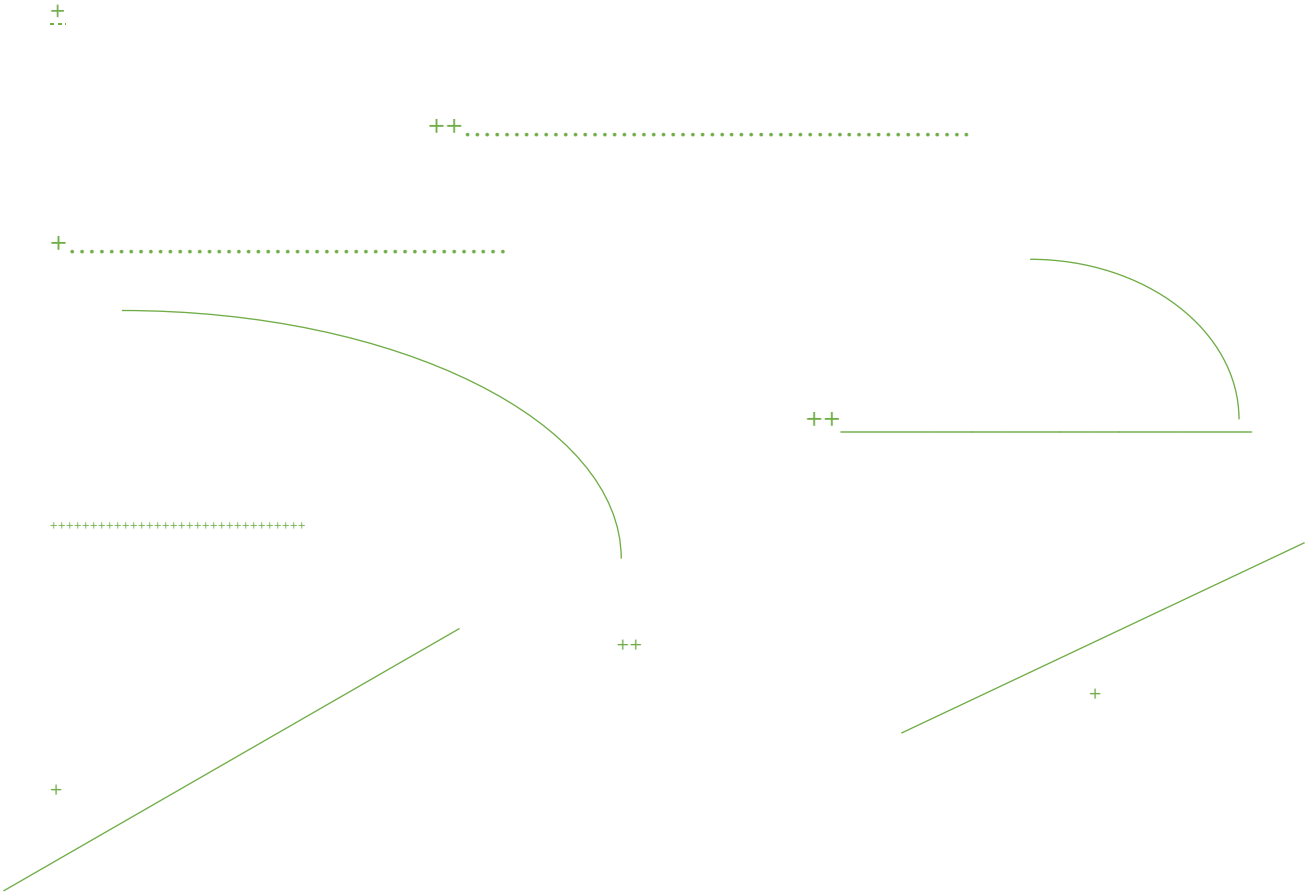
Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 035-213502388-20260427-DCM_2026_110-DE

PRESENTATION DES ACTIONS 2026

PAR POLITIQUES PUBLIQUES
ET SECTEURS



LES POLITIQUES ET LES SECTEURS

CULTURE, PATRIMOINE ET RAYONNEMENT.....

SOLIDARITES ET COHESION SOCIALE.....

ENFANCE, JEUNESSE ET POLITIQUES EDUCATIVES.....

SPORTS ET ACTIVITES PHYSIQUES.....

CITOYENNETE ET VIE EN SOCIETE

QUALITE DES ESPACES PUBLICS.....

AMENAGEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE.....

PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE.....

CULTURE, PATRIMOINE ET RAYONNEMENT

- Équipements culturels
- Soutien à la vie culturelle et artistique
- Patrimoine
- Relations internationales, coopération et développement

+

++.....

+.....

++.....

++.....

+++

Chiffres Clés 2025

Bibliothèques municipales

67 636 inscrits dans les
12 Bibliothèques de Rennes
750 774 prêts dans les 11
bibliothèques de quartier

Musée des beaux-arts

207 933 visiteurs en 2025 dont
36 084 élèves scolaires (année
scolaire 2024-2025)

La Criée 2025

41 197 visiteurs dans les murs et
hors-les- murs dont 2 031
scolaires
6 expositions dont 3 hors les
murs

6 résidences d'artistes

Conservatoire (année scolaire
2025-2026)

1 900 élèves inscrits
3 000 enfants bénéficiant des
interventions en milieu scolaire

Les Archives

3 086 visiteurs dont 1424
scolaires
5 695 documents communiqués
336 ml et 163 Go collectés
525 documents restaurés

Les enjeux

- **Bibliothèques** : développer une offre de lecture publique
- **Conservatoire** : développer des actions d'éducation artistique et de médiation culturelle, proposer un enseignement spécialisé en musique/danse/théâtre, organiser une saison culturelle
- **La Criée** : soutenir et valoriser la création en art contemporain
- **Musée des beaux-arts** : conserver, développer et diffuser les collections
- **Archives** : collecter, conserver, mettre en valeur et diffuser les archives

Les actions 2026

- **Conservatoire à Rayonnement Régional** : développement de la mission d'action culturelle, réflexion sur la mise en place des Cycles Pluridisciplinaires d'Études Supérieures Musique, développement des actions à destination des publics empêchés, refonte de la signalétique du bâtiment Hoche
- **Musée des beaux-arts** :
 - Exposition sur l'artiste Roger Edgar Gillet été 2026 sur les deux sites du musée ; exposition sur l'artiste Simon Vouet à l'hiver 2026 quai Zola ; exposition sur l'Antiquité égyptienne hiver 2026 à Maurepas
 - Installation de nouveaux cartels et textes de salle dans la section Beaux-Arts
- **La Criée** :
 - 4 expositions : 1 de l'artiste canadien Marcel Dzama, 1 collective anniversaire 40 ans du centre d'art, 1 itinérante régionale, 1 itinérante en Europe ; 1 programmation événementielle spécial anniversaire
 - 5 résidences d'artistes : 1 à l'école J. Prévert, 3 en Bretagne et 1 à Jersey
- **Archives de Rennes** : étude de l'ouverture du système d'archivage électronique aux communes et satellites de Rennes Métropole, diagnostic accessibilité du site Internet et refonte de l'identité visuelle, action culturelle avec la Turbine (projet Arca)
- **Bibliothèques** : démarche collaborative d'écriture du projet culturel 2027-2032 ; programmation dans les bibliothèques et écoles du festival *les P'tits bouquineurs*

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

19.53 M€	20.25 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

1.90 M€	1.70 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.51 M€	1.32 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.04 M€	0.02 M€
---------	---------

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

À l'échelle de l'ensemble des équipements Ville de Rennes et Rennes métropole, conduite d'un travail sur la décarbonation de nos mobilités (publics, œuvres, agents...) en 2023 et réalisation d'un document de présentation de la démarche en transition environnementale qui sera actualisé tous les ans

+ **Archives** : refonte de l'identité visuelle des Archives pour une charte graphique plus sobre, accompagnement des services dans la résorption des fichiers électroniques sur les serveurs, incitation aux mobilités douces sur les supports de communication

+ **Bibliothèques** : programmation culturelle et mise à disposition de collections sur la transition écologique ; réalisation d'ateliers sur le numérique responsable avec les habitants ; étude de développement de la navette documentaire et des véhicules utilisés pour celle-ci ; étude pour adaptation d'horaires pendant les fortes chaleurs.

+ **Conservatoire à Rayonnement Régional** : attention renouvelée aux filières locales (conventionnement associations locales aux pratiques raisonnées), au réemploi (acquisition d'instruments de seconde main, matériaux de récupération privilégié au rachat systématique, bourses aux vêtements de danse, recyclage de mobiliers, dons d'instruments...), et à une politique incitative concernant la mobilité décarbonée (communication de messages de sensibilisation et d'incitation autour des mobilités douces sur les supports de communication)

+ **La Criée** : mise en œuvre dans le cadre de la CPO 2025 – 2028 d'un premier plan d'action, qui s'inscrit dans le CACTé du Ministère de la culture (label CACIN). Ce plan d'action se développe autour des 4 enjeux prioritaires suivants : mobilité durable des publics et des usagers, écoconception des projets artistiques, communication responsable et programmation adaptée et engagée

+ **Musée des beaux-arts** : réutilisation des éléments scénographiques d'une exposition à l'autre, limitation des demandes de prêt pour réduire les transports (pas de prêts à l'étranger), réserves au climat non contrôlé

Egalité femmes-hommes

+ **Archives** : propositions relatives à l'histoire des femmes dans la programmation culturelle, création par le service éducatif d'un deckscape sur l'égalité femmes-hommes, cafés égalité

+ **Bibliothèques** : programmation culturelle régulière sur l'égalité femme-homme et organisation d'un temps fort en mars ; mise à disposition de collections thématiques

+ **Conservatoire**: concert Femmes du Jazz le 05/03/2026 en lien avec la Journée internationale des droits des femmes, poursuite du dispositif « Capsules sonores » visant la mise en lumière des artistes femmes, refonte de la signalétique à Hoche avec prise en compte de l'enjeu d'égalité F-H dans la dénomination des salles, attention portée à la parité dans les jurys d'examen, choix de privilégier les compositrices dans l'acquisition des partitions ...

+ **La Criée** En 2024, La Criée a soutenu 67 artistes et auteur.ices, dont 44 femmes (66%) et 23 hommes (34%). 5 femmes et 4 hommes ont bénéficié d'expositions dans ou hors-les-murs ; 5 femmes et 2 hommes ont bénéficié de résidences. En 2026, La Criée s'attache à la parité pour l'ensemble de ses projets artistiques et invite une cinquantaine d'artistes-auteur.ices pour cette année anniversaire

+ **Musée des beaux-arts** : matrimoine comme axe prioritaire des acquisitions, expositions consacrées à des artistes valorisant au moins autant les femmes que les hommes artistes, valorisation des femmes artistes oubliées dans les expositions d'art ancien

Chiffres Clés 2025

283 projets culturels soutenus financièrement

146 évènementiels culturels accompagnés

45 accueils de tournages

55 conventions d'objectifs et de partenariat

67 projets soutenus au titre de la participation des personnes

100 locaux mis à disposition d'acteurs culturels associatifs

41 ateliers d'artistes attribués

10 acteurs partenaires de l'évènement Exporama

20 bourses d'aides à création

22 projets soutenus dans le cadre du dispositif d'aide à la résidence

61 évènements accueillis salle de la Cité et théâtre du Vieux Saint-Etienne

46 expositions à l'orangerie du Thabor

8 000 visiteurs (visites libres et guidées) à la prison Jacques-Cartier pour les Journées du patrimoine et du patrimoine

Les enjeux

- Mettre à disposition les salles et ressources culturelles
- Soutenir les lieux de diffusion et acteurs labellisés dans le contexte de crise
- Soutenir les manifestation et événements
- Aide à la création et aux résidences artistiques
- Aide aux projets des acteurs et à leur développement
- Favoriser la participation du plus grand nombre à la vie culturelle
- Accompagner les acteurs sur les enjeux contemporains de leur filière et de la société (transition écologiques, égalité femme homme)

Les actions 2026

- Poursuite de l'accompagnement des acteurs dans le contexte de crise (précarisation et fragilité de nombreux financements)
- Favoriser la mise en dialogue sur les sujets de transition et de filière entre la collectivité et les acteurs par le biais de rencontres : assemblées des acteurs, formations, groupes de travail
- Développer la mise en œuvre des enjeux d'éco-responsabilité et d'égalité femme/homme notamment par le déploiement du questionnaire Responsabilité Sociale et Environnementale des Associations et la mise en place d'indicateurs sur l'égalité Femmes/Hommes partagés entre partenaires publics en prévision de l'éga-conditionnalité des aides publiques
- Être garant des enjeux d'accessibilité universelle et d'hospitalité au sein de l'offre culturelle
- Préfigurer une politique d'accueil des tournages et de privatisation des espaces dans les régies culturelles

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

14.84 M€	14.96 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.43 M€	0.52 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

La direction de la culture s'est engagée dans une démarche de transition environnementale ambitieuse, dont l'un des axes est la sensibilisation des acteurs du secteur

Elle a contribué au déploiement de la démarche RSEA pour l'ensemble des acteurs associatifs. Elle a réceptionné 210 questionnaires sur 218 acteurs culturels ayant déposé une demande de subvention sur l'un des dispositifs de la direction de la culture. Les acteurs culturels souhaitent approfondir les sujets de participation des publics et le bénévolat sur le volet égalité et du numérique, des achats et de la mutualisation sur le volet de l'écologie

La démarche en faveur des mobilités décarbonées s'est poursuivie en 2025, avec trois axes de mise en œuvre : S'organiser, Réduire les distances parcourues et Encourager au report modal. Les enquêtes sur la mobilité des publics des équipements en 2024 ont poursuivi leur déploiement. En 2025, ont été concernés la salle de la Cité et le théâtre du Vieux Saint-Etienne

Dans ce cadre, le Café Hulotte annuel a eu pour thématique de la mutualisation et du réemploi et a réuni une trentaine de participants

La direction a engagé fin 2025 un travail collectif sur la biodiversité

Egalité femmes-hommes

Depuis 2022, l'ensemble des attributions de la politique culturelle (aides aux structures et aides à projet) a fait l'objet d'une répartition sensible au genre. Les données pour l'année 2025 sont :

➤ Aide au fonctionnement des structures conventionnées

32 % du montant est fléché vers des structures dirigées par des femmes ; 62 % du montant vers des structures dirigées par des hommes et 6 % vers des structures dirigées par des collectifs mixtes

Les directions des associations conventionnées se répartissent ainsi : 22 % de femmes, 67 % d'hommes et 11 % des collectifs mixtes

En 2025, expérimentation d'une grille d'indicateurs d'égalité des genres auprès des structures conventionnées. Ces premières données permettent d'avoir une vision plus fine des ressources qu'elles accordent aux artistes (autour de la production notamment) et des équilibres dans la programmation. Une deuxième phase d'expérimentation se déroulera courant 2026

➤ Aides directes aux artistes et aux projets

Sur l'ensemble des dispositifs d'aides aux artistes et aux projets (Exporama, développement des publics, bourses d'aides à la création...), la répartition financière et par genre est proportionnelle : 45 % des projets pour 42 % des montants pour des projets menés par des femmes, 27 % des projets pour 26 % des montants pour des projets menés par des hommes et 26 % de projets pour 30 % des montants pour des projets mixtes

Chiffres Clés 2025

2 chantiers de restauration d'objets mobiliers à l'Église Notre-Dame-en-Saint Melaine : vitrail de la porte sud-ouest et chemin de croix (novembre 2025)

1 table ronde sur les métiers du Patrimoine pour les Journées Européennes du Matrimoine et du Patrimoine

48 œuvres d'art dans l'espace public

8 Plans de Sauvegarde des Biens Culturels pour les objets des églises de la Ville

1 exposition réalisée avec des habitants dans le cadre du dispositif Les Nouveaux Commissaires dans le quartier du Blosne

19 panneaux de signalétique patrimoniale posés

2 visites d'actualité patrimoniale à destination des guides-conférenciers de Destination Rennes et des médiateurs et médiatrices des équipements patrimoniaux en régie

Les enjeux

- Collecte, conservation et restauration du patrimoine de la Ville de Rennes
- Maintenance des œuvres d'art public
- Valorisation, diffusion et médiation du patrimoine dans un respect des droits culturels, dont une attention particulière :
 - À l'Éducation Artistique et Culturelle patrimoniale
 - Au Matrimoine
 - Au Patrimoine du XX^e siècle
 - Aux Cultures et langues de Bretagne
 - Au Patrimoine Culturel Immatériel

Les actions 2026

- Poursuite du déploiement de la nouvelle signalétique patrimoniale de la Ville de Rennes, selon la charte "Métropole d'Art et d'Histoire" : pose des 20 panneaux de la deuxième tranche et écriture des 21 panneaux de la troisième et dernière tranche
- Élaboration de supports de médiation sur la ville de Rennes (charte "Métropole d'Art et d'Histoire") : Parcours Dreyfus (en lien avec l'exposition du Musée de Bretagne), Urbanisme de la 2nde moitié du 20^{ème} siècle
- Visite d'actualité patrimoniale à l'Hôtel-Dieu
- Inventaire des objets mobiliers de l'église Saint-Laurent
- Étude de restauration du vitrail du cœur de l'église Saint-Germain
- Marché d'étude pour la maintenance et la restauration des œuvres d'art dans l'espace public
- Restauration du groupe sculpté "Le repos de Diane" au parc du Thabor

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.61 M€	0.65 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

4.67 M€	3.13 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.56 M€	0.40 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

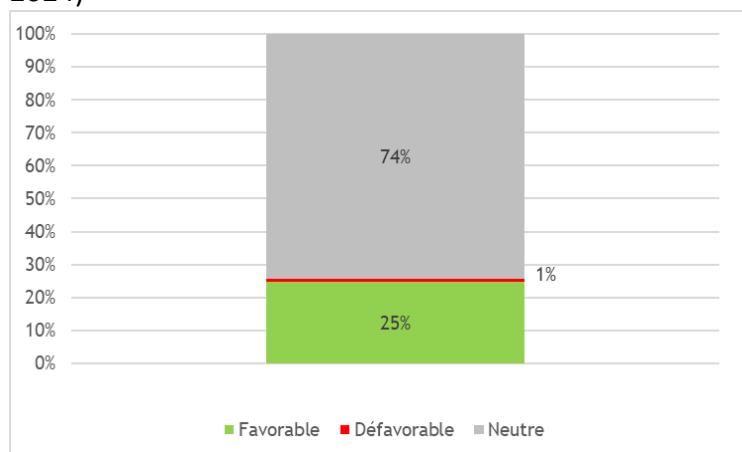
Les services de la Ville de Rennes poursuivent des démarches favorisant la résilience climatique. Le patrimoine suit une feuille de route, à savoir le Schéma Directeur de l'énergie du patrimoine bâti pour diminuer les consommations d'énergies et baisser de 40% les émissions de Gaz à Effet de Serre entre 2010 et 2030

Au regard de la loi Liberté de la Création, à l'Architecture et au Patrimoine (2016), est menée une réflexion sur une programmation pluri-annuelle de maintenance du patrimoine, mobilier et bâti, en avec les enjeux de transition écologique, et lancement d'une réflexion sur la pérennité des œuvres dans l'espace public dans le cadre des acquisitions

En parallèle, des actions sont conduites dans le cadre de la transition écologique :

- Logique de conservation-maintenance plutôt que dégradation puis destruction,
- Élaboration des plans d'urgence dans toutes les églises et équipements patrimoniaux

L'impact des investissements de la Ville de Rennes sur l'atténuation au changement climatique (830k cotés en 2024)



Favorable :

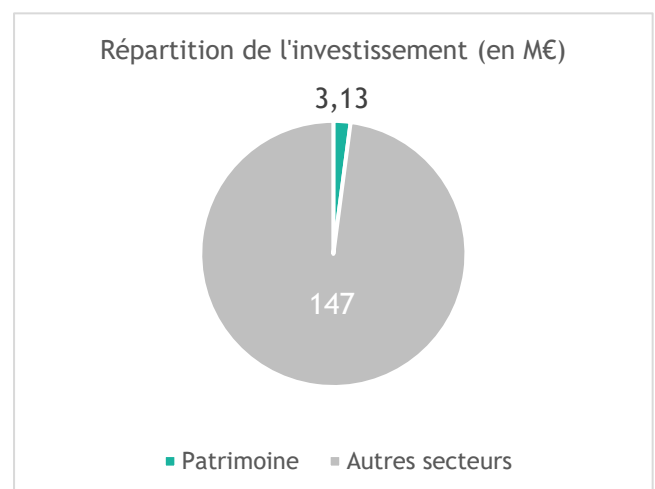
- Rénovation énergétique de bâtiments (Triangle) et travaux sur espaces verts (Jardins des Portes Mordelaises)

Défavorable :

- Création d'équipements avec artificialisation (fin d'opération CRR Blosne)

Neutre :

- Maintenance et rénovation des équipements sans gain énergétique



Egalité femmes-hommes

Poursuite de la mise en œuvre de la feuille de route matrimoniale.

Chiffres Clés 2025

21 événements organisés dans le cadre de "Rennes fête l'Europe" en mai

- Maison de l'Europe : conférences réunissant plus de **1 000** participants

- **2** villes partenaires (Brno et Erlangen) du projet européen Erasmus+ « Plus de nature dans les crèches »

- **9** conventionnements associatifs : MIR, IFA, CEFA, CRIDEV, SOS Méditerranée, Maison de l'Europe, Mouvement de la Paix, Europe Rennes 35, Jeunes à Travers le Monde

- Célébration des **40** ans de la Maison Internationale de Rennes

- Soutien à **24** projets hors solidarité

- **29** projets de mobilité et d'échanges scolaires soutenus pour **1 071** bénéficiaires

- **12** projets de solidarité internationale soutenus dans **11** pays

- **2** aides d'urgence à destination des populations civiles de Gaza et du Vietnam.

- **3** déplacements vers les villes partenaires de Rennes : Poznan (Pologne), Erlangen (Allemagne), Brno (République Tchèque) - valorisation des exemplarités du territoire

- **21** accueils de délégations étrangères

Les enjeux

- Promouvoir une citoyenneté européenne et internationale et une ouverture au monde
- Promouvoir la paix, la solidarité et l'inclusion
- Renforcer l'internationalisation des politiques publiques de la Ville - Recherche de financements - Parangonnage

Les actions 2026

- Citoyenneté et ouverture au monde : développement de l'Éducation à la Citoyenneté et à la Solidarité internationale (ECSI) en lien avec la Direction Éducation Enfance, « opéra sur écrans » avec les villes jumelles de Rennes, projet de renouvellement urbain « ma rue comme là-bas » dans le quartier de Maurepas, coordination de Rennes fête l'Europe au mois de mai, suivi des conventionnements associatifs
- Solidarités et inclusion : Fonds d'Aide au Développement, aide à la structuration et à la consolidation des associations de solidarité internationale en lien avec la MIR et le CRIDEV, soutien à la Palestine, premiers projets du partenariat avec Diyarbakir, aides d'urgence
- Renforcer l'internationalisation des politiques publiques de la Ville – Recherche de financements – Parangonnage : finalisation de la démarche de redirection écologique du service, candidatures à des programmes européens pour financer des mobilités, coopérations et échanges de bonnes pratiques sur des thématiques : égalité, solidarité, santé, aménagement urbain, changement climatique, développement de la mobilité internationale des agents en lien avec la Direction Ressources Humaines.

Budget 2025

Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.95 M€

0.97 M€

Recettes de fonctionnement

0.01 M€

0.01 M€

Dépenses d'investissement

0.00 M€

0.00 M€

Recettes d'investissement

0.00 M€

0.00 M€

Climat et transition écologique

- Ajout d'un critère favorisant les mobilités douces dans l'appel à projets Fonds d'Échanges Internationaux.
- Échanges de bonnes pratiques avec nos villes partenaires (Jinan, Sendai) sur des thématiques en lien avec le climat et la transition écologique.
- Appel à projets Fonds d'Aide au Développement : 21 % des projets soutenus en 2025 ont comme objectif principal un objectif de développement durable lié à la transition écologique (ODD 11 et 12).

Egalité femmes-hommes

- Appel à projets Fonds d'Aide au Développement :
 - Dans les 12 projets soutenus en 2025, la proportion de femmes concernées est légèrement supérieure (47% d'hommes - 53% de femmes)
 - 14 % des projets soutenus ciblent spécifiquement l'égalité entre les sexes (Objectif de Développement Durable n° 5)
 - 43% des projets soutenus ciblent l'objectif d'assurer l'accès de tous à une éducation équitable, inclusive et de qualité (ODD n° 4)

SOLIDARITES ET COHESION SOCIALE

- Action sociale et accompagnement des publics
- Politique de la Ville, Lutte contre les discriminations, Egalité Femmes-Hommes, Laïcité
- Personnes en situation de handicap et déploiement de l'accessibilité
- Accès au logement pour tous
- Prévention et promotion de la santé dans la ville

+

++.....

+.....

++.....

++.....

+++

Chiffres Clés 2025

9 147 bénéficiaires du Revenu de Solidarité Active (RSA) accompagnés dont **5 301** par le CCAS (58%)

42 835 cartes "Sortir !" instruites + **8 469** Sortir ! étudiants également dans la fiche égalité

71 449 Instructions Tarification Réduite des Transports (TRT)

1 236 Elections de Domicile (EDD) concernant les gens du voyage (hors chiffres Croix Rouge et SEA)

6 EHPAD (**457** places dont **7** temporaires) et **1** résidence autonomie (**64** places)

167 places de soins infirmiers à domicile

900 bénéficiaires accompagnés par mois par le service autonomie à domicile « aide et soins »

Plus de **2 000** participants aux actions de la Maison des Aînés et des Aidants

1 400 personnes exilées hébergées chaque nuit par le programme Hospitalité Rennes Métropole et ville (mise à l'abri et associations), dont 55% d'enfants mineurs et 35% de femmes seules avec enfants

150 biens mis à disposition du programme Hospitalité dans **27 communes métropolitaines**

2 500 étrangers primo-arrivants et 475 professionnels bénéficiaires d'une action du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI)

1 réseau des acteurs et actrices de l'accès aux droits des étrangers mis en place en octobre 2024 (copilotage RM/VDR)

Les enjeux

- Approche globale, observations et partenariats
- Soutien de l'action du CCAS en faveur des personnes âgées, de l'insertion et de la mise à l'abri des plus fragiles
- Accueil de proximité des rennais dans les espaces sociaux communs
- Soutien aux associations de solidarité et d'insertion
- Renfort de la politique d'accès aux droits : lutter contre le non recours et accompagner les démarches dématérialisées d'accès aux droits
- Augmentation de la précarité en particulier alimentaire
- Hébergement des familles sans droit à ressources avec enfants mineurs, en subsidiarité de l'État

Les actions 2026

- Poursuite du fonctionnement du centre d'hébergement d'urgence municipal (co-financement Rennes Métropole) et forte implication dans le plan hospitalité (mise à l'abri familles sans droit à ressources avec enfants mineurs)
- Mise en œuvre du Contrat Territorial d'Accueil et d'Intégration (CTAI) 2026-2028
- Suivi des associations conventionnées (Association rennaise des Centres sociaux – ARCS, Restaurants du Cœur 35, Unité locale de la Croix-Rouge française, Secours Catholique –délégation 35, Secours Populaire français 35, ATD Quart-Monde, Banque alimentaire de Rennes, Cœurs Résistants) et des autres associations subventionnées
- Suivi de la convention tripartite établie entre l'Association rennaise des Centres sociaux – ARCS, la CAF35 et la Ville
- Relocalisation de l'activité de distribution alimentaire ("Village alimentaire") de Cœurs Résistants et de l'élection de domicile pour l'UL-Croix-Rouge française
- Approfondissement de la démarche SolidaRen, à travers le réseau associatif et la Fondation
- Audit du plan d'action Ville amie des aînés
- Mise en place d'une stratégie municipale coconstruite avec les acteurs institutionnels et associatifs de la de lutte contre l'isolement
- Numérique pour tous : poursuite du dispositif d'inclusion numérique dans les Espaces Sociaux Communs (ESC), coordonné avec la stratégie métropolitaine de l'inclusion numérique
- Poursuite de la mise en œuvre du Pacte Rennais d'Insertion (2023-2028) en lien avec le renouvellement de la délégation du RSA à Rennes (2026-2029) et la mise en œuvre de la Loi pour le plein emploi
- Poursuite des expérimentations « Territoire Zéro Chômeur de Longue Durée » sur le quartier du Blosne et « Territoire zéro non recours » (2024-2026) sur le quartier de Maurepas Bellangerais
- Fonctionnement du restaurant social Leperdit, en prenant en compte l'augmentation de la fréquentation

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

22.36 M€ **22.83 M€**

Recettes de fonctionnement

1.18 M€ **1.03 M€**

Dépenses d'investissement

1.54 M€ **1.61 M€**

Recettes d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Politique

SOLIDARITÉS ET COHÉSION SOCIALE

Secteur

Action sociale et accompagnement des publics

Impacts territoriaux de la politique publique :

2 376 748 € ont été accordés en 2025 contre 2 164 236 € en 2024, soit 10 % d'augmentation. Les plus fortes augmentations concernent les aides aux dépenses quotidiennes versées aux personnes sans droit à ressource (+16 %) et aux personnes en demande d'asile et en attente du versement de l'ADA (Allocation pour Demandeur d'Asile, +28 %)

Climat et transition écologique :

Le restaurant social Leperdit introduit progressivement des produits bio (pain, fruits notamment) dans les repas proposés (la part de bio représente environ 15%) . Cela engendre un coût financier d'autant plus important que le nombre de repas servis est en hausse (+8% en 2025)

Egalité femmes hommes

En 2025, 54 % des bénéficiaires du RSA en droits et devoirs étaient des femmes
Concernant l'expérimentation Territoire zéro chômeur de longue durée (TZCLD), sur les 166 volontaires à fin décembre 2025 suivis depuis l'habilitation, 127 sont des femmes soit 76%. Sur les 37 nouveaux volontaires entrés en 2025, 34 sont des femmes soit 91%. Sur les 23 volontaires sorties de la privation d'emploi (CDD de + de 6 mois, CDI hors ou en EBE, création d'activité), 19 sont des femmes soit 82%

Secteur

Politique de la Ville, Lutte contre les hommes, Laïcité, Odonymie

Chiffres Clés 2025

Carte Sortir ! **36 460** rennaises et rennais inscrit-es (sur un total de 50 000) en 2025

Un nouveau contrat de ville signé pour la période 2024/2030 pour **33 000** habitant-es des **5** QPV

159 projets associatifs soutenus dans le cadre de la programmation contrat de ville 2025

2 comités consultatifs : Rennes au Pluriel, Égalité femmes hommes

1 conseil citoyen renouvelé en 2025

4 temps forts annuels : 8 mars (droits des femmes), Rennes au pluriel (égalité et diversité culturelle), 25 novembre (violences faites aux femmes – en présentiel), 9 décembre (Journées Rennaises de la Laïcité)

1 plan d'action égalité femmes hommes 2024/2028

1 nouveau plan de lutte contre les discriminations adopté en septembre 2025

77,4 % de dénominations féminines sur le mandat

Les enjeux

- Animer la mise en œuvre du Contrat de Ville et soutenir des actions associatives à destination des habitants des quartiers prioritaires
- Concrétiser l'égalité entre les femmes et les hommes et les droits des femmes
- Animer le Plan de lutte contre les discriminations
- Garantir la mise en œuvre du dispositif Sortir !
- Promouvoir les enjeux de la diversité culturelle, d'histoire et de mémoire des immigrations, de lutte contre le racisme, du patrimoine vivant
- Promouvoir l'accès aux droits des étrangers
- Animer le Comité consultatif laïcité et assurer une fonction ressource interne sur la laïcité
- Dénommer des espaces publics ou des équipements municipaux en visant la parité et la diversité, avec l'appui d'une concertation ou d'une participation citoyenne
- Accompagner les partenaires et les associations dans l'organisation de temps forts mémoriels (expositions, commémorations, rencontres...)

Les actions 2026

- Concernant le **Contrat de Ville** : Suivi du renouvellement des conventions et des cofinancements des postes adultes-relais avec l'État dans les quartiers prioritaires ; groupe de travail suivi et évaluation ; suivi des travaux du nouveau conseil citoyen ; la valorisation des groupes de travail partenariaux dans les quartiers
- Concernant l'**Égalité**, suivi des plans et mise en œuvre de leurs objectifs (plan égalité femmes hommes, plan de lutte contre les discriminations, plan politiques linguistiques, plan hospitalité) ; organisation des temps forts ; fonction ressource à poursuivre ; suivi associatif ; participation citoyenne ; travail en réseau
- Concernant la **laïcité et les relations avec les cultes** : organisation des Journées rennaises de la laïcité, de formations internes, animation du comité consultatif
- Concernant l'**odonymie**, poursuivre la priorité aux dénominations féminines, renforcer la diversité et l'inclusion, développer la participation citoyenne et intensifier les actions pédagogiques et de médiation culturelle

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

1.74 M€	1.78 M€
----------------	----------------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Dépenses d'investissement

0.77 M€	0.53 M€
----------------	----------------

Recettes d'investissement

0.08 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Politique

SOLIDARITÉS ET COHÉSION SOCIALE

Secteur

Politique de la Ville, Lutte contre les Discriminations, Égalité femmes-hommes, Laïcité, Odonymie

Egalité femmes-hommes

Égalité :

- Manifestation du 8 mars 2025, journée internationale de lutte pour les droits des femmes : 78 évènements, organisés par 38 partenaires et un bilan estimatif de 2850 personnes touchées
- Un bilan a été fait des sensibilisations pilotées par la mission Égalité en 2025 : un total de 18 formations touchant 917 personnes ; uniquement sur les questions d'égalité femmes hommes, ce sont 344 personnes qui ont été formées (agent-es, élu-es, ou de façon minoritaire entreprises de l'ESS)

Contrat de Ville : En 2023, 39% des bilans rendus par les associations financées dans le cadre du contrat de ville indiquent la proportion femmes / hommes (contre 51% en 2022 et 21% en 2020). Globalement, les données disponibles montraient une évolution favorable à la lutte contre les stéréotypes entre 2020 et 2022 mais cette tendance n'est pas confirmée en 2023. Ainsi en 2022, 66% de femmes sont touchées par les actions parentalité contre 98% en 2020 et 100% en 2021 ; elles représentent 87% en 2023 ; sur la thématique emploi, elles représentaient 55% des bénéficiaires en 2021 contre 34% en 2020 puis 71% des bénéficiaires en 2022 et 45% en 2023

Odonymie : 122 dénominations sur le mandat 2020-2026, dont 77,4 % féminines, marquant une progression significative des dénominations féminines passant de 12,8 % en 2020 à 18,6 % en 2026 sur l'espace public

Chiffres Clés 2025

11 projets associatifs soutenus financièrement

4 associations soutenues par convention

10 associations du secteur bénéficiant d'une mise à disposition de locaux associatifs

294 Établissements Recevant du Public (ERP) accessibles au 31/12/2024 **(68 %)**

Poursuite du **2ème** Agenda d'Accessibilité Programmé des bâtiments municipaux pour la période 2019/2028 **(200 ERP)**

Mise en œuvre de la **4ème édition de la Semaine Locale du handicap** portant sur l'inclusion et le handicap invisible, du 27/09 au 4/10/2025 (47 événements de proposés, 54 partenaires)

Obtention du **3ème prix européen** de la Ville la plus accessible aux Access City Awards 2026

Les enjeux

- Porter et soutenir des projets en faveur de l'accessibilité et de l'inclusion
- Animer localement le réseau d'acteurs de l'accessibilité et de l'inclusion
- Poursuivre la mise en accessibilité des ERP municipaux prévue dans l'agenda d'accessibilité programmée (AD'AP)

Les actions 2026

- Poursuivre la mise en accessibilité des ERP municipaux, via le programme AD'AP n°2 (2019-2028) des ERP municipaux, notamment pour faciliter l'obtention du label "Tourisme et Handicap" par l'équipement du Triangle
- Animer les relations entre la Ville et les acteurs du secteur, et garantir la participation des personnes en situation de handicap, notamment à travers l'organisation de la 1^{ère} Commission Communale d'Accessibilité (CCA) du mandat
- Donner de la visibilité aux questions de handicap et sensibiliser à l'inclusion, via différentes actions (initiatives "Vis ma vie", journée pas comme les autres, semaine locale du handicap...)
- Renforcer le partenariat institutionnel (MDPH, Département, ARS, CAF) sur les questions de handicap
- Mettre en œuvre le plan de mandat handicap 2026-2032

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.19 M€ **0.19 M€**

Recettes de fonctionnement

0.00 M€ **0.08 M€**

Dépenses d'investissement

0.39 M€ **1.04 M€**

Recettes d'investissement

0.09 M€ **0.00 M€**

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- + 12 associations du secteur du handicap engagées en 2024 dans la démarche de responsabilité sociétale et environnementale des associations (RSEA) portée par la collectivité

Egalité femmes hommes

- + Engagements associatifs dans le cadre de la démarche de responsabilité sociétale et environnementale des associations (RSEA) portée par la collectivité
 - o Le Collectif Handicaps 35 s'est engagé à mettre en œuvre des "rencontres croisées" entre associations adhérentes, autour de témoignages vécus ciblant la discrimination, le sexisme, le racisme...
 - o La charte du bénévolat du Collectif Handicaps 35 intègre la prévention des attitudes discriminatoires, notamment liées au genre et à l'orientation sexuelle
 - o L'Anvol s'est engagé à favoriser l'égalité hommes-femmes dans les activités proposées au public
- + Constat : les acteurs du champ du handicap œuvrent beaucoup en matière d'égalité, principalement par le prisme de l'inclusion des personnes en situation de handicap et la déstigmatisation du handicap, mais intègrent moins dans leur réflexion les enjeux d'égalité femmes-hommes

Chiffres Clés 2025

18 690 demandeurs de logement social sur Rennes au 31/12/2025

966 demandeurs logés au 31/12/2024 par la filière communale

20 logements du parc municipal mis à disposition de l'Agence Immobilière à Vocation Sociale (AIVS) au 31/12/2024

Les enjeux

- Garantir l'accès au droit au logement et un accueil de qualité des demandeurs
- Veiller à l'équité du traitement de la demande de logement social et des attributions
- Veiller aux bonnes relations entre les locataires HLM et les bailleurs
- Animer et coordonner le partenariat avec les acteurs logements (bailleurs, structures, associations...), soutenir le tissu associatif
- Faciliter l'hébergement de personnes en grande difficulté
- Impulser des projets favorisant l'accès au logement et répondant à des nouveaux besoins des habitants (habitat innovant, participatif, intergénérationnel...)

Les actions 2026

- Contribution à la mise en œuvre du Plan Partenarial de Gestion de la Demande et d'Information des Demandeurs (PPGDID) : expérimentation de la nouvelle cotation et du dispositif de location "choisie"/"active"
- Contribution à la révision de la Convention Intercommunale d'Attribution (CIA) et notamment veiller à l'articulation entre les différents dispositifs d'accès au logement social (droit commun, dispositifs solidarités logement, DALO, réforme du SIAO) et à l'équilibre des attributions
- Réflexion sur la mise en œuvre du permis de louer

Budget 2025	Budget 2026
-------------	-------------

Dépenses de fonctionnement

1.27 M€	1.27 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Egalité femmes-hommes

- + Poursuite de la sensibilisation des bailleurs et acteurs logement à la lutte contre les violences faites aux femmes avec le SPDM et la mission égalité :
 - 2 réunions du groupe de travail Violences faites aux femmes et logement
 - 1 réunion avec les pôles sociaux des bailleurs
 - Visite de la Maison des Femmes Gisèle Halimi avec les bailleurs sociaux et acteurs logements (AIVS, ALFADI)
 - Diffusion des documents d'information au public
- + Visite de la Maison des Femmes Gisèle Halima avec les agentes et agents de la Direction Habitat Social, poursuite de la participation à la formation Agir contre les violences faites aux femmes (plan de formation DSS) : une agente formée en 2025, participation à la journée interprofessionnelle de lutte contre les violences faites aux femmes (1 agente) et au colloque du Ministère de la Justice "Mais pourquoi ne partent-elles pas" (1 agente)

Chiffres Clés 2025

Plus de **2 100** enfants scolarisés en maternelle vus par les professionnels de santé de la Ville

13 actions du CLS mises en œuvre sur 27 dont les formations Premiers Secours en Santé Mentale - Module jeune dans les QPV

1 200 paniers bio distribués aux femmes enceintes de Villejean et Maurepas (environ 120 bénéficiaires au total).

280 femmes ont pu bénéficier d'un dépistage des maladies cardio-vasculaires et gynécologiques lors de la venue du Bus du cœur des femmes

10^{ème} saison du projet **Ambassad'air**, pour la captation citoyenne de la qualité de l'air

Plus de **1 000 interventions** en régie sur la **santé environnementale**, suite à signalement

10 acteurs soutenus financièrement par convention en ligne directe, **20** locaux municipaux mis à disposition d'associations du secteur santé

22 projets associatifs soutenus financièrement (provisions santé et animaux en ville)

Partenariat : **2** nouvelles conventions de partenariat et **3** renouvellements

25 manifestations santé à destination du public dont **3** événements en régie (Semaines de la santé mentale, Bus du cœur des femmes et Gestes de Premiers Secours/Journée de la Résilience)

Les enjeux

Développer une démarche globale de santé publique dans la Ville et ses quartiers

- Déployer les équipements sécurité santé
- Agir de façon globale pour la prévention et la promotion de la santé sur le territoire
- Agir en faveur de la santé des enfants
- Promouvoir un environnement urbain favorable à la santé
- Promouvoir la condition animale et la régulation des espèces liminaires

Les actions 2026

- Poursuivre la mise en œuvre les actions prévues par le Contrat Local de Santé adopté en 2025 (pass 1ers secours pour les jeunes, organisation de journées santé, formations PSSM, actions de sensibilisation sur la compréhension du système de soins, mise en place d'espaces favorables à la santé...)
- Poursuivre la mise en œuvre des actions prévues par la charte "les animaux et nous", en lien avec les acteurs réunis au sein du Comité Consultatif sur les Animaux en Ville
- Soutenir la création de pôles de santé pluridisciplinaires de 1^{er} recours dans les quartiers rennais, dans le cadre d'une stratégie affirmée sur l'offre et l'accès aux soins (projets de pôles de santé sur Villejean, Beauregard et Maurepas)
- Poursuivre les actions de lutte contre l'habitat indigne, notamment dans le Centre Ancien
- Déployer un nouveau plan sur la qualité de l'air intérieur des ERP municipaux
- Agir en matière de prévention des conduites à risques et de réduction des risques (Nozambule, Limit's, TAPAJ, Un chez soi d'abord...)
- Développer l'aller vers et les actions de prévention/promotion santé au plus près de la population (Cités Éducatives...)
- Poursuite du dispositif paniers bio distribués aux femmes enceintes
- Installation d'un pigeonnier contraceptif à Villejean

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

3.70 M€	3.41 M€
----------------	----------------

Recettes de fonctionnement

0.48 M€	0.47 M€
----------------	----------------

Dépenses d'investissement

0.57 M€	0.62 M€
----------------	----------------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- + Associations conventionnées du secteur de la santé engagées depuis 2024 dans la démarche de responsabilité sociétale et environnementale des associations (RSEA) portée par la collectivité

Egalité femmes-hommes

- + 280 femmes ont bénéficié en juin 2025 d'un dépistage de maladies cardio-vasculaires à l'occasion de l'étape rennaise du Bus du Cœur des femmes
- + Au 31 janvier 2026, plus de 120 femmes enceintes ont déjà bénéficié du projet "paniers bio" depuis le début de sa mise en œuvre fin 2024.

ENFANCE, JEUNESSE ET POLITIQUES EDUCATIVES

- Accueil de la petite enfance et premiers apprentissages
- Temps scolaire
- Offre périscolaire
- Accueils et structures de loisirs
- Actions en faveur de la jeunesse et de la vie étudiante
- Politique éducative enfance parentalité

+

++.....

+.....

++.....

++.....

+++

Chiffres Clés 2025**19** crèches municipales**6** crèches parentales**14** crèches associatives**11** crèches d'entreprises**1** crèche collective de personnel**32** micro-crèches privéesUn total de **2 313** places en accueil régulier dans les établissements**52%** des enfants de moins de 3 ans qui sont accueillis de façon régulière en établissements d'accueil du jeune enfant**21%** des enfants de moins de 3 ans sont accueillis par les 540 assistantes maternelles indépendantes agréées en activité.**6 625** enfants de moins de 3 ans sont répertoriés sur la Ville de RennesUne capacité théorique de **74** places pour **100** enfants de moins de 3 ans**Les enjeux**

- Informer les usagers et développer une offre diversifiée d'accueil
- Garantir l'accueil des enfants au sein d'espaces adaptés et équipés
- Accompagner les enfants dans leurs premiers apprentissages

Les actions 2026

- Déploiement du Service Public Petite Enfance et notamment des nouvelles missions d'Autorité Organisatrice dans la validation des ouvertures préalables et d'animation du réseau des acteurs petite enfance
- Déploiement du référentiel national de la qualité d'accueil du jeune Enfant dans les équipements municipaux et associatifs
- Évaluation et renouvellement pour les années 2027-2031 de la Convention Territoriale Globale, ainsi que du projet de fonctionnement du Relais Petite Enfance
- Animation de la démarche de diagnostic « Qui sont les parents d'aujourd'hui et quel impact sur les pratiques professionnelles ? »
- Renforcement des partenariats dans le cadre du Projet Éducatif Local avec la Direction Éducation Enfance et le Service Santé Enfance au bénéfice des temps de transition de l'enfant
- Développement des places d'insertion professionnelle au sein des crèches afin de faciliter le parcours des parents en recherche active d'emploi, en particulier les familles monoparentales et dans les quartiers prioritaires
- Travail sur le renforcement de l'offre en crèches familiales municipales et sur le recrutement des assistantes maternelles en prévision des départs en retraite prochains
- Création de nouvelles places d'accueil : crèche associative ARCS (transformation-relocalisation de la halte-garderie du Gros Chêne en crèche), pose de la 1^{ère} pierre du projet de crèche semi-plein air municipale Bois Perrin et restructuration dans le cadre du SDEP de la crèche municipale Marie Curie en 2028

Budget 2025 Budget 2026**Dépenses de fonctionnement****29.18 M€ 29.21 M€****Recettes de fonctionnement****16.27 M€ 16.24 M€****Dépenses d'investissement****5.32 M€ 4.89 M€****Recettes d'investissement****0.34 M€ 0.60 M€**

Climat et transition écologique

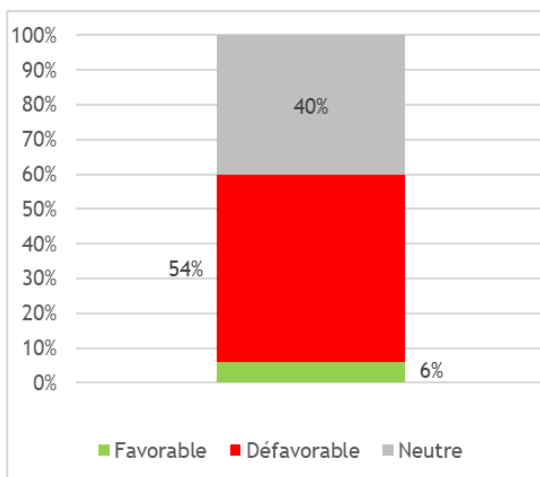
En 2024, 64,6% de produits durables et/ou bio dont 58,6% de produits biologiques dans l'alimentation en crèches. Dans le cadre du projet Erasmus + : voyage d'étude professionnel autour des pratiques de la pédagogie plein air en partenariat avec Brnö (République Tchèque) et Erlangen (Allemagne) en 2024-2025, dépôt d'un nouveau dossier pour un échange autour du jeu et du langage à travers un autre projet Erasmus +

Intégration de la démarche de redirection écologique au sein de la collectivité

Définition d'un plan d'actions Transition écologique pour la DPE en cohérence avec les plans locaux PCAET

Enveloppe dédiée pour l'achat de jeux et livres en réemploi, upcycling de vêtements de travail en pantalons et salopettes d'extérieur pour les enfants, réflexion sur une expérimentation de couches compostables

L'impact des investissements de la Ville de Rennes sur l'atténuation au changement climatique (420k cotés en 2024)



Favorable :

- Part des performances énergétiques du bâti neuf (Crèche Bois Perrin, crèche de plein air)

Défavorable :

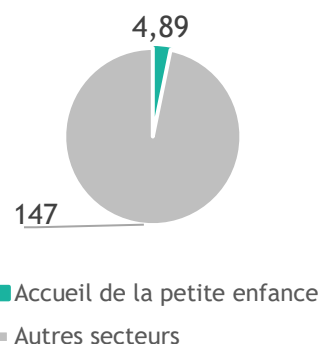
- Artificialisation suite à la création d'équipements neufs (Crèche Bois Perrin, crèche de plein air)

Neutre :

Maintenance et rénovation des équipements sans visée énergétique (Crèche Papu)

Nota bene : un projet de bâtiment qui artificialise aura une cotation à au moins 85% défavorable quelles que soient ses performances énergétiques (dépassement RE2020, matériaux bio sourcés). Cela compte uniquement pour l'atténuation au changement climatique

Répartition de l'investissement (en M€)



Égalité femmes-hommes

Attention portée à l'articulation vie professionnelle / vie personnelle : accès facilité aux temps partiels et aux temps de travail journaliers des professionnels ; mise en place dans les subventions aux crèches associatives d'un bonus "horaires élargis"

Attention particulière portée aux candidatures masculines (service à 99 % féminin)

Outil d'aide à la décision pour l'attribution de places en crèches priorisant les familles monoparentales

Groupe de travail sur la lutte contre les discriminations au sein des équipes de direction des crèches et une professionnelle représente la DPE au comité Egalité de la Collectivité

Renforcement de la prévention des risques professionnels à travers un plan d'actions 2025-2027 suite à la formalisation du Document Unique des Risques Professionnels

Chiffres Clés 2025

89 écoles publiques du 1^{er} degré

14 600 enfants scolarisés dont :

8 879 élèves élémentaires

5 721 élèves maternels

35 % des élèves en éducation prioritaire

920 élèves supplémentaires dans les écoles publiques en 10 ans

18 écoles privées sous contrat du 1^{er} degré avec **4 805** élèves

1 550 agents municipaux interviennent tous les jours dans les écoles publiques rennaises

2 nouvelles cours d'écoles végétalisées : GS Sonia Delaunay et élémentaire Torigné

Les enjeux

- Améliorer le patrimoine scolaire et développer les capacités d'accueil des équipements scolaires et leur qualité
- Apporter des moyens nécessaires à la scolarité des élèves et aux projets éducatifs

Les actions 2026

- Livraison de la maternelle Guyenne rénovée ; travaux en cours sur la restauration Clemenceau ; début des travaux de construction du nouveau bâtiment sur Albert de Mun qui accueillera la future restauration et le centre Angèle Vannier
- Garantir la sécurité et l'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite dans les écoles : fin des travaux de mise en accessibilité (création d'un ascenseur) à Moulin du Comte
- Travaux d'économie d'énergie : remplacement des menuiseries sur l'élémentaire Champion de Cicé, fin des travaux sur Gantelles
- Rénover et végétaliser les cours d'écoles : 2 écoles élémentaires : Volga et Gantelles
- Mise en œuvre des actions et l'accompagnement de la communauté éducative dans le cadre des 3 cités éducatives : renouvellement de la cité éducative du Blosne avec extension au quartier Bréquigny et projet de renouvellement des deux cités éducatives
- Accompagnement des usages numériques dans l'éducation avec déploiement de nouveaux outils et mise à disposition de ressources numériques mutualisées via cadre du Plan local éducatif numérique
- Relance du plan maternelle et renforcement de la passerelle petite enfance / enfance
- Poursuite de l'accompagnement et réponse aux besoins éducatifs et pédagogiques des équipes
- Renouvellement du marché de fourniture en lien avec les enjeux liés à l'usage des dotations versées aux directions d'écoles et la nécessité de maintenir le principe de gratuité des fournitures
- Une première boucle d'autoconsommation collective et citoyenne sera mise en service, avec une centrale photovoltaïque installée sur l'école Jacques Prévert
- Les programmes de sensibilisation à la transition écologique en milieu scolaire seront poursuivis
- 12 opérations de maintenance programmées dans le cadre de l'enveloppe annuelle (1,4 M€) dont la rénovation de blocs sanitaires sous préau de 3 écoles élémentaires : Guyenne, Ille et Gantelles

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

34.79 M€	36.40 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

0.08 M€	0.03 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

12.56 M€	11.09 M€
----------	----------

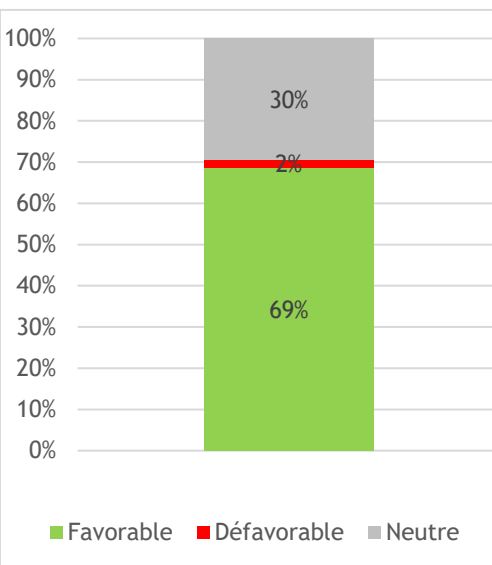
Recettes d'investissement

1.74 M€	0.91 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

En parallèle des actions de rénovations énergétiques menées sur le parc de la Ville de Rennes pour atteindre un objectif de baisser de 40 % les émissions de GES entre 2010 et 2030, des actions éducatives sont soutenues ou mises en œuvre sur le temps scolaire (36 classes Watty, 5 classes Écodo, 10 classes Écologie). 24,5 classes se sont rendues à l'écocentre de la Taupinais et 30 classes à la Ferme des Basses Gayeulles. 14 classes Consommation responsable et déchets sur les parcours consommation et déchets, récup et recyclage et biodéchets. 14 subventions sur projets (biodiversité, jardin, nature en ville, classe dehors, recyclage, changement climatique)

L'impact de l'investissement du secteur sur l'atténuation au changement climatique (8 M€ cotés en 2024)



Favorable :

- Construction d'écoles ayant de hautes performances énergétiques (respect RE2020) et n'artificialisant pas (Toni Morrison, Miriam Makeba) ;
- Rénovation énergétique des écoles (Volga, Colombier, Jean Moulin)

Défavorable :

- Création d'une école avec artificialisation (Pôle Éducatif Simone Veil)

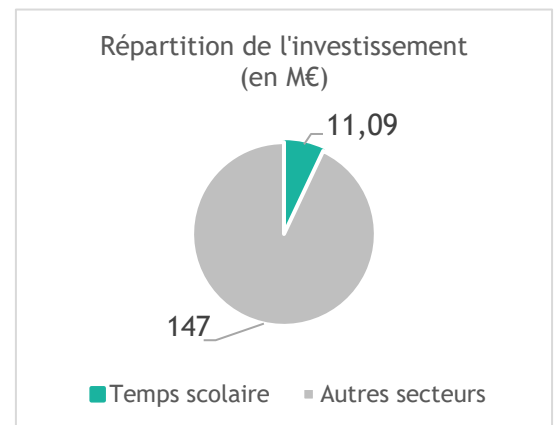
Neutre :

- Maintenance et rénovation des équipements sans gain énergétique
- Création d'équipements sans artificialisation (Châteaugiron-Landry)

Focus adaptation :

Les espaces urbains étant particulièrement vulnérables au changement climatique (îlots de chaleur, inondations), des actions sont menées pour adapter les équipements de la Ville et améliorer le confort d'été :

- Végétalisation et désimperméabilisation des cours d'écoles (477 k€ de dépense en 2024)



Egalité femmes-hommes

- + 2 nouvelles cours végétalisées libérées des stéréotypes de genre
- + 1 projet Musique à l'école axé sur le sujet de l'égalité filles-garçons mis en œuvre par le Conservatoire sur le temps scolaire
- + 11 agent-es spécialisé-es des écoles maternelles ont bénéficié d'une journée de formation dédiée au sujet de l'inégalité fille-garçon dans les familles et à l'école

Chiffres Clés-2025

9 896 enfants fréquentent en moyenne quotidiennement la restauration municipale (**68 %** de la population scolaire)

80 associations intervenantes dans l'animation des ateliers associatifs

750 animateurs et responsables périscolaires

60 % de produits durables dans les repas des cantines scolaires (dont **45 %** en bio)

-55 % de gaspillage alimentaire par enfant (campagne 2019)

67 % environ des achats alimentaires réalisés dans le département

85 % des enfants satisfaits du temps du midi à l'école (enquête 2019)

170 études surveillées quotidiennes en moyenne, entre 2 à 7 études par école

4 412 élèves accueillis chaque soir en moyenne hors études et ateliers

Les enjeux

- Proposer des activités périscolaires diversifiées et adaptées
- Soutenir les acteurs de la communauté éducative
- Délivrer aux enfants une restauration responsable et de qualité

Les actions 2026

- Mise en place d'un plan d'action d'accompagnement à la parentalité
- Articulation scolaire-périscolaire : renforcer les temps d'échange entre directions d'écoles et les responsables de sites éducatifs et optimiser les temps de coordination entre ASEM et équipes d'animation. Action de formation petite enfance expérimentale entre professionnels de la petite enfance en présence des enseignants sur le quartier de Maurepas. Objectif d'élargir cette action de formation interprofessionnelle à d'autres territoires éducatifs
- Lancement de groupes de travail sur l'offre périscolaire : temps de l'enfant, jeu libre temps du midi, temps de travail personnel de l'enfant, parcours usager/communication, formation/professionnalisation des équipes, prévention (violences sexistes et sexuelles, violences éducatives ordinaires)
- Soutien technique et pédagogique des conseillers pédagogiques d'animation qui assurent une mission de ressource et d'accompagnement sur les thématiques de l'animation
- Proposition d'un repas végétarien alternatif quotidien dans les écoles
- Plan d'action pour la fin du plastique dans les restaurations scolaires

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

16.18 M€	16.82 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

10.35 M€	10.52 M€
----------	----------

Dépenses d'investissement

0.97 M€	2.15 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- + 30 AL/ASEM ont bénéficié d'une action "développer les animations nature en périscolaire". Une formation pour 10 agents sur "la sensibilisation et mise en place du tri collectif". Un café de l'animation a sensibilisé 25 agents sur l'Éducation nature
- + 15,71 % des projets d'animation développés dans les centres de loisirs au cours de l'année 2024/2025 sont centrés sur le thème de l'environnement (nombreux projets sur le jardinage, installation poulaillers, sensibilisation à la nature par des activités artistiques...)

Egalité femmes-hommes

- + 15 agents ont participé à la formation violences sexuelles et sexistes. 15 agents ont également participé à la formation Inégalité Filles/Garçons dans les familles et à l'école (formation proposée par Binocle). 2 agents ont bénéficié de la formation "Femmes, Hommes tous égaux au travail" proposé dans le catalogue transversal DRH
- + L'éducation est identifiée comme champ d'action prioritaire du plan égalité femmes-hommes de la Ville et de la Métropole. Après un diagnostic participatif réalisé avec la mission Égalité de la Ville et l'association Liberté Couleurs en 2023-2024, le plan Égalité Femmes-Hommes a été validé pour les années 2024-2028. Il prévoit le renforcement de la mobilisation des équipes de la Direction Éducation Enfance de la Ville et de leurs partenaires. Un agent, conseiller pédagogique animation enfance est notamment chargé de son suivi et de l'organisation de partages d'expériences
- + 8 % des projets d'animation développés dans les centres de loisirs au cours de l'année 2024/2025 sont centrés sur le thème du vivre ensemble incluant l'égalité femme-hommes (nombreuses sensibilisations à partir de jeux de rôles, jeux de stratégie, écriture d'un journal...)

Chiffres Clés 2025

Mercredi

28 centres de loisirs municipaux de quartiers ouverts

Petites vacances scolaires

16 centres de loisirs municipaux ouverts (sauf Noël : 11) et **1 050** enfants accueillis en moyenne par jour

243 animateurs référents accueillent les enfants à besoins spécifiques présents pendant les vacances dans les centres de loisirs

Été

8 (**9** en juillet) centres de loisirs municipaux ouverts sur l'été avec **910** enfants accueillis en moyenne par jour

399 encadrants présents sur l'été dans les centres de loisirs

192 enfants à besoins spécifiques accueillis sur l'ensemble des centres d'été

Les enjeux

- Promouvoir l'autonomie et le vivre-ensemble au sein des centres de loisirs municipaux
- Promouvoir l'écocitoyenneté et la sensibilisation au développement durable
- Renforcer la continuité éducative et l'articulation des différents temps de l'enfant
- Garantir le vivre-ensemble autour des principes de laïcité, de citoyenneté et de lutte contre les discriminations
- Participer à l'ouverture culturelle et artistique des enfants

Les actions 2026

- Mise en œuvre du budget participatif des enfants sur le quartier de la Pommeraie durant l'année scolaire 2025/2026
- Mobilisation forte sur l'accueil et l'accompagnement des enfants en situation de handicap ou à besoins spécifiques. Plusieurs axes de progrès ont été définis avec des objectifs opérationnels dans le cadre d'une gouvernance assurée par un groupe de travail GT composé de Responsables de territoires éducatifs RTE, de Responsables de site éducatif RSE, d'Animateurs de loisirs AL, de parents et de différents partenaires (enseignants référents inclusion, PRH 35, Adapei...). Diffusion d'un guide pratique inclusion à destination des professionnels de l'animation, réalisé en 2025
- Promotion de l'écocitoyenneté et du développement durable à l'écocentre de la Taupinais : lancement du plan d'éducation nature de la ville de Rennes (PLEN'R) qui est une déclinaison thématique du PEL. Il a comme principale intention le déploiement de projets d'éducation à la Nature sur le territoire en partenariat avec les acteurs associatifs et institutionnels de la Ville de Rennes. L'objectif est de déployer des actions à court et moyens termes pour favoriser l'accès et la pratique de l'extérieur aux enfants dans les différents temps : scolaires, périscolaires et extra-scolaires
- Mise en œuvre du Plan numérique et éducatif local rennais (PLEN) voté en 2025. Il est le fruit d'un travail approfondi, élaboré de façon collective par l'EduLab en lien étroit avec de nombreux acteurs et usagers du territoire

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

5.83 M€	6.14 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.85 M€	1.14 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.47 M€	0.74 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

- + Poursuite de la démarche en faveur de la création d'un tiers lieu d'éducation nature sur le site de la Prévalaye : La Direction Éducation Enfance a développé une démarche expérimentale et collaborative avec les associations locales en s'appuyant sur l'expérience qui a contribué à la naissance et au succès du tiers lieu au numérique Pasteur/Edulab. L'enjeu de la démarche est à terme de donner à ce futur commun pédagogique, un fonctionnement et une gouvernance partagés qui restent à construire avec des acteurs locaux d'horizons différents
- + Développement de mini camp pour favoriser les immersions des enfants en pleine nature
- + L'écocentre structure dédiée accueille tout au long de l'année des accueils de loisirs. Consolidation de l'accueil des centres de loisirs à hauteur de 27% du public total accueilli sur site

Egalité femmes-hommes

- + "Café de l'animation : Agir pour l'égalité filles-garçons" deux groupes (38 inscrits) les 4 avril et 16 mai 2025. Deuxième "module" en cours d'élaboration
- + Sollicitation de la mission égalité "Budget spécifique" pour l'organisation de deux concerts sur les stéréotypes de genres (Marion Rouxin) qui se sont déroulés en décembre 2025
- + Formation planning familial 35 12-13 juin et 7 octobre avec 4 AL VDR
- + Groupe de Travail sur l'accompagnement des équipes pour la prise en compte du genre dans les aménagements des cours d'école et CALM
- + 8 % des projets d'animation développés dans les centres de loisirs au cours de l'année 2024/2025 sont centrés sur le thème du vivre ensemble incluant l'égalité femme-hommes (nombreuses sensibilisations à partir de jeux de rôles, jeux de stratégie, écriture d'un journal...)

Chiffres Clés 2025

121 projets associatifs soutenus

Nombre d'étudiants investis dans l'Association de la Fondation Étudiante pour la Ville (AFEV) :

16 volontaires en service civique

350 étudiants bénévoles mentors

Environ 100 jeunes rennais accueillis par Unis Cités pour réaliser un service civique

14 soirées Rennes de la Nuit

36 projets Loisirs Vacances Jeunes soutenus pour **3 784** jeunes touchés

Dispositif chantiers citoyens :

258 participations de jeunes sur **64** chantiers

Dispositif Jobs à Rennes :

80 jeunes inscrits

331 missions réalisées

Les enjeux

- Faciliter l'entrée des jeunes dans la vie active en démultipliant les expériences professionnelles
- Accompagner les jeunes en proximité pour favoriser leur autonomie et leur mobilité
- Proposer des espaces matériels et immatériels répondant aux besoins d'expression et de socialisation de la jeunesse
- Aller vers les jeunes et proposer une offre plus qualitative qui s'adapte aux besoins individuels et collectifs des jeunes
- Garantir le droit aux vacances et aux loisirs en veillant à la complémentarité de l'offre sur les quartiers
- Favoriser l'engagement des jeunes

Les actions 2026

- Suivi de la mise en œuvre du projet d'information jeunesse du 4bis Information Jeunesse et de la mise en dynamique du nouveau tiers lieu de la vie associative, des engagements et des jeunes : le 360
- Suivi et développement des projets d'accompagnement des jeunes adultes sur les quartiers populaires : maintien et renforcement du Spot à Villejean, du Clair Détour à Maurepas et du Karrez au Blosne - expérimentations santé mentale à Cleunay – évolution des modalités d'aller vers les jeunes dans les quartiers prioritaires (BIS)
- Suivi de 2 études menées par des étudiants sur les suites possibles pour les projets de type Coopératives Jeunesse de Service et de Coopératives Jeunes Majeurs, le porteur local (CRIC) ayant cessé son activité
- Suivi des dispositifs facilitant l'engagement des jeunes et les parcours d'insertion : dispositifs d'accès aux stages (SPSF 35 notamment), expérimentation d'un "Jobs à Rennes" territorialisé, renforcement des chantiers citoyens, mise en lisibilité des parcours des jeunes et des dispositifs Bafas
- Simplification et stabilisation des subventions "Loisirs Vacances Jeunes" en mettant fin au format appel à projets

Budget 2025 Budget 2026**Dépenses de fonctionnement**

1.58 M€ **1.58 M€**

Recettes de fonctionnement

0.00 M€ **0.00 M€**

Dépenses d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Recettes d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Climat et transition écologique

92 % des organisateurs de Soirée Rennes de la nuit ont intégré une démarche écoresponsable dans leurs projets au cours de l'année universitaire 2024-2025 (restauration proposant des options végétariennes, végétaliennes et/ou de saison, utilisation de matériaux réutilisables (gobelets et vaisselle, éléments décoratifs recyclés, etc.) ; tout comme 75 % des projets de Vie étudiante ont intégré une démarche écoresponsable

Fin 2025, le dispositif "Main Verte" qui permet à des jeunes de financer leur permis de conduire en contrepartie de la réalisation d'actions écoresponsables dans leur quartier a été retravaillé par les acteurs associatifs du groupe interquartiers jeunes adultes et s'est relancé

En 2025, les acteurs jeunesse ont été encouragés à axer leurs projets de séjours, de sorties autour de la nature et en proximité : séjours itinérants en vélo (Le Relais, Maison de Quartier la Bellangerais), sessions de Grimpe Arbre et de "Radio perchée" (Là-Haut). En 2026, le Clair Détour relance un cycle nature avec différents temps de sensibilisation à la préservation de la nature

Egalité femmes-hommes

En 2025, des projets engagés ont été portés par différentes structures jeunesse et soutenus par la Ville de Rennes. Deux projets portés par la MJC du Grand Cordel s'illustrent par exemple en ce sens :

- "Mise en voix" qui vise à encourager la parole des jeunes femmes à travers le slam, un art souvent dominé par des voix masculines
- "Fallait pas me crêper le chignon" : conférence gesticulée suivie d'un débat animé par des jeunes sur le thème de la sororité et de la lutte contre le masculinisme

Le Clair Détour et plusieurs associations jeunesse œuvrant en direction des adolescents et jeunes adultes (Antipode, Le Relais, Breizh Insertion Sport, etc) ont organisé régulièrement en 2025 des activités en non mixité réservées aux femmes, offrant ainsi un espace où elles peuvent partager leurs expériences et leurs préoccupations en toute confiance

Dans le cadre des soirées Rennes de la nuit et d'évènements Vie étudiante, les enjeux de prévention des risques liés aux pratiques festives sont largement pris en compte par les organisateurs, notamment avec la mise en place de stands d'information et de prévention, de "safe zones", ou encore l'identification de personnes-ressources VSS. Une majorité d'organisateur de manifestations étudiantes réfléchissent à la dimension inclusive de leur événement au travers de la communication, et prennent en compte la diversité de leurs publics-cibles (écriture épicienne, écriture inclusive, signalétique non stéréotypée). Enfin, une attention particulière aux luttes féministes et LGBT+ est retrouvée dans la programmation des soirées Rennes de la nuit : la soirée "Femmes en scène" qui s'est tenue en mars 2025 en est un bon exemple

Dans le cadre du dispositif Loisirs Vacances Jeunes, en 2025, l'effectif global de filles ayant participé aux propositions estivales est en augmentation (1 378 en 2025 contre 1 128 en 2024) ainsi que la proportion de filles participant (39% en 2025 vs 35% en 2024). Le pourcentage de filles ayant participé à des séjours ou mini camps augmente également (46% en 2025 vs 41% en 2024)

Chiffres Clés 2025

4 732 participations familles aux actions de l'animation familles éducations accompagnées par le Projet de Réussite Éducative

774 enfants suivis en parcours individualisés dont **314** en parcours coordonnés

830 parents d'élèves délégués dans les **89** écoles publiques

17 espaces parents dans les écoles publiques

7 médiateurs à l'école en quartiers politique de la ville

Les enjeux

- Reconnaître les parents comme premiers éducateurs et comme partenaires
- Faciliter les alliances éducatives au sein des quartiers
- Accompagner les initiatives et les projets de la communauté éducative

Les actions 2026

- Poursuite du soutien à l'émergence d'espaces parents, à la demande des parents ou dans les nouvelles écoles
- Renforcement de l'intervention du Projet de Réussite Éducative dans le cadre du renouvellement de la Cité Éducative du Blosne-Bréquigny par des financements ville de Rennes
- 7 postes d'éducatrices de jeunes enfants dans les 14 dispositifs d'accueil de moins de trois ans, en éducation prioritaire répondant aux objectifs d'intégrer dès le plus jeune âge les enfants des familles socialement défavorisées ou éloignées de l'institution scolaire
- Poursuite des collaborations et soutiens financiers aux acteurs de proximité pour des projets partenariaux sur les ambitions du Projet Éducatif Local
- Organisation de rencontres, d'ateliers avec les délégués parents des écoles
- Missions d'interprétariat pour dépasser les barrières langagières, en partenariat avec le réseau Louis Guilloux étendus aux collèges accueillants des enfants en quartiers prioritaires de la politique de la ville (QPV) suite à refonte de la carte scolaire
- Co-construction d'outils et supports à l'attention des parents (par ex. plaquette sur l'animation familles-éducation)
- Déclinaison d'un plan d'action parentalité à partir d'un état des lieux des besoins non-couverts et de la coordination de l'offre existante, avec un focus sur certaines parentalités : monoparentalité, enfants porteurs de handicap, jeunes parents, diversité culturelle....

Budget 2025 Budget 2026**Dépenses de fonctionnement**

3.93 M€	4.11 M€
----------------	----------------

Recettes de fonctionnement

0.20 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Recettes d'Investissement

0.00 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Climat et transition écologique

- Fabrication d'un jeu avec les parents pour sensibiliser les enfants au tri sélectif des déchets
- Favoriser les mobilités douces par l'apprentissage du vélo aux parents en lien avec la direction des sports ou des partenaires associatifs. Accompagner les familles dans les usages des transports en commun et l'appropriation de la nouvelle ligne de métro
- Sensibilisation et mobilisation des familles autour de la propreté du quartier en lien avec la Gestion Urbaine de Proximité (GUP)
- Expérimentation du dispositif « Rue aux écoles »

Egalité femmes-hommes

324 filles et 450 garçons âgés entre 5 et 18 ans accompagnés dans le cadre des parcours coordonnés de réussite éducative

4 046 participations de femmes et 686 participations hommes aux actions de l'animation familles-éducation du projet de réussite éducative parmi lesquelles :

- Accès aux droits : forums, petits-déjeuners et goûters de rentrée, expérimentation territoire zéro non recours dans les écoles de Maurepas
- Sorties culturelles
- Certains projets sont identifiés pour les femmes ayant peu de pratiques sportives

SPORTS ET ACTIVITES PHYSIQUES

- Animation sportive et soutien aux clubs
- Équipements sportifs
- Manifestations sportives

+

++.....

+.....

++.....

+++

++.....

Chiffres Clés 2025

250 associations soutenues (créneaux, subventions, aides logistiques)

12 stages multisports pour **680** enfants concernés sur l'année

Intervention des éducateurs sportifs municipaux dans **49** écoles (plus de **9 000** heures/an)

700 h d'ateliers sportifs périscolaires par année scolaire

327 enfants en École municipale des sports

1 863 enfants à l'École Municipale de Natation

198 jeunes inscrits en accueil de proximité (10-15 ans) dans les quartiers prioritaires

170 adultes inscrits Sport Bien-être, 2 créneaux J'apprends à rouler à vélo et 1 créneau J'apprends à nager

2 622 enfants concernés par les animations autour de Tout Rennes Court, **1 564** enfants à la Semaine Olympique 2025

3 villages d'animation durant les vacances de Juillet et Août

Les enjeux

- Mettre en œuvre une politique sportive éducative avec une attention particulière envers les personnes éloignées des pratiques : présence en QPV, soutien aux pratiques féminines.
- Accompagner les clubs de proximité dans la mise en œuvre des projets associatifs
- Accompagner les clubs de haut-niveau amateur dans leurs projets de performance
- Animer le Conseil du Sport Rennais pour une meilleure prise en compte des besoins et usages

Les actions 2026

- Mettre en œuvre la politique d'apprentissage de la natation (cycles scolaires, savoir nager, École Municipale de Natation, Activités sportives aquatiques...)
- Offrir des lieux de baignade et de fraîcheur pour toutes et tous (piscines, étang d'Apigné...)
- Initier les publics éloignés de la pratique au moyen d'actions éducatives adaptées (socio-sport, stages, cycles scolaires en REP, École Municipale des Sports...)
- Proposer une offre estivale sportive et ludique en juillet et août, en direction du plus grand nombre
- Accompagner les clubs sportifs rennais (subventions de fonctionnement et d'équipement, mise à disposition d'installations, soutien à l'emploi sportif...)
- Soutenir les clubs de haut-niveau (équipements, contrats de partenariat, subventions...) dans le cadre d'une politique publique concertée et redéfinie
- Développer l'usage des espaces en accès libre par les filles et les femmes, notamment dans les quartiers prioritaires (city stade, plateaux sportifs, street work-out, glisse urbaine ...)

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

8.48 M€ **8.76 M€**

Recettes de fonctionnement

0.04 M€ **0.04 M€**

Dépenses d'investissement

0.12 M€ **0.12 M€**

Recettes d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Climat et transition écologique

- 20 ETAPS formés au socle commun d'apprentissage (pédaler, circuler et savoir rouler à vélo)
- 1 000 élèves des écoles élémentaires rennaises ont participé à des cycles d'initiation au Savoir Rouler

Egalité femmes-hommes

- Les Villages Sportifs organisés dans le cadre de « l'Été à Rennes » sont fréquentés à 44% par un public féminin
- 1 créneau spécifiquement organisé pour le développement de la pratique du futsal féminin dans le cadre de l'école municipale des sports
- Application d'un coefficient destiné à majorer le niveau de subvention attribué aux associations pour chaque licenciée déclarée

Chiffres Clés 2025

4 piscines rennaises avec un total de 10 bassins :

- piscine de Bréquigny : 1 bassin olympique couvert de 3 313 m³ avec 3 bassins dont 1 nordique

- Piscine de Villejean (nouvelle) : 1 bassin sportif couvert de 881 m³ doté un fond mobile et de 6 lignes d'eau)

1 bassin polyvalent d'apprentissage de 325 m³

1 pataugeoire (50 m² et 10 m³)

1 aire de jeux aquatiques intérieure appelée "splashpad"

1 aire de jeux aquatiques extérieure de 303 m²

- Piscine des Gayeulles : 3 bassins : apprentissage, ludique à vagues et 1 fosse à plongée

- piscine Saint-Georges : 1 bassin de 1 100 m³

1 étang à Apigné et 2 piscines des centres de loisirs

89 agents techniques assurent les missions d'entretien, de maintenance et sécurité

233 équipements sportifs répartis sur 70 sites dont :

-107 équipements couverts (dont gymnases Torigné et Kennedy rénovés)

Les enjeux

- Créer et rénover le patrimoine sportif de la ville
- Gérer le parc d'équipements sportifs municipaux
- Rechercher des financements
- Participer au programme d'économie d'énergie (eau, chauffage, photovoltaïque...)
- Assurer la maintenance du mobilier sportif

Les actions 2026

- Stades : poursuite des travaux de modernisation du Complexe Sportif des Hautes Ourmes, poursuite études sur mise aux normes fédérales rugby de Commandant Bougouin/Vélodrome, travaux skatepark Fresnais, renouvellement BEA Courtemanche, projet padel sur Salengro
- Roazhon Park : poursuite évolution du système de sécurité incendie et plan de rénovation des sanitaires publics
- Gymnases : travaux d'étanchéité des toitures Échange, Pagnol et salle de musculation Bougouin, travaux peinture et réfection des sols du foyer sportif Bougouin, travaux de restructuration du dojo régional Bréquigny, consultation pour la rénovation complète d'Albert de Mun, consultation-restructuration du bâtiment Robert Launay (adaptation d'un bâtiment modulaire de 200 m² pour salle de musculation durant les travaux), rénovation de l'éclairage Portugal, études équipement public sportif ZAC Haut Sancé, études rénovation volumes Volclair et B1B2 de Bréquigny, travaux base nautique
- Piscines : mise en service de la nouvelle piscine de Villejean, lancement du processus de modernisation de la piscine de Gayeulles, études rénovation complète piscine Saint-Georges, écriture du programme de reconstruction d'un bassin piscine au centre aéré Dominique Savio
- Opérations relevant du budget participatif : études rénovation stade d'athlétisme Rapatel, aménagement maison du palet CPB Centre, skatepark Bréquigny et implantation d'un basket 3X3 à la Courrouze, études et travaux rénovation skatepark Arsenal, structure multisports Italie

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

7.52 M€	7.67 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

2.53 M€	2.63 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

16.22 M€	9.99 M€
----------	---------

Recettes d'investissement

1.36 M€	0.87 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

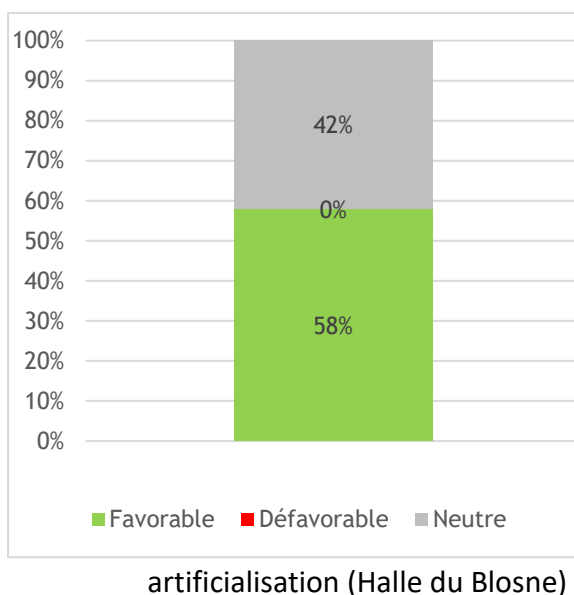
Dans le cadre du PCAET adopté par la collectivité, un des objectifs est de réduire les émissions de GES de 40% du patrimoine de la Ville entre 2010 et 2030. Les créations et/ou les rénovations d'équipements sportifs sont des leviers pour atteindre ces objectifs

- + Opérations de rénovation thermique de gymnase (L. Volclair, A. De Mun, R. Launay, dojo et salle de gymnastique rue de Paris, Portugal, Binquenaïs...etc. selon programmation SDEP)
- + Modernisation et optimisation des installations techniques des piscines St Georges, Gayeulles et Bréquigny (récupération des eaux de lavage de filtre, mise en place de variateurs sur les pompes, actualisation des systèmes de contrôle et de pilotage avec hypervision et accès à distance pour régulation)
- + Accompagnement de la politique de maîtrise des consommations d'énergie : régulation des températures de chauffage des gymnases, passage à l'éclairage led de tous les équipements sportifs, raccordement au réseau de chauffage urbain des gymnases et des piscines

Les équipements visent également une optimisation de la ressource en eau :

- + Récupération des eaux grises des piscines Bréquigny, St Georges et Villejean pour réemploi par DV ou DJB
- + Récupération des eaux pluviales : aménagement spécifique sur les stades pour infiltration sur la parcelle et les piscines pour réemploi in situ
- + Récupération des eaux pluviales de toiture : implantation de cuves enterrées sur les sites selon programmation SDEP
- + Déglacage des 2 pistes du Blizz durant 12 semaines (été)

L'impact de l'investissement des équipements sportifs sur l'atténuation au changement climatique (8.6M€ cotés en 2024)



cotés en 2024)

Favorable :

- Création d'équipements à haute performances énergétiques sans artificialisation (piscine de Villejean)
- Rénovation énergétique des bâtiments (gymnase Kennedy)

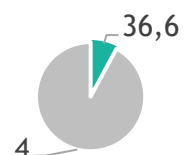
Défavorable :

- Création d'équipements avec artificialisation (gymnase Beauregard)

Neutre :

- Maintenance et rénovation des équipements sans gain énergétique
- Création d'équipements sans

Répartition de l'investissement (en M€)



- Gestion des déchets et Economie Circulaire
- Autres secteurs

Egalité femmes-hommes

- + Conception et aménagement d'équipements sportifs en accès libre et non-genrés

Chiffres Clés 2025

L'Open de tennis **30 000** spectateurs au Liberté Tout Rennes Court : **30 000** coureurs toutes courses confondues (dont **2 300** scolaires) + **6 000** marcheuses et marcheurs à la "Colombia" le samedi

Le Marathon vert et la course nocturne des 10 km : **18 000** coureurs

Rennes sur Roulettes **7 000** participants **30 000** spectateurs

Urban trail : **13 000** coureurs

La 50^{ème} édition des jeux inter-organisations des Nations-Unies. **1 500** fonctionnaires internationaux accueillis à Rennes

Championnat de France jeunes de natation à Bréquigny

Championnats de France de gymnastique au Parc expo

Dans le cadre de la labellisation Terre de Jeux de la collectivité, un héritage qui fructifie :

4^{ème} édition de l'Olympiade des agents, de la semaine olympique et paralympique

Partenariat entre la fondation St Hélier et la Roazhon run
Journée nationale du sport en santé mentale (partenariat avec le centre hospitalier de Guillaume Régnier)

Les enjeux

- Créer, accueillir et accompagner de grands évènements
- Accompagner des manifestations sportives de proximité
- S'assurer du rayonnement des grands événements dans la ville via des actions de popularisation dans les quartiers
- Valoriser le territoire rennais en France et à l'international en lien avec le service relations internationales et Destination Rennes

Les actions 2026

- Accueil des championnats de France de tir à l'arc à Robert Launay
- Accueil des championnats de France scolaires-collèges de natation à Bréquigny
- Accueil des championnats de France universitaire de Beach Volley en mai et de la coupe de France en juillet
- Accompagnement des grands événements récurrents : Rennes sur Roulettes, Marathon Vert, Tout Rennes Court, Open de tennis Blot Rennes, Urban Trail...
- Poursuite de l'aménagement événementiel du Beach Park à Charles Géniaux et développement de la dynamique du Mois du sable
- Poursuite de la démarche RSE sur l'événementiel sportif et du travail engagé sur les modes de déplacements des spectateurs les jours de matchs en lien avec le Stade Rennais Football Club, la direction de quartiers, Kéolis et la métropole (programme mob'sport)
- Conseil, accompagnement et soutien aux quelques 170 manifestations de proximité organisées sur le territoire rennais
- Populariser les événements pour les enfants des écoles, des centres de loisirs, des stages socio sportifs...

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.83 M€ **0.89 M€**

Recettes de fonctionnement

0.00 M€ **0.00 M€**

Dépenses d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Recettes d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Climat et transition écologique

- + Dons de plusieurs centaines de gobelets à des organisateurs d'événements sportifs
- + 10 barrières "range-vélos" achetées mises à disposition des organisateurs d'événements sportifs et culturels
- + Diminution drastique des achats de goodies à destination des acteurs sportifs
- + 0 bouteille en plastique sur les grands événements sportifs (Rennes sur Roulettes, Tout Rennes Court, Marathon vert, Urban Trail) grâce à un partenariat avec Eau du bassin rennais
- + Rennes sur roulettes participe au projet sur l'éco circularité avec le Comité Départemental Olympique et Sportif (CDOS) et la collectivité (Emboite le plat pour la restauration des bénévoles et esprit planète, produit locaux) /partenariat avec Terre de source à TRC
- + La Rennaise labellisation "Trail Runner Foundation" pour une course éco-responsable
- + 40 poubelles de tri mises à disposition des organisateurs d'événements sportifs
- + Trophées en bois réalisés par le service menuiserie pour les Olympiades
- + Récupération des supports des kakémonos pour l'imprimerie
- + Support de l'histoire des JO donné pour une nouvelle exposition aux collègues de la direction de la santé
- + Supports vélos supplémentaires au Roazhon park

Egalité femmes-hommes

Les sports s'emm'Elles et la projection d'un film sur la navigatrice Florence Arthaud à l'Arvor

CITOYENNETE ET VIE EN SOCIETE

- Démocratie locale et vie des quartiers
- Vie associative de proximité
- Commerce de proximité et action commerciale
- Tranquillité publique et prévention des risques
- Prestations citoyenneté

+

++.....

+.....

++.....

++.....

+++

Chiffres Clés 2025

14 conseils de quartiers

Plus de **150** réunions de quartier

6 directions de quartiers

7ème saison du budget participatif : **261** projets déposés – **3,5 millions €**, dont **50 000 €** pour le budget participatif des enfants mis en place à Villejean - **50** projets lauréats

Budget participatif depuis la saison 1 : **67%** des projets réalisés

8 500 abonnés à la newsletter Fabrique Citoyenne - en baisse (mais avec un essor du nombre d'abonnés à la newsletter de Rennes Métropole)

11 newsletters La fabrique citoyenne éditées

Les enjeux

- Soutenir les projets de quartier
- Faire vivre la charte de la démocratie locale et de la participation citoyenne

Les actions 2026

- Site de La fabrique citoyenne : concertation avec un groupe d'usagers et interne pour travailler à son évolution après 10 ans de fonctionnement, et confortation de son positionnement de portail central de la participation
- Refonte de la charte graphique de La Fabrique citoyenne
- Plan d'actions égalité femmes-hommes 2024-2027 : 4 actions ont été élaborés et seront mis en œuvre pour contribuer à la politique d'égalité femmes-hommes dans les démarches de concertation (formations, mesure du temps de parole, règles de fonctionnement des instances) en lien avec tous les services concernés
- Renforcement de la culture de la participation : mise à jour de la boîte à outils de la concertation de l'Intranet, support pour l'élaboration des stratégies de participation citoyenne
- Budget participatif : Après 10 ans de fonctionnement et 7 éditions, réflexion sur son évolution
- Accompagnement des acteurs de la participation

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

3.47 M€	3.64 M€
----------------	----------------

Recettes de fonctionnement

0.03 M€	0.03 M€
----------------	----------------

Dépenses d'investissement

4.49 M€	4.45 M€
----------------	----------------

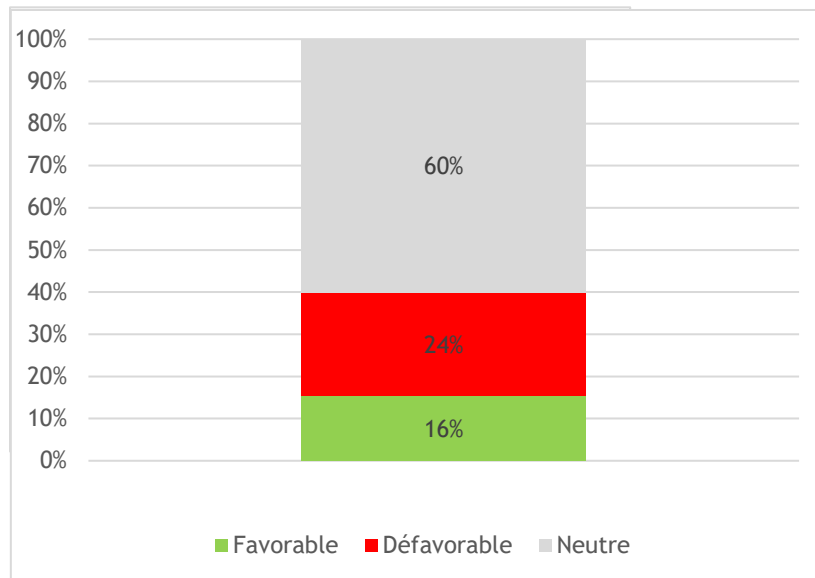
Recettes d'investissement

0.04 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Climat et transition écologique

Tous les projets du budget participatif retenus intègrent l'approche Trèfle dans les démarches de participation

Impact des investissements du budget participatif sur l'atténuation au changement climatique (1.4M€ cotés en 2024)



Favorable :

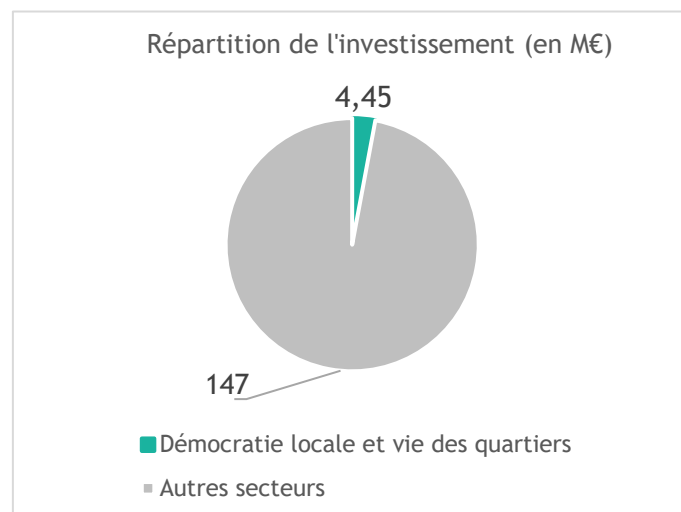
- Création d'équipements avec des performances énergétiques élevées (Les 3 maisons – Atelier Bois)

Défavorable :

- Création d'équipements avec artificialisation (Polyblosne)

Neutre :

Projets soutenus par le budget participatif



Egalité femmes-hommes

Actions réalisées dans l'année :

- + Créer et diffuser des outils permettant de répondre aux propos discriminatoires dans les instances citoyennes afin de garantir un cadre d'échanges respectueux et conforme aux principes d'égalité femmes-hommes
- + Actualiser la boîte à outils de la concertation avec des ressources méthodologiques intégrant l'égalité femmes-hommes

Actions en cours de réalisation :

- + Analyser l'implication des femmes dans les espaces de participation citoyenne afin de disposer d'un diagnostic objectif
- + Mettre en place des formations à destination des animateurs et animatrices pour favoriser la participation des femmes et renforcer la capacité des équipes à conduire des démarches réellement inclusives

Chiffres Clés 2025

81 emplois associatifs aidés (au 31/12/2025), **47** occupés par des femmes et **33** par des hommes

475 associations aidées financièrement dans le cadre du Fonds d'Aide à la Vie Associative (FAVA) dont **466** soutenues pour leur fonctionnement, **9** pour un projet ou pour le lancement de leurs activités. Le montant total est de **406 898 €**

Sur le portail associatif des aides :

- **3 152** structures inscrites, soit une augmentation de **+275** structures en 1 an
- **2 765** demandes. Ce chiffre inclut les demandes d'organisation d'évènements sur l'espace public (**629**)
- **813** formulaires RSEA remplis (**-40** par rapport à 2024)

Mise en œuvre des conventions avec **25** associations gestionnaires pour **36** équipements de quartiers répartis sur **44** sites environ + **2** associations ressources à la vie associative

Mise en œuvre des conventions avec **4** fédérations d'éducation populaire

Les enjeux

- Accompagner la vie associative
- Soutenir les équipements de quartier et les associations ressources de la vie associative
- Accompagner les initiatives dans le domaine de l'environnement et de l'énergie, de la promotion des pratiques et usages égalitaires

Les actions 2026

- Accompagnement de la démarche d'évolution de l'Établissement Maison des Associations / 4 Bis en tiers-lieu « 360 »
- Mise en œuvre et suivi des nouvelles conventions avec Bénénova Rennes, France Bénévolat 35 et si On s'Allait
- Suivi des conventions avec les associations gestionnaires des équipements de quartier, et finalisation du travail sur l'évaluation des conventions
- Accompagnement du nouveau pôle associatif de la Binquenaïs en gestion par la Tour d'Auvergne
- Suivi de la mise en œuvre des chartes territoriales dans chacun des 12 quartiers
- Poursuite de l'expérimentation des enveloppes mutualisées (financement de différentes politiques publiques) sur 6 quartiers (Bourg L'Évêque, la Touche, Moulin du Comte, La Pommeraie, les quartiers centre, Jeanne D'Arc, Beaulieu, Longchamps et Cleunay sur l'axe jeunesse)
- Ouverture du nouvel atelier bois de l'association Les 3 Maisons
- Poursuite du pilotage de la démarche Responsabilité Sociale et Environnementale des Associations (RSEA) : Intégration d'engagements en annexe des conventions Ville/associations établies ou renouvelées
- Ouverture de nouveaux téléservices sur le "portail associatif" : subventions d'équipement, demande de locaux et demandes pour événementiel
- Accompagnement et suivi de la nouvelle convention tripartite Ville/Rennes Métropole/Association La Petite Rennes
- Suivre la convention financière de la FRMJC et travailler sur le renouvellement en lien avec les MJC rennaises
- En lien avec la labellisation nationale "Territoire Engagé Transition Écologie", réaffirmer l'importance de l'implication des acteurs locaux et citoyens dans la transition écologique. Le soutien à l'ALEC et à la MCE sont maintenus ainsi que des projets d'éducation à l'environnement, en particulier dans les quartiers populaires

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

13.52 M€	13.99 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

0.27 M€	0.42 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.73 M€	1.21 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

- Travail sur la mise en œuvre du Plan d'action PAEDC de la Ville et du PCAET métropolitain à travers la démarche RSEA (sensibilisation des acteurs associatifs)
- Dans le cadre du Plan d'Action Énergie et en lien avec la labellisation nationale "Territoire Engagé Transition Écologie – label Climat-Air-Énergie (ex Cit'ergie)" conjointe avec Rennes Métropole, réaffirmation de l'importance de l'implication des acteurs locaux et citoyens pour atteindre les objectifs climatiques. Le soutien à l'ALEC et à la MCE sont maintenus, les projets d'éducation à l'environnement sont renforcés, en particulier dans les quartiers populaires

Egalité femmes-hommes

- Travail sur la mise en place du renouvellement du plan municipal pour l'égalité femmes-hommes, via par exemple la mise en place d'actions en lien concret avec la Charte des Engagements Réciproques (accompagnement des associations via l'outil d'autodiagnostic et le plan de formation RSEA)

Chiffres Clés 2025

Plus de 3 400 commerces actifs et un taux de vacance globalement stable

Le centre-ville de Rennes, 1^{er} pôle commercial du Grand Ouest :

2 156 points de vente actifs dont **40 %** occupés par les cafés hôtels, restaurants et des commerces liés à l'équipement de la personne.

608 M€ de chiffre d'affaires hors CHR et services

39 % d'enseignes nationales

16 marchés dont La Criée-marché central

41 food-trucks exercent sur les 30 emplacements + **13** au Roazhon Park

500 commerçants titulaires

457 terrasses (8 953 m²)

56 étalages (139 m²)

La raison d'être du secteur

- Piloter et mettre en œuvre le Plan d'Action Commerce Centre-Ville de Rennes – Acte II
- Animer le comité de suivi des Quais de Vilaine et piloter l'étude ad hoc
- Conforter le maillage commercial des quartiers rennais
- Garantir l'intégration de la fonction Commerce dans les politiques publiques et favoriser la concertation avec les acteurs du commerce et les usagers
- Engager la mutation / modernisation des pôles commerciaux majeurs
- Accompagner l'activité commerciale au quotidien et soutenir les animations commerciales

Les actions 2026

- Poursuite du Plan d'action Commerce Centre-ville de Rennes Acte II (mise en œuvre partenariale de l'ensemble des actions engagées)
- Dans le cadre de la nouvelle concession d'aménagement Centre ancien, en lien avec Territoires Publics, plusieurs appels à projet RDC commerce seront déployés en 2026 (18 Nantaise et 11 Lices). La commercialisation des RDC de la rue St Michel se posera également.
- Renforcement et modernisation du maillage commercial de proximité sur le mandat 2020-2026 avec la montée en charge de nombreuses centralités commerciales :
 - Ouverture des derniers commerces du Haut Sancé et Baud Chardonnet.
 - Commercialisation de la nouvelle centralité du Blossne
 - Poursuite des travaux de restructuration commerciale du Gros Chêne à Maurepas.
- Programmation d'interventions ponctuelles en cours sur la Bellangerais, Cleunay et Kennedy (vacances nécessitant un accompagnement)
- Un permis de construire valant autorisation d'exploitation commerciale est attendu en 2026 pour le site Cleunay Porte de Lorient
- Soutien et animation de l'activité commerciale :
 - Accompagnement opérationnel de l'animation commerciale
 - Favoriser la co-construction des projets urbains avec les acteurs
 - Renforcement du dialogue au quotidien avec les commerçants
 - Réactualisation des conventions posant le cadre partenarial de la Ville de Rennes et les associations commerçantes

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.85 M€	0.91 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

2.37 M€	2.55 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.12 M€	0.11 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

- + Gestion des déchets sur les marchés de plein air : amélioration du tri des déchets et mise en place de bacs supplémentaires pour satisfaire aux exigences de propreté.
- + Le Plan d'Action Commerce Centre-ville de Rennes (2023-2026) consacre un axe stratégique aux transitions, axe décliné en 3 engagements et 14 actions (ex : Dispositif SARE avec l'Alec, Marché anti gaspi, installation d'un ciel de rue...)
- + L'accompagnement des commerçants et artisans à l'engagement de travaux et démarches en matière de transition énergétique et de Responsabilité Sociétale des Entreprises (RSE) est travaillé tout à la fois dans le Pass Commerce et Artisanat, ainsi que dans l'outil d'auto diagnostic RSE développé par Rennes Métropole.
- + Carré Rennais, Association des Commerçants Non Sédentaires pour la Promotion des marchés d'Ille-et-Vilaine (ACNSP) : suivi des conventions intégrant les enjeux de la transition écologique.
- + Association MaM EVENT (Marché à Manger) : dans la continuité des actions initiées en 2022, promotion d'une gastronomie durable, engagement dans une démarche responsable sur le plan social et environnemental et s'inscrivant dans une démarche zéro déchet
- + Intégration de la transition écologique dans les animations commerciales

Egalité femmes-hommes

- + Suivi de la mise en œuvre de la charte éco-ega pour les conventions de partenariat existant avec les associations commerçantes
- + Suivi du lancement de l'outil d'auto-diagnostic (questionnaire Responsabilité Sociale et Environnementale des Associations : RSEA)

Tranquillité publique, prévention-médiation et prévention des risques

Secteur

Chiffres Clés 2025

112 policiers municipaux au 31/12/25

Près de **5 300** patrouilles de police de proximité dans les quartiers et **2 200** patrouilles dans le centre-ville

425 procédures liées aux stupéfiants

472 PV pour consommation d'alcool -

123 PV pour regroupements générant des troubles à l'ordre public

Près de **3 600** véhicules mis en fourrière dont **810** véhicules épaves

132 caméras de vidéoprotection fin 2025 (+39 en 2025) – 454 réquisitions (298 en 2024)

9 Groupes de Partenariat Opérationnels (GPO)/an/quartier (soit **45**)

2 cellules de veille/an/quartier (soit **12**)

15 TIG/TNR accueillis (Travaux d'Intérêt Général/Travaux Non Rémunérés)

35 rappels à l'ordre auprès de mineurs

De 60 à 80 personnes rencontrées chaque mois par la médiatrice tranquillité publique - errance (hausse)

7 postes de médiateurs à l'école

11 500 logements couverts par la médiation de nuit

Maison des Femmes : **160 femmes et 25 enfants** accueillis/mois en moyenne

22 rdv polices-habitants - **154** habitants reçus

56 déploiements du poste mobile de proximité - **870** habitants reçus

+ de **4 000** ERP répertoriés (suite à des travaux) dont **644** visités - **289** ERP municipaux

En moyenne chaque année + de **160** manifestations autorisées dans les ERP

+ de **390** dossiers de demande d'autorisation de travaux instruits pour construire, aménager ou modifier un ERP en 2025

6 commissions de conciliation

Les enjeux

- Assurer la tranquillité publique
- Faire vivre le partenariat stratégique et opérationnel autour des enjeux de sécurité, de prévention et de tranquillité publique
- Contribuer à la préservation de la tranquillité publique et à la prévention des passages à l'acte violents par l'intervention de médiateurs
- Renforcer la prévention auprès des mineurs et soutenir les parents confrontés à la délinquance
- Améliorer la prise en charge des victimes, notamment de violences existes et sexuelles
- Associer/informer les habitants et améliorer le lien polices-population
- Prévenir les risques incendie, assurer le suivi des ERP en avis défavorable, assister aux visites périodiques et d'ouverture, s'assurer du bon déroulement des travaux et manifestations dans les ERP

Les actions 2026

- Animation du Conseil Local de Sécurité et de Prévention de la Délinquance (CLSPD)
- Médiation : médiation de nuit, médiation de jour sur quartiers Sud et Cleunay (2 binômes), 1 binôme sur quartiers Nord, accompagnement du dispositif de médiation à l'école (7 postes), médiation municipale
- Prévention de la délinquance : 2^{ème} année scolaire de déploiement de Limits : formation des professionnels sur Bréquigny et Villejean, sessions spéciales enseignant.es, intervention auprès des scolaires de Trégain, T. Morisson, J. Prévert et P. Lafaye, rappel à l'ordre
- Lutte contre les violences sexuelles et sexistes, accompagnement des victimes : 3^{ème} année pleine de fonctionnement de la Maison des Femmes
- Police Municipale et Brigade Anti-Incivilités (BAI) : renforcement de l'action de la BAI dans le cadre de la lutte contre les dépôts sauvages de déchets (procédure de sanction administrative) ; poursuite des actions favorisant le lien police – population (poste mobile de proximité, rdv police habitants, actions de prévention dans les écoles)
- Vidéoprotection : installation en 2026 de 50 nouvelles caméras. Étude du schéma directeur en cours pour évolution du système
- Vie Nocturne : animation des travaux, formation des acteurs du groupe de travail violences sexistes et sexuelles la nuit à Rennes
- Gestion des risques :
 - Prévention les risques incendie : gestion continue et vigilante des dossiers en matière de police de l'incendie et de l'accessibilité des ERP
 - Processus de contrôle de la sécurité des bars et restaurants N 5^{ème} catégorie
 - Diffusion du Document d'Information Communal sur les Risques Majeurs et sensibilisation du grand public à la culture du risque

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

9.00 M€	9.49 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.92 M€	0.92 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

1.40 M€	1.31 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.07 M€	0.03 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

- + Remplacement progressif des véhicules thermiques de la police municipale par des véhicules électriques : 7 nouveaux véhicules électriques en 2025
- + Actions de sécurité routière de la Police Municipale renforcées afin de favoriser un meilleur partage de la route et le développement des mobilités douces : contrôles vitesse, contrôles ZTL, actions en direction des cyclistes, contrôle des stationnements sur pistes cyclables, etc...
- + Intégration d'une clause sociale et environnementale dans les marchés publics de médiation

Egalité femmes-hommes

- + La Police Municipale de Rennes comprend en 2025 32% de femmes dans la filière active là où les femmes représentent 22,7% des effectifs dans la filière active de la Police nationale
- + Poursuite de la sensibilisation des agents PM et BAI en 2025, en lien avec le SPDM, sur le sujet des violences sexistes et sexuelles

Chiffres Clés 2025

Service État Civil-Événements de Vie : **200 000** prestations

(dont **+150 000** délivrances d'actes, **+ 15 000** actes créés, **+ 30 000** mises à jours d'actes)

Service État Civil Formalités : **130 000** prestations délivrées (dont **80 235** prestations titres)

Service Funéraire :

50 000 usagers reçus

49 300 visites en ligne

1 058 inhumations dont 394 en cinéraires

799 concessions acquises ou renouvelées pour 459 980 € de recettes

226 nouveaux emplacements funéraires concédés et 82 emplacements cinéraires

3 744 opérations funéraires en ligne

Service Élections Réglementations Recensements :

129 148 électeurs votants pour les Municipales 2026 (au 19 02 26)

115 bureaux de vote pour les scrutins 2026 et 2027

Mise à jour de la liste électorale 2025 – année sans scrutin avec :

6 444 nouvelles inscriptions dont

2 188 inscriptions d'office

2 155 changements d'adresses dans Rennes dans Rennes et 8 750 radiations

Les enjeux

- Prestations administratives
- Organiser les élections
- Recenser la population

Les actions 2026

→ Événements de vie

- Améliorer les conditions d'accueil des usagers (pôles naissances, Unions et Décès)
- Dématérialiser la mise jour des actes de l'état civil

→ Formalités :

- Aménagement des postes de travail Formalités dans la mairie de quartier de Villejean pour améliorer les conditions de travail, la sécurité des agents et faciliter le contact avec les usagers + finalisation des aménagements initiés à Victor Hugo

→ Funéraire :

- Lancement d'une étude externe pour anticiper les besoins futurs en capacités d'accueil funéraire (à 10, 20 et 30 ans) et proposer des solutions face à la saturation des cimetières rennais et à l'évolution des pratiques.
- Poursuite de la protection du patrimoine funéraire avec la reprise de nouvelles chapelles et monuments anciens
- Extension des bureaux d'accueil au cimetière de l'Est d'ici 2027
- Préparation du schéma directeur des cimetières prévu en 2027 autour de 2 axes :
- Renforcer la trame végétale structurante et diffuse dans le but d'augmenter significativement la part végétale dans les cimetières
- Remettre à niveau certains équipements (réseaux, locaux, signalétique, éclairage...)

→ Élections Réglementations Recensements :

- Élections municipales : Expérimentation d'une remontée des participations en cours de journée depuis les centres de vote via un module "Mobilité" sur smartphone, possible depuis la migration du nouveau logiciel élections
- Recensement citoyen : informer les jeunes sur les dates de recensement citoyen pour la réalisation obligatoire de leurs parcours de citoyenneté (via Instagram et l'établissements scolaires publics et privés)

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

5.87 M€ **6.32 M€**

Recettes de fonctionnement

0.75 M€ **1.02 M€**

Dépenses d'investissement

0.01 M€ **0.01 M€**

Recettes d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Envoyé en préfecture le 06/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 035-213502388-20260427-DCM_2026_110-DE

QUALITE DES ESPACES PUBLICS

- Propreté publique
- Jardins et biodiversité
- Gestion du domaine public et des espaces de circulation
- Développement des déplacements doux

±

++.....

+.....

++_____

++_____

+++

Chiffres Clés 2025

Nombre de KM de domaine public voirie à entretenir : **560 kms**

Nombre de marchés alimentaires à traiter : **15**

Nombre heures de propreté manuelle (y compris micro balayeuses) : **123 000 heures**

Nombre d'heures de fonctionnement balayeuses 2 et 4m3 : **16 000 heures**

Nombre d'heures de fonctionnement laveuses/décapeuse : **4 450 heures**

Tonnage déchets collectés : **3 360 T** collectés (1 426 T recyclés – 562 T compostés – 1 372 T incinérés)

Nombre sanitaires publics : **98**

Nombre corbeilles de rue : **1 539**

Les enjeux

- Assurer la propreté et la mise en sécurité des rues
- Agir sur la prévention via avec des actions de médiation et de verbalisation

Les actions 2026

- Poursuivre le nettoyage quotidien et après évènements des voiries, trottoirs, etc.
- Poursuivre l'effacement des tags, l'entretien des sanitaires, l'enlèvement des encombrants et dépôts sauvages
- Maintenir les conventions avec ALCOME et CITEO pour lutter contre les mégots et les emballages abandonnés dans l'espace public
- Développer le tri Hors Foyer conformément à l'appel à projet dont nous sommes lauréats
- Mener à bien l'étude Comportementale initiée
- Finaliser le schéma directeur des Sanitaires Publics
- Réactualiser le plan Neige et Verglas municipal

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

8.48 M€	8.43 M€
----------------	----------------

Recettes de fonctionnement

0.96 M€	0.96 M€
----------------	----------------

Dépenses d'investissement

1.31 M€	1.14 M€
----------------	----------------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
----------------	----------------

Climat et transition écologique

L'étude des émissions de Gaz à Effets de Serre au niveau de l'ensemble de la Direction de la Voirie nous amène à l'analyse des impacts attribuable à l'unité Propreté

Nous prendrons livraison courant 2026 d'une balayeuse de 5m3 électrique et d'une micro balayeuse électrique, toutes deux premières dans ces gammes à intégrer notre parc.

Nous continuerons à accompagner la mise en place de marchés sans déchets ou de marchés avec tri.

Chiffres Clés 2025

898 ha d'espaces verts publics

39,20 m² d'espaces verts publics par habitant - **24 %** de surface couverte par la canopée - **140 000** arbres - **3 %** d'eau

406 agents aux jardins, aux espaces verts et à la biodiversité - **100 %** des espaces verts en gestion écologique

Plus de **5,4 km** de trottoirs végétalisés par les habitants dans le cadre de l'opération "Jardiner ma rue"

11 sites de jardins familiaux totalisant **1 031** parcelles

102 jardins partagés

46 vergers citoyens

340 aires de jeux

Environ + **5 000** arbres par an en solde net

Les enjeux

- Assurer la maintenance des espaces verts
- Développer la biodiversité
- Aménager et rénover les espaces verts
- Créer et assurer la maintenance des jardins familiaux et partagés
- Développer l'agriculture urbaine
- Aménager et assurer la maintenance des espaces funéraires
- Alimenter l'observatoire de la biodiversité

Les actions 2026

- Livraison des aménagements des prairies Saint Martin, des portes Mordelaises, du skate parc fresnais, de l'îlot des Hautes-Ourmes, quais conteneurs de la Courrouze
- Réaménagement de 2 cours d'école non genrées et végétalisées, végétalisation partielle de 2 cours pour apporter des zones de fraîcheur
- Réaménagement de l'aire de jeux du parc de Bréquigny
- Livraison d'opérations du budget participatif (saisons précédentes : Jardin Marocain, Skate-park Fresnais, Reconnaître les arbres en ville, playground basket 3x3, square Lavanant, Pour la meilleure aire de jeux de Rennes, Vert Maurepas, îlot de fraîcheur église St Etienne, jeux école Gantelles) et lancement des 25 projets qui seront retenus dans le cadre de la 7ème saison
- Différents types de plantation pour un total supérieur à 6000 nouveaux arbres : vergers, micro forêts, boisements, haies bocagères, végétalisation de rues...
- Poursuite de l'installation d'agriculteurs dans le cadre de l'agriculture urbaine : la ferme du Turfu à la Prévalaye, Grange de la ferme de Quincé et la ferme florale sur le site du petit Champeaux
- Dés-équipement en corbeilles dans les parcs et jardins de Rennes avec mise en place d'abri bacs permettant le tri des déchets. Parcs des Tanneurs, Parc de Villeneuve, jardin de la Binquenaïs, le parc de Maurepas
- Lancement du réaménagement de la coulée verte
- Prise en gestion des sites des Bougrières et lillion et du secteur Dordain

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

19.19 M€	20.57 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

0.31 M€	0.32 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

7.44 M€	5.48 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

1.36 M€	0.79 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

Agriculture urbaine :

- 102 jardins partagés, 472 ha de surface agricole utile
- 46 vergers, soit 6 ha existant et 28 en projet sur l'espace en gestion DJB
- 80% des groupes scolaires bénéficient d'au moins un potager scolaire
- 28 exploitations occupent et entretiennent des parcelles ville de Rennes
- 7,5 ha en cours d'exploitation en maraichage bio (lancement de la production en 2025), 2 ha de prairies bientôt exploitées en floriculture (lancement de la production en 2027)
- 3 tiers lieux agricoles et culturels : la Basse-Cour, la Ferme de Quincé, la Garden Partie
- 13 sites d'apiculture = 89 ruches

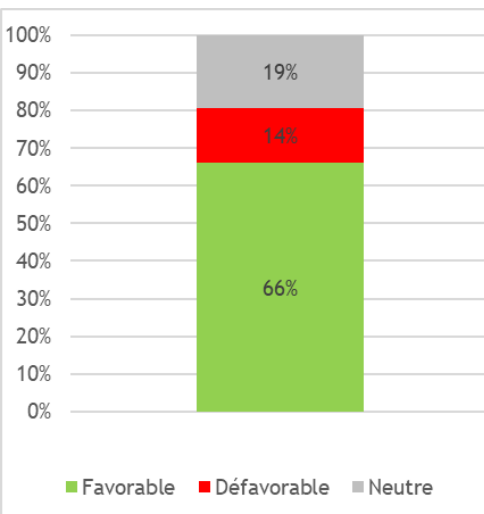
Parc matériel :

Décarbonations du parc matériel avec le déploiement majoritaire de matériels, équipements et véhicules électriques en lien avec les objectifs de Parc Auto.

Économie circulaire :

Récupération eau de pluie : déploiement de la stratégie de récupération de l'eau de pluie (mise en place d'un équipement test (20m3) pour création d'un maillage de site sur la ville. Réalisation de citerne de stockage sur un site permettant le stockage de 300m3 minimum.

Réutilisation matériel/matériaux : dans les projets et opérations, une part des travaux est couverte par de la récupération et valorisation de matériaux ou matériel (concassage, scierie mobile, compostage, réutilisation d'équipement, ...). Le projet en 2026 est de mettre en place la valorisation des déblais générés par l'activité pour créer des substrats fertiles (réduction de consommation de ressources de terre végétale)



Impact des investissements du secteur sur l'atténuation au changement climatique (6.2M€ cotés en 2024)

Favorable :

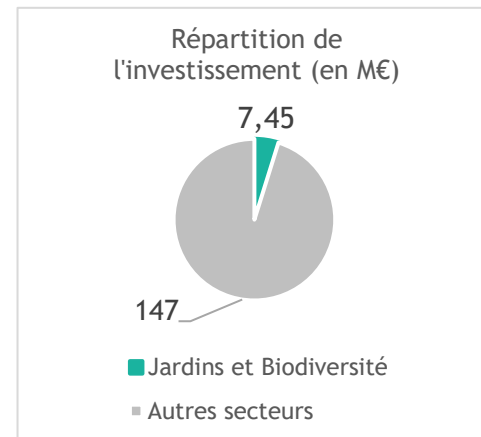
- Opérations dans les parcs très arborés de la Ville, valorisation de la captation carbone des arbres (Prairies St martin, Secteur Gayeulles)

Défavorable :

- Création d'équipement avec artificialisation (Cimetière de l'Est, création d'un ossuaire)

Neutre :

- Opérations dans les parcs peu arborés de la Ville



Egalité femmes-hommes

La requalification de 3 cours d'écoles (désimperméabilisation, végétalisation, cours non genrées)

2025	2026
Sonia Delaunay maternelle	Gantelles élémentaire
Sonia Delaunay élémentaire	Volga élémentaire
Torigné élémentaire	Jean Rostand maternelle

Locaux équipes DJB : aujourd'hui 27 sur 34 locaux au total sont dotés de vestiaires masculins et féminins.

Livraison de locaux mixtes :

- Création : Locaux rue de Pologne pour deux équipes du Blosne Livraison janvier 2026

- Rénovation :

- Local allée de Berne (sanitaire, douche supplémentaire et espace de restauration)
- Local parc Oberthur : réfection total (bureaux/ vestiaires/local matériel) avec déconstruction partielle et reconstruction et création d'un local féminin
- Démarrage des études en 2026 pour l'aménagement du local Salengro (travaux 2027)

Chiffres Clés 2025

9 071 places de stationnement payant sur voirie (**7 791** en secteur vert, **1 280** en secteur rouge) **825** horodateurs

5 440 autorisations diverses (arrêtés de circulation, occupations du domaine public, déménagements, ...)

297 victimes dans **256** accidents routiers

Activité des ASVP et de la Police Municipale :

1 335 PV émis pour stationnement sur trottoir

303 PV pour stationnement sur passage piéton

178 PV pour stationnement sur piste cyclable

171 PV pour excès de vitesse

154 PV émis concernant des cycles, cyclos et EPDM

Les enjeux

- Assurer la circulation et le stationnement sur le domaine public
- Aménager les espaces verts et les ouvrages spécifiques en lien avec les aménagements de la voirie
- Aménager les passerelles pour permettre un accès facilité aux cours d'eau

Les actions 2026

- Extension des zones de stationnement payant, en périphérie des zones existantes, envisagées sur les secteurs St Malo/Gros Malhon et des Mottais
- Les plantations dans le cadre des opérations suivantes : Passage à niveau boulevard Marbeuf, carrefour Danton/Vitré, Axe Nord Sud (rue d'Antrain), ZAC Plaisance
- L'aménagement des espaces publics de la ZAC Blosne Est : avenue des Pays-Bas, place Jean Normand
- Poursuite des actions de sécurité routière de la Police Municipale ; contrôles vitesse, contrôles ZTL, stationnement gênant et dangereux, contrôles des EPDM et des cycles – opérations de sensibilisation dans les écoles (pass piétons) et sur les espaces publics
- Poursuite de l'action de la BAI créée en janvier 2024, l'une de ses missions principales étant la lutte contre le stationnement gênant (stationnement sur trottoir, stationnement entravant l'accès des véhicules de collecte, de secours, etc.)

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

5.00 M€	5.05 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

7.51 M€	8.57 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

1.67 M€	3.43 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

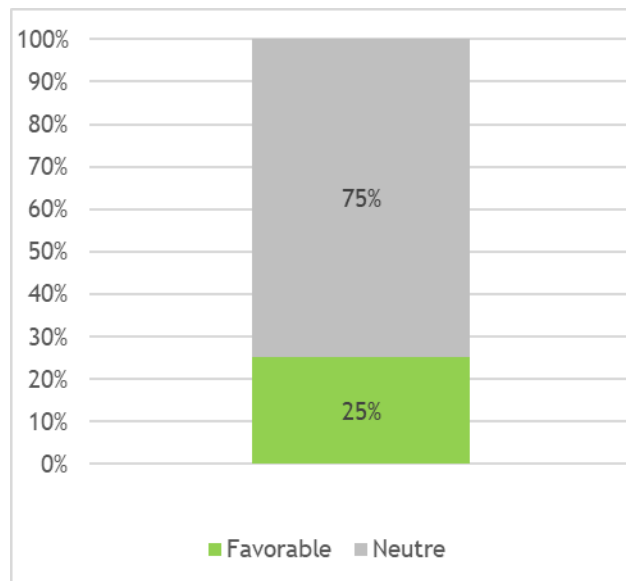
0.75 M€	0.31 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

Le Guide d'aménagement des espaces publics impose une surface de canopée d'au moins 30% après tout aménagement. Cette règle se traduit par des dépenses relatives aux arbres et espaces verts dans le cadre des opérations d'aménagement de voiries et espaces publics. Elle permet d'adapter la Ville au changement climatique, de lutter contre les îlots de chaleur, de développer la biodiversité et de capter du carbone par le développement des arbres.

La Ville de Rennes a pour objectif de réduire la place de la voiture individuelle dans les déplacements quotidiens, ainsi en parallèle du développement de l'offre de transport en commun, une politique de stationnement et de circulation sur le domaine public sont mis en place afin d'encourager le report vers d'autres modes de déplacements.

Impact des investissements du secteur sur l'atténuation au changement climatique (3.5M€ cotés en 2024)



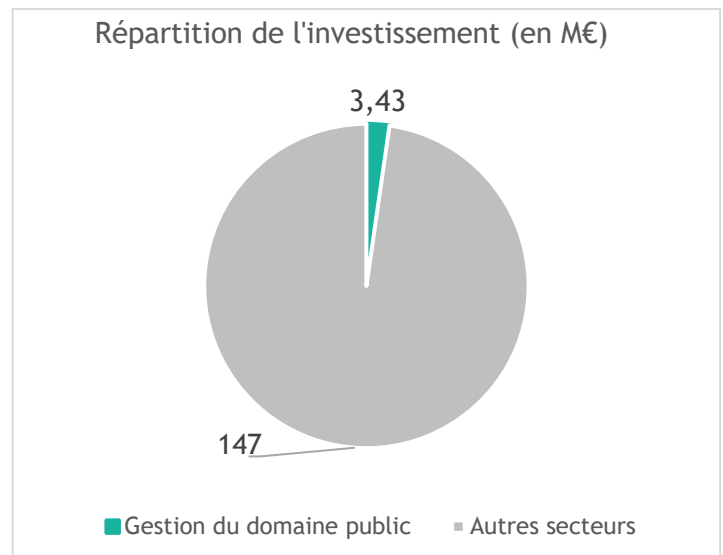
Favorable :

- Politique de stationnement payant / report vers d'autres modes de transports

Neutre :

- Aménagement aux abords des stations de métro de la ligne B, infrastructures ZAC Blosne

Répartition de l'investissement (en M€)



Chiffres Clés 2025

Objectif du PDU :

Pour Rennes Métropole :
passer la part modale du vélo de **3,2 %** à **9 %** d'ici 2030 (soit plus de 9% pour la ville de Rennes où la part du vélo était déjà de 5% en 2018)

95% des voies en zone de circulation apaisée (30 km/h)

23 classes formées à la pratique du vélo par an, soit un peu plus de **500** élèves (hors action direction des sports) + environ 200 adultes accompagnés par des cycles de remise en selle

+97 % d'augmentation du trafic vélo dans le centre-ville entre 2019 et 2025

La raison d'être du secteur

- Promouvoir le développement des modes actifs par le biais de campagnes de communication et d'événementiels
- Renforcer la communication sur les enjeux associés au partage de l'espace public
- Alimenter l'observatoire des déplacements
- Accompagner les associations agissant en faveur des modes actifs

Les actions 2026

- Dans le cadre du plan piéton, le jalonnement piéton va se poursuivre en lien avec les ChronoStar, et dans la perspective des trambus, pour accompagner l'impulsion des déplacements à pied en tant que mode de déplacement indissociable des déplacements effectués en transport collectif
- Dans la continuité du plan vélo Rennes 2020, les projets d'aménagement de voirie continueront d'être prioritaires partout où les conditions sont réunies. En parallèle, la ville poursuit son programme de sécurisation des carrefours accidentogènes pour les cycles et les piétons
- Ces aménagements s'accompagnent du déploiement de services vélo de stationnement (également pour des vélos cargos) et des stations de gonflage.
- Le soutien à des organismes de promotion du vélo est maintenu (Roazhon Mobility, Rayon d'Action, Réseau Vélo et Marche)
- A l'instar des autres communes de la métropole rennaise, la tournée du bus de la maison du vélo mobile va se poursuivre dans les quartiers rennais.
- La fête du vélo et de la marche, organisée une année sur deux, sera programmée en 2026, associée cette année au cargo bike festival visant à faire la promotion événementielle des solutions de vélo pour différents types d'usages.
- Les sessions d'apprentissage vélo pour les enfants dans le cadre du Savoir Rouler à Vélo (SRAV) ainsi que pour les adultes (remise en selle) se poursuivent.

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.07 M€	0.07 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.01 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

Toutes les actions s'inscrivent dans une action du PCAET plus large visant à augmenter la part modale du vélo dans les déplacements :

- Carrefours aménagés pour sécuriser les déplacements piétons et cycles :
 - 2 giratoires ont été réaménagés en faveur des piétons et des cycles : St-Malo/Gabriel Germain, Leroux/Langevin/Viollis ; 1 carrefour à feux a été totalement réaménagé au profit des cycles : Vitré/Danton/Foulon
- Nombre de stationnements vélos déployés : environ 8340 supports soit 16 680 places sur la ville de Rennes
- Une déclinaison rennaise de la campagne nationale de communication "priorité au respect" a été lancée au printemps 2025 sur la ville de Rennes, avec 6 visuels différents permettant de s'adresser à l'ensemble des usagers de l'espace public.
- Publics touchés par les actions d'accompagnement :
 - Un peu plus de 500 élèves d'écoles élémentaires en 2024-2025 (hors action Direction des sports)
 - Un peu plus de 200 adultes accompagnés par des cycles de remise en selle avec Roazhon Mobility (partiellement financées par le SMU, la cité éducative, le contrat de ville) : remise en selle adhérents association + parents quartier Maurepas et adultes quartiers Cleunay et le Blosne
 - Les actions de sensibilisation type fête du vélo : en 2025, pas de fête du vélo et de la marche (qui se tient à présent un an sur deux) mais soutien à l'événement de déambulation à vélo le "Tour de Reine", organisé par les associations l'm From Rennes et la Petite Rennes, en programmant, avec Rayons d'Action, une convergence à vélo depuis 12 communes de la Métropole vers Rennes. Environ 850 participants au Tour de Reine (dont un peu plus de 100 personnes participantes à la convergence).

Egalité femmes-hommes

Dans le cadre des sessions de remise en selles adultes organisées par l'association Roazhon Mobility, environ 90 % des élèves sont des femmes. 180 femmes environ ont ainsi pu être formées pour leur permettre une plus grande autonomie dans leurs déplacements à vélo en ville.

AMENAGEMENT DURABLE ET SOLIDAIRE

- Aménagement urbain

+

++.....

+.....

++.....

+++

++.....

Chiffres Clés 2025

43 transactions (acquisitions, cessions)

1 666 DIA reçues et **6 instructions** pour **3** préemptions in fine

83 DIA commerciales instruites

11 opérations d'aménagement en régie et **10** opérations concédées, dont le Centre-Ancien,

10 revues de projets en conseils de quartiers **72** dossiers suivis au titre de la charte Construction et Citoyenneté soit **3 340** logements (hors modif hébergement en cours)

1 732 logements autorisés (permis de construire) soit l'objectif annuel du PLH 2023/2028 (1700/an)

3 quartiers prioritaires retenus de la convention pluriannuelle NPNRU dont **4** opérations d'aménagement : ZAC Blosne Est, ZAC Maurepas-Gayeulles, ZAC Gros Chêne, ZAC Normandie Saumurois et **1** secteur en cours de réflexion avec l'élaboration d'un schéma directeur sur Villejean

172 M€ de subventions attendues pour réaliser le NPNRU sur cette période dont **70%** sont engagées à ce stade. **111** opérations sont engagées sur **143**

La raison d'être du secteur

- Acquisitions et cessions du foncier
- Aménagement urbain (dont Centre ancien)
- Instruction des autorisations du Droit des sols
- Promotion de la qualité architecturale et urbaine
- Aménagement des quartiers relevant du NPNRU conformément aux objectifs conventionnés

Les actions 2026

- Poursuite de la mise en œuvre des politiques publiques NPNRU et des projets d'aménagement prioritaires : Maurepas Gayeulles, Maurepas Gros Chêne, Le Blosne et Villejean
- Poursuite de la réalisation des ZAC concédées (Beauregard-Quincé, Gayeulles) et en régie (Armorique, Haut Sancé)
- Poursuite de l'opération d'aménagement "Rennes-Centre ancien" concédée à Territoires Publics en tenant compte des nouveaux enjeux de l'opération (biodiversité, énergie)
- Poursuite du cadrage urbain sur les projets diffus à l'échelle des rues de faubourgs, en lien avec les projets Trambus et axes prioritaires bus (rues de Nantes/Bd Pompidou, Patton, Chateaugiron ...)
- Création mi-2025 d'un Périmètre Délimité des Abords (PDA) unique pour l'ensemble du centre-ville de Rennes
- Approbation mi-2025 de la 2ème modification du PLUi
- Mise en œuvre du nouveau PLH (ex : 30% de logements sociaux dans les ZAC contre 25% sur le PLH précédant)

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

2.18 M€	6.78 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

1.20 M€	16.37 M€
---------	----------

Dépenses d'investissement

15.91 M€	16.65 M€
----------	----------

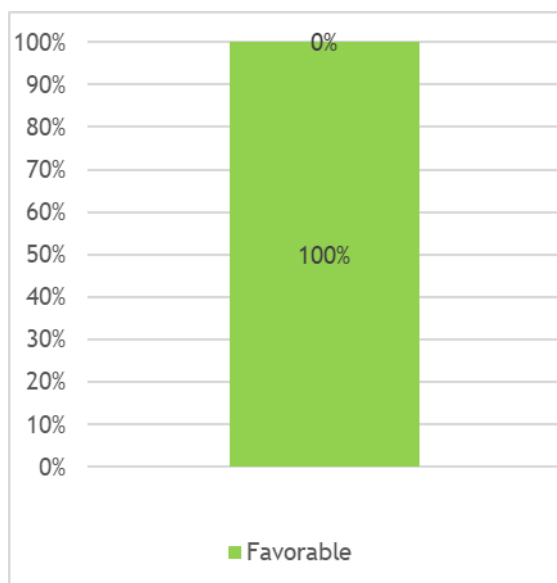
Recettes d'investissement

4.61 M€	8.83 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

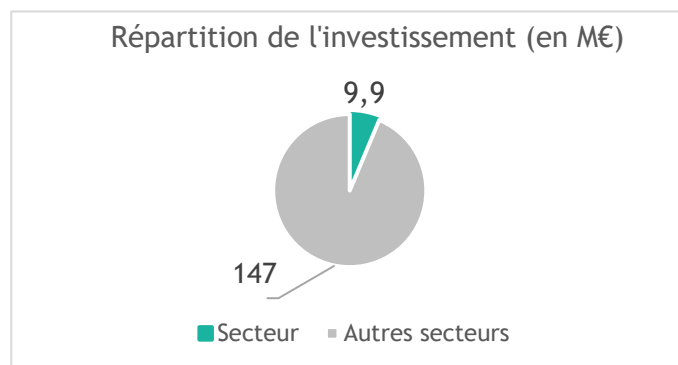
La capacité des sols de pleine terre à stocker du CO2 est bien documentée. Dès lors, la lutte contre l'artificialisation des sols participe à la lutte contre le dérèglement climatique.

Impact des investissements du secteur sur l'atténuation au changement climatique (1.7M€ cotés en 2024)



Favorable :

- Achat de terrains pour des projets en renouvellement urbain

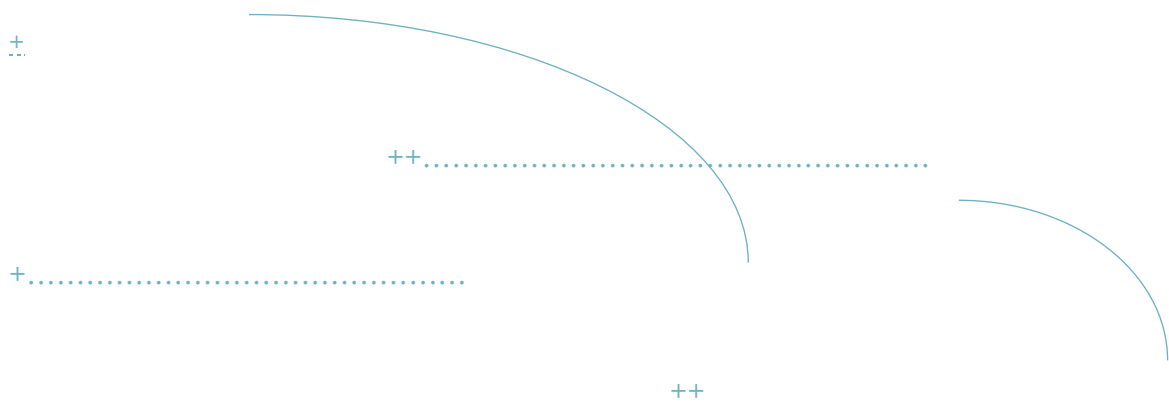


Egalité femmes-hommes

Depuis le lancement du NPNRU jusqu'au 30 juin 2025, 7 % des heures de travail effectuées dans le cadre de la clause d'insertion ont été réalisées par des femmes

PILOTAGE DE L'ACTION PUBLIQUE

- Communication
- Ressources Humaines
- Stratégie et gestion immobilière
- Stratégie et gestion financière
- Logistique
- Gestion et Développement du Système d'Information
- Vie de l'institution, Sécurité juridique et Commande Publique
- Prospective, évaluation et politiques temporelles
- Gestion et développement du système de données territoriales



Chiffres Clés 2025

11 numéros du journal "Ici Rennes" diffusés à 240.000 exemplaires

250.000 visiteurs uniques par mois sur le site metropole.rennes.fr

400.000 pages vues par mois sur le site metropole.rennes.fr

190.000 abonnés actifs aux réseaux sociaux : Facebook, Instagram et LinkedIn

50% des habitants connaissent au moins un des supports d'information de la collectivité

11.000 spectateurs sur Transat en ville 2025

Plus de 150 projets de communication ont été traités pour la Ville ou pour des projets communs avec Rennes Métropole

312.000 spectateurs ont assisté aux projections sur l'Hôtel de Ville

468 actions presse menées pour médiatiser 348 événements.

1 426 contacts presse traités

150 analyses de projets de communication en période pré-électorale

81/100 : la note attribuée à la Ville par l'AFNOR sur la relation citoyen

Les enjeux

- Informer le public
- Communiquer autour des opérations grand public et de l'événementiel
- Contribuer à la valorisation du territoire
- Organiser les fêtes et cérémonies
- Piloter la stratégie de communication

Les actions 2026

- **Accompagnement de projets liés aux priorités du mandat**
 - **Inaugurations et premières pierres** : dernière phase des prairies Saint-Martin, avancée du projet Hôtel Dieu, inaugurations de la promenade des Portes Mordelaises, de la piscine de Villejean et de la crèche Henri Wallon
 - **Travaux et grands projets** : projet des quais de Vilaine et rénovation du Palais du Commerce, stratégie paysagère en cœur de Rennes et plantations d'arbres, réaménagement des carrefours accidentogènes, forums urbains
 - **Propreté publique** : accompagnement des nouvelles actions et sensibilisation des habitants
 - **Participation citoyenne** : budget participatif, observatoire de la participation citoyenne
- **Campagnes de promotion du centre-ville**
- **Événementiel**
 - Suivi des élections municipales : campagne d'inscription et résultats.
 - Communication de l'ensemble de l'offre sport / loisirs / culture proposées par la Ville pour "Cet été à Rennes", avec Exporama
 - Production du Festival Transat en Ville sur la place de l'Hôtel de Ville, au Thabor et dans les autres quartiers de Rennes
 - Production des animations liées aux fêtes de fin d'année dans le cadre de "Cet hiver à Rennes"
 - Coordination et communication des événements labellisés **Dimanche à Rennes**
 - Accompagnement d'événements récurrents : vœux, Journée internationale du droit des femmes, semaine d'information sur la santé mentale etc.
- **Signalétique et identité graphique**
 - Déploiement de la signalétique bibliothèques et refonte de l'identité graphique des Archives
- **Partenariats**
 - Soutien financier aux grands festivals culturels
- **Communication de crise en fonction des divers aléas**

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

5.36 M€ **5.00 M€**

Recettes de fonctionnement

0.47 M€ **1.30 M€**

Dépenses d'investissement

0.22 M€ **0.09 M€**

Recettes d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Impacts territoriaux de la politique publique :

Climat et transition écologique

- + **Rationalisation et optimisation du dispositif de diffusion des documents** (flyers, dépliants, prospectus, cartes postales, affiches des campagnes de communication) pour en améliorer l'efficience
- + **Prise en compte des enjeux de lutte contre le réchauffement climatique dans la consultation portant sur les prestations de traiteurs** dans le cadre des relations aux publics (saisonnalité et traçabilité des produits, empreinte carbone, consommables réutilisables ou recyclables, dispositif d'insertion et de formation pour les personnels...)
- + **Travail de fond pour réduire drastiquement la consommation énergétique et l'impact carbone de tous les outils de communication de la collectivité.** Sur la partie numérique, ce travail d'analyse donne lieu à des recommandations qui sont partagées sur un site dédié, dans une logique de création de communs

Egalité femmes-hommes

- **Création d'un guide des bonnes pratiques sur la communication égalitaire**
Certains supports de communication peuvent encore véhiculer, de manière non intentionnelle, des stéréotypes, notamment de genre. Ces situations concernent en particulier les documents produits directement par les services, dont les équipes ne sont pas toujours sensibilisées aux principes de la communication égalitaire. Afin d'y remédier, une fiche mémo synthétique sera diffusée en 2026 dans l'ensemble des services afin de faciliter l'appropriation de ces bonnes pratiques au quotidien. Elle proposera des conseils opérationnels pour concevoir des contenus éditoriaux et visuels sans stéréotype (sexiste, raciste, grossophobe, lié à la religion, etc.), en s'appuyant sur le guide du Haut Conseil à l'Égalité et sur les enseignements issus des formations menées auprès de la Direction de la communication et de Coprod
- **Formation des agents de la Dircom à la communication égalitaire**
Afin de garantir une communication plus égalitaire au sein de Rennes, Ville et Métropole, des formations sont mises en place à destination des agentes et agents en charge de la production des supports de communication internes et externes, afin de développer des pratiques et des réflexes inclusifs. La démarche sera étendue, en associant notamment le service relations aux publics et relations presse, les personnes nouvellement recrutées ainsi que les personnes référentes communication des autres services des collectivités
- **Intégration d'un paragraphe sur la communication égalitaire dans les briefs et cahiers des charges**
Afin de garantir une application homogène des principes de la communication égalitaire, il est essentiel d'associer ces prestataires aux exigences portées par Rennes, Ville et Métropole. Cette action vise à les sensibiliser dès la phase de commande. Le guide du Haut Conseil à l'Égalité *Pour une communication publique sans stéréotype de sexe* est également cité en annexe afin de servir de référence tout au long de la production des supports
- **Signature de la Convention d'engagement pour une communication sans stéréotypes de sexe**
La Ville de Rennes et Rennes Métropole se sont engagées à signer la convention d'engagement du Haut conseil à l'égalité *Pour une communication sans stéréotype de sexe*. Par cette signature, les collectivités reconnaissent l'importance de prévenir et faire reculer les stéréotypes de sexe dans la communication publique, en interne comme en externe

Chiffres Clés 2025

Postes budgétaires : **3 271**
pour **3 101** agents permanents
plus **27** assistantes maternelles

Nombre de fonctionnaires /
contractuels : **2 848 / 274**

Femme / Homme : **62,2% / 37,8%**

Moyenne d'âge **47** ans dont
28% de plus de 55 ans

Agents dans un dispositif
d'insertion + apprentis + service
civique : **31**

Absentéisme **93 814** jours dont
61 532 en maladie ordinaire

Montant des ARE : **1 626 376 €**

Montant des chèques
déjeuner : **4 220 000 €**

10 489 jours de formation pour
2 299 agents formés (en 2023)

Les enjeux

- Piloter et partager la politique des Ressources Humaines
- Pourvoir les besoins des services par le recrutement de compétences adaptées
- Assurer le bon fonctionnement des services par une gestion efficace des ressources humaines
- Définir et mettre en œuvre les conditions de travail optimales
- Définir et mettre en œuvre la responsabilité sociale de la collectivité comme employeur
- Gérer la relation avec les usagers / agents

Les actions 2026

- Construire un nouvel agenda social pour la période 2024-2027
- Favoriser les recrutements pour garantir la continuité du service public en développant l'attractivité de la métropole employeur : promotion des métiers (marque employeur), valorisation financière, amélioration de l'accueil des recrutés, évolution des modes de recrutement
- Finaliser la mise en œuvre de la feuille de route pluriannuelle d'action sociale (logement, garde d'enfants) sur la base du diagnostic réalisé en 2023
- Accompagner les secondes parties de carrière, dans un contexte global d'allongement des carrières et de vieillissement des effectifs d'agents métropolitains
- Évaluer notre politique volontariste d'insertion professionnelle
- Évaluer la mise en œuvre des 39h hebdomadaires pour les agents de catégorie A et évaluer les expérimentations sur la semaine en 4 jours pour les métiers non télétravaillables
- Lancer la campagne de communication sur les règles incapacitantes
- Renouveler l'enquête sur le ressenti discriminatoire et la perception des violences au travail

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

9.66 M€ **10.22 M€**

Recettes de fonctionnement

3.57 M€ **3.38 M€**

Dépenses d'investissement

0.47 M€ **0.48 M€**

Recettes d'investissement

0.00 M€ **0.00 M€**

Climat et transition écologique

Nombre de déplacements ferroviaires sur le total de déplacements professionnels : 1460 / 2438 voyages

Nombre de formations portant sur la transition écologique :

Au catalogue interne 2026, 3 actions transversales sont inscrites :

- Mobilité douce : Utilisation du vélo en sécurité
- Adaptation au changement climatique
- Comprendre les enjeux de la décarbonation

Égalité femmes-hommes

Obtention de la double labélisation égalité & diversité par l'AFNOR en 2025

Formations et sensibilisations

500 agent-es formé-es aux enjeux de l'égalité, de la diversité, la lutte contre les discriminations et les violences au travail : DRH, DV, DA, DJB

Rencontres de terrain auprès des agent-es pour évoquer Discrim'alerte : DEE, DA, Dircult

Nouveaux ateliers : recrutement égalitaire, rôle du témoin en cas de discrimination ou de violence

Réseau égalité (DAJE/DRH)

Élargissement du Réseau égalité : 53 membres du Réseau dans 24 Directions

Projet sur les règles incapacitantes lancé

Campagne de communication sur les tabous liés aux règles incapacitantes et à la ménopause

Sensibilisations et formations sur les règles au travail

Nouveaux critères pour les tenues professionnelles : "confortables" et de couleur sombre

Cellule d'écoute – Discrim'alert

Discrim'alert : 25 signalements en 2025

Enquête sur le ressenti discriminatoire et la perception des violences au travail en mars 2026

Page intranet dédiée à la cellule

Chiffres Clés 2025

831 contrats actifs dont **731** d'immeubles bâtis et **100** de terrains

718 000 m² dont **566 066** m² gérés énergétiquement **3,10**m²/habitant (avec une population de 234 037 hab en 2025 – source ville-data.com)

16 000 interventions en régie

294 Établissements Recevant du Public (ERP) sont accessibles au 31/12/2024 soit **68** % des surfaces des ERP

-10% sur le tarif unitaire du gaz, **-22%** sur celui de l'électricité par rapport au marché de 2023

Les enjeux

- Optimiser l'usage du patrimoine de la collectivité par le recours à l'éventail des outils de gestion immobilière (démolitions, BEA, locations, cessions)
- Rechercher l'adéquation entre les locaux et les usages dans le cadre des politiques publiques

Les actions 2026

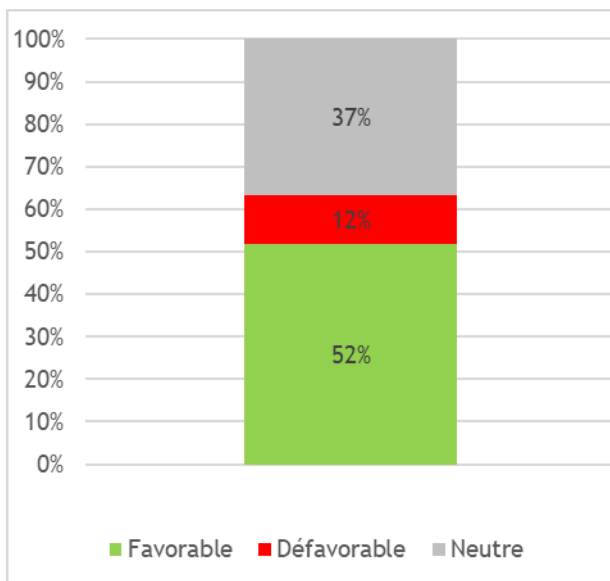
- Commencement en 2026 de la réhabilitation du bâtiment Kléber occupé par la DRH
- Valoriser le patrimoine immobilier de la collectivité : finaliser l'appel à projet Chapelle Saint Yves / finaliser les baux longue durée avec les bailleurs sociaux (1 rue Francisco Ferrer)
- Gestion immobilière : poursuivre la rédaction du BEA Basse Cour / ADAPEI finalisation du bail à construction
- Participer au choix de l'outil GTIP sur périmètre restreint et aux travaux sur la chronotopie
- Plus de 300 opérations de bâtiment de toute taille en cours sur l'ensemble du patrimoine bâti

Budget 2025	Budget 2026
Dépenses de fonctionnement	
25.85 M€	26.51 M€
Recettes de fonctionnement	
5.59 M€	5.80 M€
Dépenses d'investissement	
8.65 M€	10.10 M€
Recettes d'investissement	
0.93 M€	0.96 M€

Climat et transition écologique

Par une volonté d'optimisation du patrimoine de la Ville de Rennes, la stratégie immobilière questionne les obligations de la Ville de Rennes sur son parc tant privé que public en termes de rénovation énergétique et au regard des différentes politiques publiques. Il peut également participer aux objectifs de sobriété foncière et de zéro artificialisation nette en orientant le devenir d'un bien vers un changement de destination.

Impact de l'investissement du secteur sur l'atténuation au changement climatique (3.2M€ cotés en 2024)



Favorable :

- Rénovation énergétique des bâtiments, pilotage énergie des bâtiments ;

Défavorable :

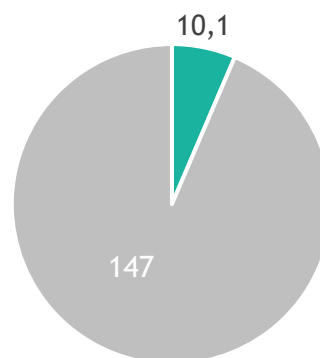
- Création d'équipements avec artificialisation (nouvelle cuisine centrale, locaux DJB Le Blosne)

-

Neutre :

- Entretien et maintenance du bâti municipal
- Rénovations sans visée énergétique

Répartition de l'investissement (en M€)



■ Stratégie de gestion immobilière ■ Autres secteurs

Chiffres Clés 2025

Aa3 perspective négative : note financière accordée à la ville de Rennes en octobre 2025 à la suite de la dégradation de la note de la France.

186,4 M€ de fiscalité ménages en 2025 (taxe d'habitation et taxes foncières) acquittée par les contribuables rennais

58,9 M€ de dotation globale de fonctionnement versée par l'État en 2025

301 M€ d'encours de dette au 1^{er} janvier 2026 pour une annuité (intérêts et capital) de **29,8 M€** en 2025

42 474 mandats en 2025

19,6 jours : délai moyen de paiement au Budget principal en 2022 **dont 15,6 jours de délai de traitement interne** et 4 jours de délai de paiement du comptable public.

20 jours de formation interne dispensés, 77 personnes formées

Les enjeux

- Assurer l'élaboration du budget au regard des objectifs de politiques publiques et de l'objectif de soutenabilité financière
- Animer le dialogue de gestion
- Poursuivre les travaux de prospective afin de garantir l'autonomie financière de la collectivité
- Mobiliser les ressources externes
- Optimiser la gestion active de la dette
- Garantir la qualité comptable et sécuriser les processus de la chaîne comptable

Les actions 2026

- Sélectionner les financements de long terme en fonction de la performance financière des offres, de la transparence et de la responsabilité sociétale et environnementale des établissements prêteurs
- Poursuivre la gestion active de trésorerie
- Diagnostic du contrôle interne de la chaîne comptable déconcentrée : formalisation des organigrammes fonctionnels nominatifs des intervenants de la chaîne comptable
- Création d'une mission qualité comptable chargée d'assurer le support aux directions opérationnelles dans l'exécution financière du budget, de superviser les opérations comptables et de former-informer au quotidien les agents comptables du réseau déconcentré

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

15.66 M€	13.32 M€
----------	----------

Recettes de fonctionnement

292.96 M€	304.24 M€
-----------	-----------

Dépenses d'investissement

27.21 M€	43.41 M€
----------	----------

Recettes d'investissement

87.16 M€	82.76 M€
----------	----------

En 2025

L'article 191 de la loi de finances pour 2024 introduit une nouvelle annexe au compte administratif qui permet de mesurer l'impact des budgets locaux sur la transition écologique. À terme, l'annexe verte cotera l'ensemble des dépenses d'investissement de la collectivité selon 6 axes :

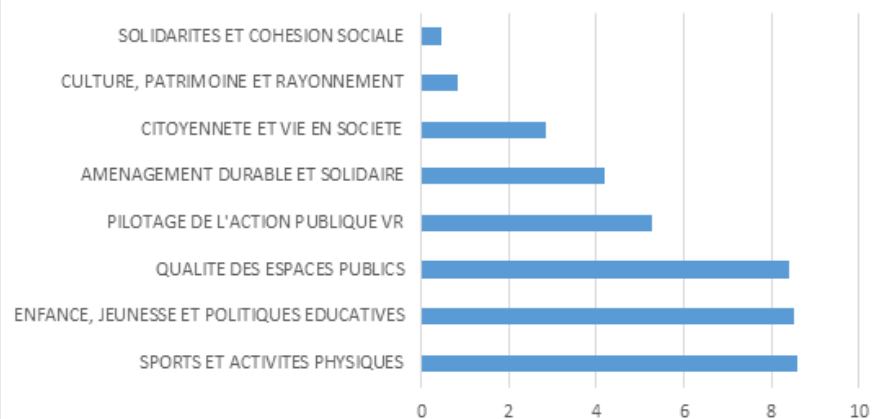
- Atténuation du changement climatique (2024)
- Préservation de la biodiversité et protection des espaces naturels, agricoles et sylvicoles (2025)
- Adaptation au changement climatique et prévention des risques naturels (2027)
- Gestion de la ressource en eau (2027)
- Économie circulaire, gestion déchets, prévention risques technologiques (2027)
- Prévention et contrôle des pollutions de l'air et des sols (2027)

Le périmètre de cotation 2024 ne concerne pas la totalité des dépenses. Il recouvre 17 comptes relatifs aux dépenses d'équipements pour le budget Principal. Ont ainsi été cotés, conformément aux obligations réglementaires : 39 M€ cotés pour le budget principal sur 56,6M€ de dépenses d'investissement hors emprunt (soit 68,9%) ;

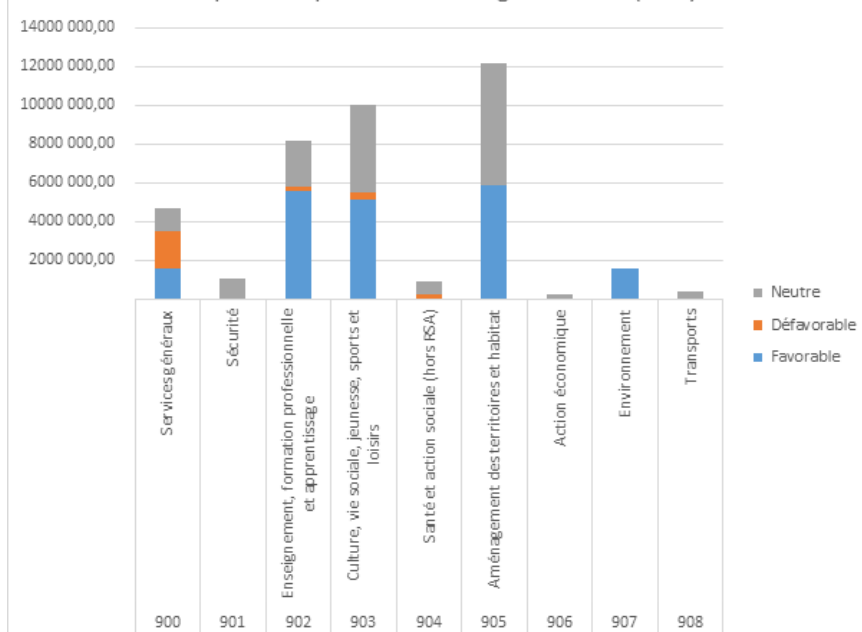
Les politiques publiques majoritairement cotées sont :

- 22% essentiellement pour la politique Sports et activités physiques ;
- 22% pour la politique Enfance, jeunesse et politiques et éducatives ;
- 21% pour la politique qualité des espaces publics.

Dépenses d'investissement cotées en 2024 par Politique Publique (en M€)



Répartition par fonction budgétaire M57 (en €)



Chiffres clés 2025

2 182 240 repas dont :

- 1 637 931 pour les scolaires et centres de loisirs
- 41 915 pour le personnel
- 315 670 pour les EHPAD
- 186 724 pour les crèches + ARC

59,5 % de produits durable dont

40,6 % de bio en restauration scolaire avec une diminution de 55% du gaspillage alimentaire

46,6 % de produits durable en restauration EHPAD, dont 36,4% bio

50,9% de produits durables en restauration administrative, dont 38,5% de bio

64,6% de produits durables en restauration crèche, dont 58,6% de bio

861 véhicules et engins (y compris CCAS)

38% véhicules légers en énergie verte (électricité ou gaz)

-20 % émissions CO₂/2010

55 000 m² de locaux entretenus

73 tonnes de papiers et cartons collectés (chiffre définitif en février 23)

Environ 9 700 soumissions de travaux d'impression par an avec 4 900 000 tirages offset, Et en équivalent A4 :

1 500 000 copies noir & blanc
3 900 000 copies couleurs

Les enjeux

- Assurer de bonnes conditions de travail
- Mettre à disposition et entretenir des véhicules et engins techniques
- Délivrer une restauration responsable et de qualité
- Contribuer à la réduction des déchets de la Ville et favoriser leur valorisation
- Assurer les prestations d'imprimerie
- Affranchissement et distribution du courrier
- Assurer des missions transversales pour l'ensemble des services notamment par la plateforme logistique

Les actions

→ Pour la politique d'achat :

- Travail en cours avec les acheteurs de la collectivité de clauses environnementales et sociales dans les marchés
- Deuxième version du SPASER avec des indicateurs de suivi
- Commencement de la cartographie des achats effectués afin d'établir une nomenclature des achats
- Travail sur le plan habillement durable (collaboration de la plateforme logistique)
- Continuer à développer le réemploi pour l'acquisition du mobilier et du matériel (un travail collaboratif avec CoProd est en cours)

→ Pour la politique de la restauration collective :

- Continuer à développer la durabilité dans les denrées alimentaires et notamment pour le bio.
- Suivi de la construction de la nouvelle cuisine centrale dans le sud de Rennes (Noyal Chatillon sur Sèche) et la réhabilitation de la cuisine centrale actuelle (Quartier Beauregard). Dans ce cadre, il est envisagé une mutualisation de services avec des communes de Rennes Métropole.
- Le passage au sans plastique afin d'être totalement en inox lors de l'ouverture de la nouvelle cuisine centrale.

→ Pour les actions en faveur du développement durable :

- Poursuite de l'achat des véhicules de moins de 3,5T selon cet ordre de priorité : électrique (au minimum 40%), avec une carburation au gaz (Bio GNC), au GPL et en dernier recours à l'essence ou au diesel
- Optimisation de la gestion des pools avec la mise en place de la réservation obligatoire et l'intégration de nouveaux pools dans les services.
- La mutualisation des moyens continue pour tendre vers une réduction de parc
- Étude sur une rationalisation des berlines.
- Réflexion sur l'achat de carburant XTL (HVO 100) pour réduire les émissions de GES.

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

20.55 M€ 21.96 M€

Recettes de fonctionnement

1.96 M€ 1.94 M€

Dépenses d'investissement

4.51 M€ 5.51 M€

Recettes d'investissement

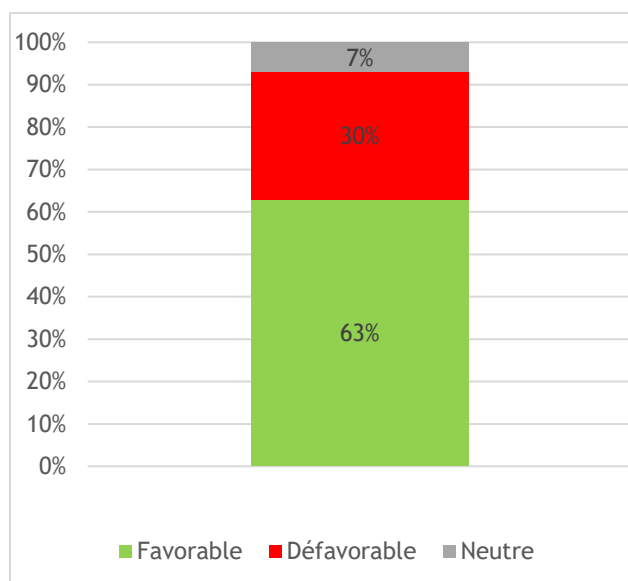
0.26 M€ 0.03 M€

Climat et transition écologique

Le secteur traite différents aspects de la transition : mobilité des agents, fournitures de bonnes conditions matérielles etc. La collectivité a un devoir d'exemplarité sur ces questions et pour y répondre plusieurs actions sont mises en œuvre :

- Mettre en place les actions d'un nouveau Plan Alimentaire Durable. Les objectifs minimaux consistent à l'atteinte des exigences de la loi EGALIM et dans l'idéal atteindre au moins 50 % de bio en 2026 et ensuite s'approcher des 100%
- Travailler sur un plan dit "habillement durable" pour élaborer une Charte pour des **vêtements de travail** sûrs, confortables et durables
- Accentuer le réemploi pour le mobilier et le matériel
- La mise en place du SPASER dans la collectivité entrainera des modifications des achats en faveur de la transition écologique.
- L'entretien des locaux favorise l'emploi de méthodes et de produits les plus écologiques possibles

L'impact des investissements de la Métropole sur l'atténuation au changement climatique (2.1M€ cotés en 2024)



Favorable :

- Achat de véhicules électriques et de vélos ;

Défavorable :

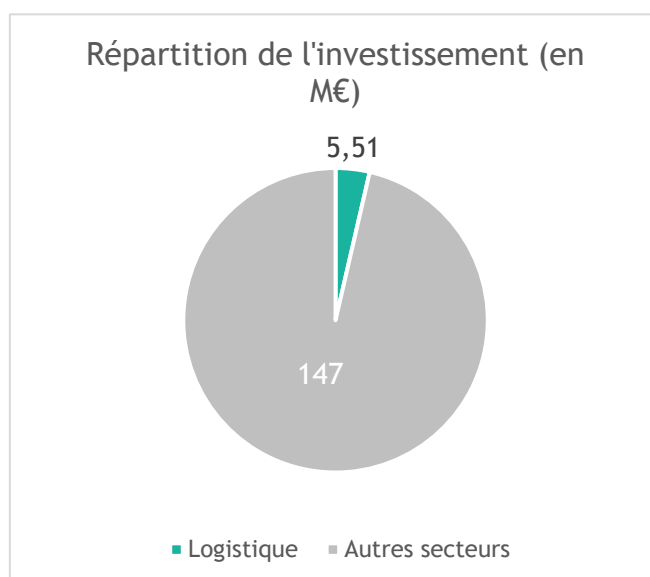
- Achat de véhicules thermiques ;

Neutre :

- Achat d'équipements roulants non motorisés (remorques etc)

- Aménagement de véhicules.

Répartition de l'investissement (en M€)



Chiffres clés 2025

4 250 postes de travail,
255 tablettes, 500 équipements
réseaux, 550 serveurs, 5 600
postes téléphoniques fixes, 1 996
téléphones mobiles dont 1 196
smartphones (Ville et Métropole
confondus)

216 solutions numériques réparties
en 152 progiciels éditeurs et
64 développements internes pour
la gestion informatique des
différents métiers (Ville et
Métropole compris)

170 demandes de nouvelles
solutions

25 000 tickets traités en demande
et support

320 ateliers organisés par les
conseillers numériques pour 1 935
participants dans le cadre du projet
Numérique pour tous

35 ateliers sur la découverte de
l'IA Générative pour 198
participants

Environ 4 000 agents sensibilisés et
accompagnés sur les nouveaux
services numériques

Des campagnes de sensibilisation
/communication sur les outils
collaboratifs et les usages
numériques responsables :
moyens d'impression, webinaires
sur la sobriété numérique

Mise à jour et création de
supports dans l'**Intranet**

La raison d'être du secteur

- Mettre en place la Politique Numérique Responsable
- Mettre à disposition des services numériques aux utilisateurs internes et usagers externes les mieux adaptées à leurs besoins pour leur permettre de remplir au mieux leurs missions ou bénéficier des meilleurs usages. Ce périmètre large inclut aussi les besoins télécoms.
- En assurer le développement, la maintenance et garantir la cohérence de ces solutions numériques portées par la DSN et SIG.
- Accompagnement des usagers citoyens et agents

Les actions 2026

- Actions au niveau Direction des Services Numériques :
 - Proposition PMO 2 – inclusion de l'élément inter-politique
 - Politique Numérique Responsable – Numérique 2030 déclinaisons – GT PNR
 - Catalogue de services – version 2
 - Continuité des travaux sur le plan pluriannuel RH
 - Programme Intelligences Artificielles Génératives
 - Poursuite de la réorganisation des services SAUN et Infrastructures
 - Poursuite des actions immobilières et mobilières
 - Développement axe 4 (Eco) et axe 5 (coopération)
 - Coopération métropolitaine des Services Numériques
- Action Infrastructures :
 - Extension de l'infrastructure (FOR/RMT, programmes déchets ...) pour répondre au développement des projets métiers
 - Mutualisation CCAS – WIFI / Appels malades etc ...
 - Infrastructure de conteneurisation et d'une PKI interne (gestion certificats)
 - Programme SSI - Sous-programme "SP2 « Sécurité des infrastructures »"
 - Analyse impact NIS2 et premiers travaux
- Action Accompagnement et Usages du Numérique :
 - Programme "Numérique pour tous" – direction DPAG
 - Conseillers numériques – nouveau mandat + organisation // politique inclusion numérique. RESIN.
 - Acculturation agents, nouveaux ateliers
 - Programme 4R – Envie 35 – OGO. Positionnement
 - Centre de service
 - Marchés de dotation – exécution (reconditionnés/SPASER)
- Action Projets Métiers (limité aux projets majeurs) :
 - Programme SIRH
 - Programme Informatique Industriel, Supervision, COSUI, Résilience
 - Programme Gestion des bâtiments
 - Programme Nomadisme
 - Programme EcoDATA
 - 70 projets en build, 38 cadrages,
 - Multiples mises en service : D173-Territoire Déchets Connectés, D189 - Application de commande et de télégestion de l'éclairage public, PM, projets CCAS

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

4.73 M€	4.92 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

4.77 M€	5.62 M€
---------	---------

Recettes d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Climat et transition écologique

La phase de production est la plus émettrice de GES dans le cycle de vie des équipements. Limiter les achats des outils numériques est un enjeu important pour l'exemplarité de la Métropole. Plusieurs expérimentations ont lieu au sein des services de la collectivité. Nos clauses sont incluses dans le SPASER 2025.

La labellisation "Institut Numérique Responsable" et des actions subséquentes.

Mise en place d'indicateurs pour mesurer l'impact du numérique sur l'environnement : impact carbone du système d'information, supervision des volumes d'impression et d'édition, ateliers de sensibilisation pour des usages numériques responsables auprès des agents. Mesure WENR à développer et étendre.

Évènement numérique responsable avec la région dans le cadre de la filière 4R – focus sur les clauses numériques responsables et communication vers les acteurs publics (administration, département, universités, SDIS ...).

Remplacement des matériels en fin de vie et développement de l'informatique verte

Mise en place et acquisition des premiers éléments de matériels reconditionnés tels que demandé par la loi AGECE.

Vie de l'institution, Sécurité Juridique et Commande Publique

Secteur

Chiffres clés 2025

509 délibérations, 96 débats et 6 interventions du public au conseil municipal

5 798 arrêtés et 2 171 décisions de la Maire

2 réunions de la Commission consultative des services publics locaux : 1 pour avis sur 1 choix de mode de gestion avec quorum non atteint, 1 pour avis sur 1 choix de mode de gestion avec quorum atteint et 1 pour examen de 3 rapports d'activité plus 1 choix de mode de gestion

89 dossiers contentieux en instance au 31 décembre 2025

179 nouvelles études juridiques au 31 décembre 2025

16 marchés d'assurance au 31/12/2024

118 nouveaux dossiers sinistres ouverts au 31/12/2025

63 nouveaux dépôts de plainte au 31/12/2025

450 sinistres en cours de gestion entre dommages aux biens, responsabilité civil et flotte automobile hors assurance construction

614 marchés publics conclus

13 commissions d'appel d'offres réunies en 2025, auxquelles ont été soumis 64 dossiers de marchés publics (attributions de marchés et avis sur des avenants)

Les enjeux

- Défendre la collectivité dans ses contentieux et sécuriser ses montages
- S'investir dans des réseaux nationaux
- Souscrire des contrats d'assurances et gérer des sinistres
- Piloter la commande publique et la politique Achat de la collectivité et notamment le suivi du SPASER
- Assurer le bon fonctionnement de la vie démocratique
- Poursuivre et rendre plus visible auprès des entreprises la publication du tableau de programmation des achats.
- Assurer la sécurité juridique des marchés publics
- Protéger durablement les biens immobiliers et mobiliers, les responsabilités des deux collectivités vis-à-vis des tiers, celles des élus et des agents
- Négocier des contrats dans un contexte assurantiel qui se durcit, entre évolution des risques climatiques et complexité des contrats
- Maîtriser des budgets de plus de 2 millions d'euros : l'assurabilité des collectivités est devenue un enjeu stratégique et d'optimisation des coûts/désengagement des assureurs et offres tarifaires de plus en plus élevées
- Accompagner le changement des pratiques en matière de prévention des risques : prévenir et réduire les risques en lien

Les actions 2026

- Migration de l'outil métier Airdélib pour la gestion des instances vers Adel et étude préalable au déploiement de l'outil pour la gestion des arrêtés et décisions de la Maire
- Mise en œuvre du nouveau mandat 2026-2032
- Un marché de prestations juridiques sera renouvelé dans le secteur du droit des sols et foncier
- Organisation de nouvelles sessions de sensibilisation déontologie liée au narcotrafic vers les directions techniques
- Sessions de sensibilisation prévention des risques assurances vers les directions techniques et mise en place comités périodiques suivi

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

6.09 M€	6.32 M€
---------	---------

Recettes de fonctionnement

0.02 M€	0.00 M€
---------	---------

Dépenses d'investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Recettes d'Investissement

0.00 M€	0.00 M€
---------	---------

Les actions 2026

- Mise en place du pilotage des taux de sinistralité qui se dégradent depuis 5 ans
- Mise en place d'actions de prévention assurance, exemples de formation prévention en flotte automobile, visite préalable des grands risques avant renouvellement du marché dommage aux biens
- Préparer une gestion directe des sinistres en responsabilité civile à compter du 01/01/2027 en équivalent temps plein identique
- Gestion des Catastrophes naturelles Ville de Rennes et Rennes Métropole du 24 janvier 2025 et recettes à percevoir en 2026 pour la ville de Rennes.
- Une consultation pour la souscription d'un contrat d'assurance construction (notamment un contrat collectif Responsabilité Décennale) pour l'opération cuisine centrale
- Acquérir et développer des outils permettant un suivi optimisé des données issues des achats, notamment les indicateurs mentionnés dans le SPASER
- Finition de la cartographie et réflexion sur la nomenclature des achats

Climat et transition écologique

Mise en place du SPASER n°2 qui implique une dimension forte sur l'écologie.

Il y a 4 axes :

Axe 1 / LA COORDINATION DE L'ACHAT PUBLIC AU SERVICE DU DÉVELOPPEMENT DURABLE

Axe 2 / UNE COMMANDE PUBLIQUE SOCIALE ET ÉQUITABLE

Axe 3 / UNE COMMANDE PUBLIQUE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

Axe 4 / LA COMMANDE PUBLIQUE, OUTIL DE DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE RESPONSABLE

La déclinaison se traduit par des impacts sur la stratégie d'achat sur les différentes directions de la collectivité.

Chiffres Clés 2025

Évaluation de

l'accompagnement numérique

Plus de **115** personnes interrogées et **7** partenaires de territoires rencontrés pour aboutir à **13** leviers à actionner sur **3** niveaux d'actions différents

Politiques temporelles

1 trophée ADEME pour la démarche chronotopie d'école (sobriété foncière et immobilière)

1 formation-action à la chronotopie dans le bâti scolaire, **13** agents DEE formés
2 kit méthodologiques (Kit chronotopie et pack signalétique)

1 charte collective et **1 expérimentation** lancée pour lisser les hyperpointes sur la ligne b du métro

2 conférences du temps organisées à la salle de la Cité et au TNB: *La ronde des temps* (20/05/25) et *Le temps qui reste* (12/12/25) - **470** personnes

17 interventions dans des colloques et ateliers

Les enjeux

- Piloter la stratégie communale de prospective, d'évaluation et des politiques temporelles
- Définir et piloter les coopérations et les partenariats de la Ville de Rennes

Les actions 2026

- **Évaluation et suivi des politiques publiques**
- Poursuite de la mise en œuvre du programme pluriannuel d'évaluation (Ville à hauteur d'enfant ou Espaces sociaux communs)
- Définition d'un nouveau programme pluriannuel
- Accompagnement des démarches de suivi de politiques publiques
- **Politiques temporelles**
- Conférences du temps : une conférence sur le thème de la nuit partenariat avec le festival d'architecture Georges
- Outils de sensibilisation : fiches présentant les actions clés du Bureau des temps, frise temporelle, "Chronoscope" outil pour adopter le réflexe temps (appropriation des enjeux temporels par les services - élus du territoire et leur intégration dans l'ensemble des politiques publiques)
- Les interventions : rencontres et colloques, directement/via Tempo territorial (réseau national) et Time Use Initiative (réseau européen)
- Chronotopie – intensification des usages des espaces et des bâtis : poursuite des chantiers de travail (charte Ville-éducation Nationale, identification des écoles compatibles, formation agents...) et accompagnement des demandes de mutualisation d'espace
- Mobilité : lissage des hyperpointes du métro ligne b auprès de l'Université de Rennes suite à l'expérimentation avec les lycées
- Rythmes de l'enfant : participation à un groupe de réflexion à l'initiative de la DEE
- **Réseaux et partenariats**
- Poursuite de l'investissement dans les différents GT et réflexions de France Urbaine, qui fédère l'ensemble des métropoles, agglomérations et grandes villes de France.
- Participation active à la Société Française de l'Évaluation (SFE)
- Contribution au réseau Tempo Territorial et au réseau Time Use Initiative.

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.19 M€ 0.18 M€

Recettes de fonctionnement

0.00 M€ 0.00 M€

Dépenses d'investissement

0.00 M€ 0.01 M€

Recettes d'Investissement

0.00 M€ 0.00 M€

Climat et transition écologique

- + Les évaluations interrogent systématiquement l'efficacité environnementale des politiques publiques
- + **Politiques temporelles**
 - Chronotopie : démarche basée sur des enjeux de sobriété foncière, économique et écologique : éviter de construire ou réduire le volume à construire en observant les temps et usages (optimiser les m² existants), rationaliser les coûts énergétiques de fonctionnement des bâtiments et favoriser plus largement les synergies entre acteurs locaux.
 - Mobilité : travail mené pour réduire les déplacements en heure de pointe et les phénomènes de congestion routière a un impact direct sur la pollution et la qualité de l'air.
 - Sensibilisation : valoriser l'impact des actions temporelles en faveur des transitions et essaimer auprès d'autres villes et pays européens ; outiller la prise en compte des politiques temporelles dans une perspective de sobriété et de qualité de vie sur le territoire.

Chiffres Clés 2025

Stratégie et animation

- **38** engagements dans la stratégie de la donnée et de ses usages

Accompagnement des métiers

- **73** prestations réalisées (tous types de demandes)
- 132 capteurs déployés dans les bâtiments publics
- 3 200 compteurs énergie et fluides suivis

Données et référentiels

- **671** thèmes de données publiés en interne et **685** en open data
- **142** chantiers en levé topo (Atlas + ZAC)

Plateformes et applications

- **128** projets en cours (en développement et maintenus)
- **1 500** utilisateurs du Portail géographique : élus et agents de la métropole et des communes (dont la ville de Rennes)

Les enjeux

Parce que les services publics utilisent des données, et qu'il importe donc d'en garder la maîtrise, la stratégie de la Donnée et de ses usages adoptés fin 2024 propose d'organiser les actions en matière de collecte, de gestion et d'exploitation de données autour de quatre axes :

- Pour une gestion éthique et démocratique de la donnée au service des citoyens
- Les usages des données au service de l'intérêt général
- Accompagner la transformation numérique de l'administration et de ses métiers
- Une stratégie de la donnée pour et avec les acteurs du territoire

Les actions 2026

- Animation d'un écosystème d'acteurs du territoire visant à les sensibiliser au partage de leurs données, ouvertes ou restreintes, et à utiliser la plateforme Rudi pour ce faire
- Accompagnement des métiers : le service SDTIG met à la disposition des directions et services de la Ville et de la Métropole de l'expertise sur la gestion de données pour conduire leurs projets
- Préparation d'un commun de données énergétiques (suivi de la consommation des bâtiments et équipements)
- Poursuite du développement des services Ecodata pour les acteurs publics du territoire métropolitain et les services de la Ville et de la Métropole via l'infrastructure LoRa dédiée à l'Internet des Objets (gestion des bâtiments, suivi et pilotage de fontaines, suivi et optimisation de l'arrosage des espaces verts et des arbres)
- Livraison finale d'une orthophotographie début 2026 : mise à disposition de l'ensemble des utilisateurs du Portail des Données Géographiques.
- Poursuite des travaux sur un Jumeau Numérique de Territoire, avec notamment une mise à niveau importante de la base de données 3D et la révision des outils de visualisation
- Constitution d'un référentiel pivot des bâtiments du territoire s'appuyant sur le référentiel national
- Publication de données : révision des outils de publication

Budget 2025 Budget 2026

Dépenses de fonctionnement

0.21 M€ 0.23 M€

Recettes de fonctionnement

0.00 M€ 0.00 M€

Dépenses d'investissement

0.28 M€ 0.18 M€

Recettes d'Investissement

0.00 M€ 0.00 M€

Climat et transition écologique

47 thèmes de données Ville de Rennes, accessibles sur le portail de données géographiques, entrent dans la catégorie de celles décrites par la directive Européenne INSPIRE, entrée en vigueur le 15 mai 2007 et qui vise à favoriser l'échange des données au sein de la Communauté européenne dans le domaine de l'environnement pris dans un sens large.

Le réseau LoRa métropolitain est entré en 2025 dans une phase de consolidation de son offre de services aux directions de la métropole et aux communes, dont la Ville de Rennes, avec une offre clé-en-main axée sur la gestion des bâtiments.

Le Jumeau Numérique du Territoire s'inscrira dans la thématique prioritaire de l'adaptation au changement climatique en proposant des données et des analyses prédictives sur l'évolution du territoire.

Envoyé en préfecture le 06/05/2026

Reçu en préfecture le 06/05/2026

Publié le

ID : 035-213502388-20260427-DCM_2026_110-DE

